DYNAMIQUE CITOYENNE COORDINATION NATIONALE
RESEAU DE SUIVI INDEPENDANT DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES STRATEGIES DE COOPERATION

Ont collaborés à la réalisation de ce suivi :

Olivier NKOUNGA **(CIPRE)**

Jean MBALLA MBALLA **(CRADEC)**

Christine ANDELA **(COSADER)**

Agnès METOUGOU **(Interaction)**

Jean Marc BIKOKO **(CSP)**

Alain MENDOUGA **(BTE)**

Maurice PHOUET FOE **(SNAEF)**

Patrick EBANDA **(Jeudi de Cotonou)**

Claire ATEBA **(CARDED)**

Peter IKOMEY **(SWECSON)**

Eric NGANG **(NWADO)**

Rose AWASOM **(COMINSUD)**

Daniel AKO'O MVOMO **(SAADI)**

Nicolas ABADE MEVA'A **(CIPI)**

Simon Pierre BAKAPA **(BTE)**

Symphorien MOMENDENG **(SYDEV)**

KODEME DAWA **(AJESO)**

Laurent MANGA **(AGROFOR)**

Elisabeth GELAS **(CRADIF)**

Roger NGOUFACK **(DP/DJPSC)**

Prosper FOUDJEUM POJUME **(LDL)**

Innocent AWA NDAH **(Reach Out)**

Armand NOUWE **(Un Monde Avenir)**

Ernest YENE **(FCJ)**

Rev. Samuel HETECK **(RACED)**

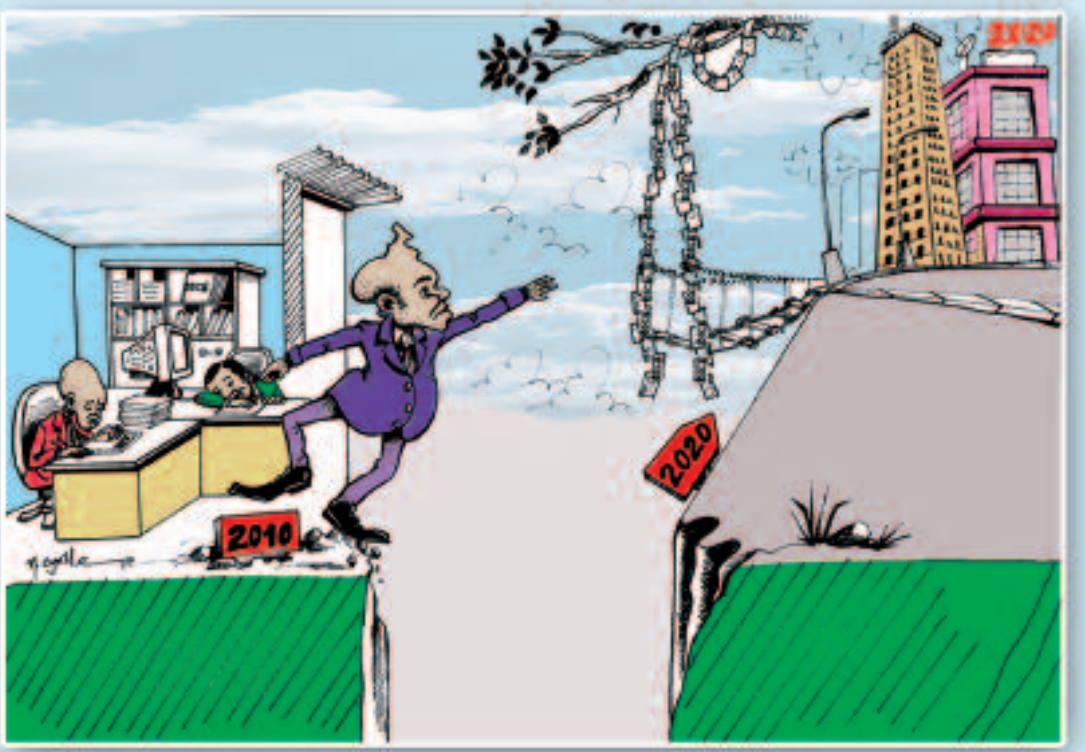
Aboubakari BINDOHO **(CADPEN)**

Serges Laurent DJACPOU **(ASAD)**

Ferdinand BOULA ATEBA **(FENASATTRACAM)**

Edouard WIDAM **(UNOADD)**

DSCE : Un an après, Quel niveau d'appropriation?



Rapport final du suivi indépendant de la mise en œuvre du DSCE en 2010

Dynamique Citoyenne : Réseau indépendant de suivi des politiques publiques et des stratégies de coopération; Créée en 2005 à Ombé, DC a mène les activités portant sur l'analyse du budget de l'Etat du Cameroun, la Contribution à l'élaboration des politiques publiques, le suivi de la mise en oeuvre de celles-ci, notamment ; le DSRP/DSCE, la Loi de Finances et le Budget d'Investissement Public (BIP). DC publie annuellement des supports de plaidoyer pour la prise en compte des préoccupations des Citoyens en faveur de l'amélioration de leur condition de vie, Organise des Dîners Parlementaires pour relayer auprès des Députés les informations de la base sur l'évolution socio-économique et attirer leur attention sur certains risques potentiels.

Elaborée par la commission Macro-économie de Dynamique Citoyenne avec le soutien Technique et Financier de la

giz
www.giz.de

Point focal national : COSADER Cameroun
Tél : (+237) 22 22 96 94 - Fax : (+237) 22 23 31 85 - GSM : (+237) 99 59 17 50 - BP 12 182 Yaoundé
E-mail : andelac@yahoo.com et/ou dynamique.citoyenne@yahoo.fr.

Sommaire

Préface 7
1 Introduction 8
2 Résumée exécutif 10
2.1 Résultats 11
2.2 Recommandations 12
3 Appréciation de la mise en œuvre du DSCE en 2010 14
3.1 Stratégie de la croissance 15
3.1.1 Résultats 15
3.1.2 Recommandations 16
3.1.3 Développement des infrastructures 17
3.1.4 Modernisation de l'appareil de production 29
3.1.5 Développement humain 32
3.1.6 Intégration régionale et diversification des échanges 37
3.1.7 Financement de l'économie 38
3.2 Stratégie de l'emploi 41
3.2.1 Résultats 41
3.2.2 Recommandations 41
3.2.3 Présentation de la grille pour la stratégie de l'emploi 41
3.3 Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat 43
3.3.1 Résultats 43
3.3.2 Recommandations 43
3.3.3 Gouvernance et Etat de droit 43
3.3.4 Gestion stratégique de l'Etat 46
3.4 Evaluation sectorielle 49
3.4.1 Résultats 49
3.4.2 Recommandations 49
3.4.3 Présentation de la grille pour l'évolution sectorielle 50
3.5 Cadre Institutionnel de suivi-évaluation du DSCE 52
3.5.1 Résultats 52
3.5.2 Recommandations 52
3.5.3 Présentation de la grille pour le cadre Institutionnel de suivi-évaluation du DSCE 53
4 Annexe 56

Liste des tableaux

Tableau 1: Niveau de mise en œuvre de la Stratégie de Croissance dans le DSCE en 2010 15

Tableau 2 : Grille de suivi/évaluation pour la composante Bâtiment et travaux publics 18

Tableau 3 : Grille de suivi/évaluation pour la composante Eau et Assainissement 20

Tableau 5 : Grille de suivi/évaluation pour la composante de gestion domaniale 24

Tableau 6 : Grille de suivi/évaluation pour la composante d'infrastructures de développement urbain et de l'habitat 26

Tableau 7 : Grille de suivi/évaluation pour la composante de TIC 27

Tableau 8 : Grille de suivi/évaluation pour la composante des Transports 29

Tableau 9 : Grille de suivi/évaluation dans le domaine de la modernisation de l'appareil de production 30

Tableau 11 : Grille de suivi/évaluation dans le domaine de l'intégration régionale et diversification des échanges 38

Tableau 12 : Grille de suivi/évaluation dans le domaine de financement de l'économie..... 39

Tableau 13 : Grille de suivi/évaluation pour la stratégie de l'emploi..... 41

Tableau 14 : Présentation de la grille dans le domaine gouvernance et Etat de droit 44

Tableau 16 : Grille de suivi/évaluation pour l'évolution sectorielle 50

Tableau 17 : Grille de suivi/évaluation pour le cadre Institutionnel de suivi-évaluation du DSCE..... 53

Liste des graphiques

Graphique 1 : Etat de la mise en œuvre du DSCE en 2010..... 11

Graphique 2 : Etat de la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance du DSCE en 2010..... 16

Graphique 3 : Etat de mise en œuvre du DSCE dans le domaine du développement des infrastructures en 2010 17

Graphique 4 : Etat de la mise en œuvre dans la composante du BTP en 2010..... 18

Graphique 5 : Etat de la mise en œuvre dans la composante Eau et Assainissement en 2010 19

Graphique 7 : Etat de la mise en œuvre dans la composante Gestion Domaniale en 2010..... 24

Graphique 8 : Etat de la mise en œuvre dans la composante Infrastructures en 2010..... 25

Graphique 9 : Etat de la mise en œuvre dans la composante TIC en 2010 27

Graphique 10 : Etat de la mise en œuvre dans la composante Transport en 2010 28

Graphique 11 : Etat de mise en œuvre de la Modernisation de l'appareil de Production du DSCE en 2010..... 29

Graphique 12 : Etat de mise en œuvre du Développement Humain dans le DSCE en 2010..... 33

Graphique 13 : Etat de la mise en œuvre dans le Domaine de l'Intégration Régionale et la diversification des échanges en 201 37

Graphique 14 : Etat de mise en œuvre du Financement de l'Economie dans le DSCE en 2010..... 39

Graphique 15 : Etat de mise en œuvre de la Stratégie de l'Emploi dans le DSCE en 2010..... 41

Graphique 16 Etat de mise en œuvre de la Gouvernance et la Gestion Stratégique de l'Etat dans le DSCE en 2010 43

Graphique 17Etat de mise en œuvre dans le domaine de la Gouvernance et de l'Etat de droit 2010 43

Graphique 18 : Etat de la mise en œuvre dans le domaine de la gestion stratégique de l'Etat en 2010..... 46

Graphique 19: Etat de mise en œuvre de l'évolution sectorielle en 2010 49

Graphique 20 : Etat de mise en œuvre du DSCE dans le Cadre Institutionnel de suivi-évaluation en 2010..... 52

Liste des abréviations

AES-SONEL	: Société Nationale d'Electricité du Cameroun
ANAFOR	: Agence Nationale de Développement des Forêts
ANIF	: Agence Nationale d'Investigation Financière
APE	: Accord de Partenariat Economique
ARV	: Anti Rétro Viraux
BIP	: Budget d'Investissement Public
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
C2D	: Contrat de Désendettement et de Développement
CAMWATER	: Cameroon Water Utilities Corporation
CDE	: Camerounaise Des Eaux
CDMT	: Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CNPS	: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CONAC	: Commission Nationale Anti-Corruption
CRESMIC	: Cadre de Référence et Support Méthodologique Minimum Commun pour la Conception d'un système d'information pour le suivi des DSRP et des OMD
CSC	: Cour Suprême du Cameroun
CTD	: Collectivités Territoriales Décentralisées
CTS	: Comité Technique de Préparation et de Suivi des Programmes Economiques
CTSE	: Comité Technique de Suivi et d'Evaluation des activités de mise en œuvre du DSRP
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGSN	: Délégation Générale à la Sureté Nationale
DSRP	: Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DSCE	: Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
ELECAM	: Elections Cameroon
EMF	: Etablissement de Micro Finance
FCFA	: Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FMI	: Fonds Monétaire International
FNE	: Fonds National de l'Emploi
GAR	: Gestion Axée sur les Résultats
HIMO	: Haute Intensité de Main d'œuvre
IPPTE	: Initiative Pays Pauvres Très Endettés
MINADER	: Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	: Ministère des Affaires Sociales
MINATD	: Ministère de l'administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCOM	: Ministère de la Communication
MINCONSUPE	: Ministère chargé du Contrôle Supérieur de l'Etat
MINDAF	: Ministère des Domaines et des Affaires Foncières
MINDEF	: Ministère de la Défense
MINDUH	: Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat
MINEDUB	: Ministère de l'Education de Base
MINEE	: Ministère de l'Energie et de l'Eau
MINEP	: Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature
MINEPAT	: Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPIA	: Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	: Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP	: Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFI	: Ministère des Finances
MINIMIDT	: Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique
MINFOF	: Ministère de la Faune et de la Forêt
MINFOPRA	: Ministère de la Fonction Publique et de la Reforme Administrative
MINPMEESA	: Ministère des Petites Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINPOSTEL	: Ministère des Postes et Télécommunication
MINSANTE	: Ministère de la Santé Publique
MINTOUR	: Ministère du Tourisme
MINT	: Ministère du Transport
MINTP	: Ministère des Travaux Publics
MINTSS	: Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
OHADA	: Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSC	: Organisation de la Société Civile
PSFE	: Programme Sectoriel Forêts/Environnement
PIB	: Produit Intérieur Brut
SIGIPES	: Système Informatique de Gestion Intégré des Personnels de l'Etat et de la Solde

Préface

Dynamique Citoyenne prend corps à la suite d'un engagement remarquable d'un groupe d'organisations de la société civile camerounaise sur le processus DSRP. Afin de se positionner comme un acteur véritable dans le suivi des politiques publiques, le Réseau est créé à l'issue de la seconde rencontre de haut niveau tenue à Ombé en juillet 2005 (regroupant plus 100 Organisations de la Société Civile Camerounaise toutes régions confondues) pour la seconde évaluation de la mise en œuvre du DSRP.

A la suite de sa création DC participe à plusieurs activités portant sur le DSRP, notamment, l'atelier de validation des termes de références de la révision du DSRP, la présentation du rapport d'étape Janvier-Décembre 2006, l'atelier d'intégration de l'aspect genre dans le DSRP, l'atelier d'élaboration de la méthodologie de suivi participatif de la mise en œuvre du DSRP. Ce dernier donnera lieu, dans sa phase expérimentale, à la création d'un Groupe de travail constitué des représentants du ST/CTSE-DSRP, de l'INS, du PADDL, de la SNV, du PNUD et du PNDP avec pour mandat la définition des instruments d'échanges et de collecte d'informations, les critères de choix des communes pilotes, et l'élaboration du budget de l'opération pilote. Au terme des différentes rencontres, le groupe proposera deux redressements essentiels, à savoir : le recentrage du dispositif de suivi-évaluation sur les résultats et l'établissement de la base du dispositif au niveau communal.

Face aux différents manquements observés dans le processus du DSRP première génération et la difficulté d'appropriation dans sa phase de mise en œuvre par les différentes parties prenantes, l'évidence d'une révision participative urgente du DSRP s'est imposée. Dynamique Citoyenne, une fois de plus, est partie prenante dans le processus qui abouti à l'adoption en Août 2009 du DSCE.

Au-delà des différentes contributions fournies par DC pendant la phase d'élaboration du DSCE, DC a marqué un intérêt particulier pour l'application d'un suivi régulier axé sur les résultats de la mise en œuvre du DSCE. Le mécanisme de suivi-évaluation conçu par DC pour la mise en œuvre du DSCE s'opère aussi bien par l'exécutif (le Gouvernement) du DSCE que par les autres acteurs dont la société civile.

C'est pour rester dans sa logique de contribution au développement du Cameroun que Dynamique Citoyenne s'est engagée, au terme de la première année de mise en œuvre, à élaborer et appliquer un outil de suivi-évaluation de la mise en œuvre du DSCE. Cet outil (la Grille de suivi), qui se veut perfectible, offre aujourd'hui après utilisation par les membres de DC dans les dix Régions du Cameroun ses premiers résultats. Ces résultats, opposables à ceux fournis par l'exécutif, représentent une autre opportunité de dialogue entre la société civile et le gouvernement, et lèvent un pan de voile sur l'accès à l'information et la nécessité d'une large communication au Cameroun.

Ce travail a été rendu possible grâce à l'appui de nos partenaires techniques et financiers ; notamment ceux de la Coopération Allemande représentée par la GIZ,- y compris pour le backstopping- à qui nous marquons ici toute notre reconnaissance.

Nous remercions les différentes coordinations régionales de DC et tous les collègues qui ont participé aux enquêtes, et faisons une mention spéciale à nos experts qui y veillent sous la coordination technique de la Commission Macroéconomie de DC conduite avec efficacité par Olivier NKOUNGA dont l'expertise est si chère à DC. Nous savons gré à Jean MBALLA MBALLA qui a accompagné cette équipe avec constance et abnégation. A toutes et tous nous disons MERCI

Christine ANDELA,
Présidente du COSADER
Point Focal National "Dynamique Citoyenne"

Introduction

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) est la version révisée du DSRP. Quelques fois appelé DSRP II, le DSCE a vu le jour en Août 2009 au terme d'un processus de consultations participatives. Il entre en vigueur au terme de la promulgation de la Loi de Finances 2010, prenant effet pour sa mise en œuvre le 1 janvier 2010, sur une période de 10 ans. Il est devenu depuis cette date le cadre intégré des politiques économiques et sociales pour le développement du Cameroun.

Sa mise en œuvre nécessite l'implication de tous comme le souhaite le Premier Ministre, Philémon YANG, dans la préface ainsi qu'il suit : « Les autorités entendent jouer pleinement leur rôle tout en comptant sur le dynamisme du secteur privé, l'implication de la société civile, la mobilisation des populations et l'appui des partenaires économiques, techniques et financiers. »

Bien que publié en 2009, le DSCE reste très peu vulgarisé ce qui ne facilite pas assez son appropriation.

Dynamique Citoyenne (DC), Réseau national de suivi des politiques publiques et des stratégies de coopération au Cameroun , après avoir contribué substantiellement à l'élaboration de ce document, s'est fixé le devoir de suivre et d'évaluer annuellement la mise en œuvre des stratégies contenues dans la stratégie. C'est à ce titre que DC a réalisé conformément à ses engagements et au terme de la première année de mise en œuvre du DSCE, un processus de suivi indépendant tant au niveau national que régional dans les 10 Régions du Cameroun.

Le suivi indépendant par Dynamique Citoyenne, de la mise en œuvre de la stratégie pour la croissance et l'emploi a pour objectifs :

- vulgariser la stratégie pour la croissance et l'emploi,
- promouvoir l'appropriation de la stratégie par les différentes catégories d'acteurs et plus particulièrement par le citoyen,
- apprécier les actions du gouvernement en rapport avec la mise en œuvre de la stratégie et
- formuler des recommandions en vue d'une mise en œuvre plus efficace pour l'atteinte des objectifs de la stratégie pour la croissance et l'emploi à l'horizon 2020.

Le suivi indépendant de la mise en œuvre de la stratégie, année 2010, a mobilisé les membres de DC tant au niveau national (comité de pilotage) qu'au niveau régional (les points focaux régionaux et des membres régionaux de DC). A partir d'une grille conçue par la commission macro économie (voir annexe) et validée par le Comité de pilotage, des informations ont été collectées par les différents acteurs impliqués. La collecte d'informations s'est faite par :

- exploitation des rapports et autres vecteurs d'informations tels les journaux, les radios, sites web
- entretiens avec des responsables centraux et régionaux ;
- visites de sites de certains projets.

La grille renseignée a constitué la base de travail d'un atelier de validation des résultats et de la rédaction et validation du pré rapport. Une équipe restreinte a capitalisé les travaux de l'atelier et soumis à l'appréciation des toutes régions pour la rédaction finale du rapport.

Le rapport de suivi de la mise en œuvre de la stratégie, année 2010, épouse la logique du DSCE. Le résumé le rapport fait suite respectivement à

i. la stratégie de croissance,

ii. - la stratégie de l'emploi,

iii. l'évolution sectorielle,

iv. la gouvernance

v. le suivi participatif.

Cela représente respectivement les chapitres 3, 4, 5, 6 et 7 du DSCE.

Chaque partie de DSCE mise en œuvre fait l'objet d'une appréciation/analyse et des recommandations y afférent. Un extrait de la grille présente les résultats de 2010 pour avoir une lecture qualitative et quantitative de la mise en œuvre dans les différents composantes et domaines de la stratégie. Il convient de rappeler que le DSCE est conçu avec une logique de Chapitres/Parties constitués de plusieurs sous-chapitres assimilés aux Domaines et les domaines sont constitués de plusieurs composantes ayant des mesures/indicateurs de suivi.

Un résumé exécutif présente les grandes tendances de mise en œuvre en 2010. Ces tendances permettent de formuler des recommandations allant dans le sens d'une poursuite d'efforts d'une part et de la maîtrise du risque d'autre part.

2 Résumée exécutif

Adopté en 2009, le DSCE entre dans sa phase de mise en œuvre dans le cadre de l'exécution du budget 2010 de l'Etat du Cameroun. La société civile camerounaise, qui a été associée aux différentes phases d'élaboration et de révision de ce document a constamment insisté sur la nécessité d'un suivi rigoureux de la mise en œuvre des différentes stratégies adoptées ainsi que sur le respect scrupuleux du chronogramme y afférent.

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du DSCE, Dynamique Citoyenne a pris un engagement ferme d'effectuer annuellement un suivi indépendant de proximité à travers ses différents démembrements dans les dix Régions du Cameroun. Cet exercice a conduit, pour le compte de l'année 2010, à l'identification de 425 indicateurs de suivi susceptibles d'être renseignés dans le cadre de l'exécution du budget de l'exercice concerné. Par souci d'harmonisation avec le DSCE, Dynamique Citoyenne a gardé sensiblement la même structuration. C'est ainsi que le suivi des indicateurs s'est opéré selon les parties du DSCE, notamment

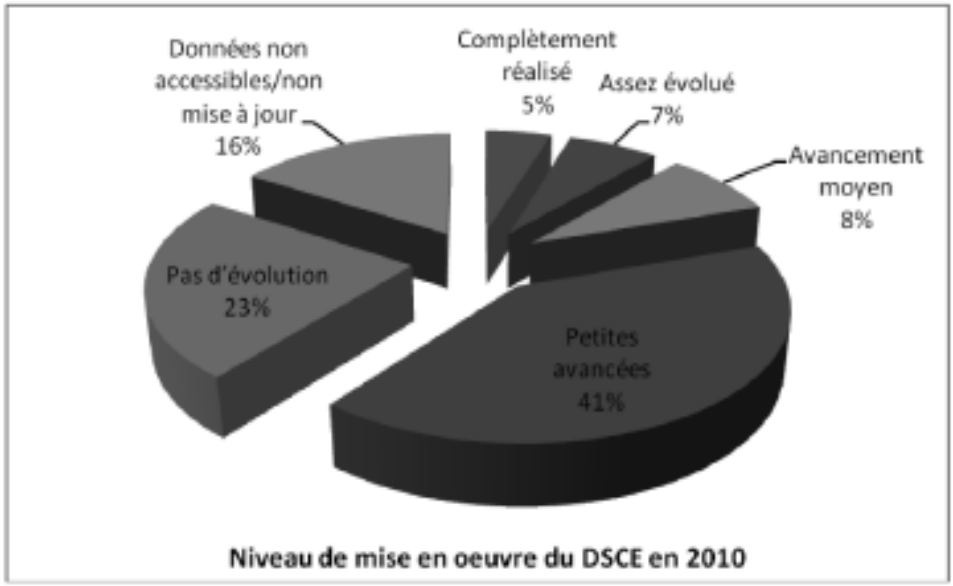
- ✓ la Stratégie de Croissance (chapitre 3 du DSCE)
- ✓ la Stratégie de l'Emploi, (chapitre 4 du DSCE)
- ✓ la Gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat (chapitre 5 du DSCE)
- ✓ l'évolution sectorielle et (chapitre 6 du DSCE)
- ✓ le Cadre institutionnel et le suivi-évaluation (chapitre 7 du DSCE)

Dans chaque partie, nous avons examiné, les différents domaines prévus avec leurs composantes. Des 425 indicateurs recensés, compte tenu du timing et des difficultés d'accès à certaines informations les membres de l'équipe de collecte de données ont pu renseigner 402 indicateurs de suivi de mise en œuvre du DSCE en 2010 ; soit plus de 94%. Ce pourcentage est variant suivant les parties, les domaines et les composantes.

2.1 Résultats

Le suivi général de la mise en œuvre du DSCE tout au long de l'année 2010 nous a permis d'avoir une vue globale sur le niveau de réalisation des grandes ambitions auxquelles le gouvernement camerounais a souscrit lors de l'adoption du DSCE en Août 2009 et dont sa mise en œuvre a pris effet dès les premiers moments de l'exécution du budget de l'Etat pour le compte de l'exercice 2010. Au-delà de l'appréciation suivant la matrice d'action prioritaire et de l'appréciation selon les différents Chapitres/Parties dudit document, un résultat globale, conséquence de la somme des résultats par fragments se dégage, en 2010, ainsi qu'il suit :

Graphique 1 : Etat de la mise en œuvre du DSCE en 2010



A la lumière de ce graphique, et à la base des indicateurs de suivi identifiés par Dynamique Citoyenne dans le DSCE, il apparait que le taux de réalisation est démeuré très faible au cours de l'année 2010 (1e année de mise en œuvre) aux regards des engagements et du timing contenu dans le DSCE. Il convient de préciser que l'appréciation effectuée par DC obéît à un découpage linéaire (année par année) du calendrier des réalisations par objectifs retenus dans le DSCE. En d'autres termes, on ne mesure pas le niveau de l'atteinte de l'objectif mentionné dans le DSCE mais, plutôt le niveau de l'atteinte de l'indicateur ou bien de la part de l'objectif qu'il faut atteindre en 2010 pour un parvenir à l'objectif global retenu dans le DSCE à une date précise

C'est ainsi que pour 23% des objectifs en 2010, on constate qu'il n'y a aucune avancée ; tandis que 41% connaissait une avancée largement inférieure à la moyenne. Seulement 5% des objectifs mentionés dans le DSCE ont été achevés. L'accès aux données/mise à jour au Cameroun démeure une préoccupation très importante (16%).

2.2 Recommandations

A la suite de l'exploitation et du suivi du DSCE au cours de la première année de sa mise en œuvre, Dynamique Citoyenne a fait plusieurs observations, ce qui a donné lieu à plusieurs recommandations. Au-delà des observations spécifiques qu'on retrouvera dans certaines parties du présent rapport, nous présentons ici les recommandations d'ordre général :

1- L'exploitation du DSCE a permis de remarquer qu'il existait plusieurs indicateurs très vagues et dont les délais de réalisation ne sont pas définis (Ex : Volume de la production de semenes de maïs, Part de minerais transformés, Nombre de mutuelles de sécurité sociale agréées etc. Construction de Centrales de Kikot, Njock,Ngodi, Nyanzan, Bangangté, etc..).
DC recommande au gouvernement de faire une revue des différents indicateurs par objectif pour les rendre SMART[1].

2- DC constate qu'il existe des indicateurs aux délais de réalisation fantaisistes/irréalistes (Ex :Centrale à gaz de Kribi fonctionnel en 2012, 1 Médécin pour 10 000 Habitants en 1012, Taux d'achèvement du cycle primaire 89% en 2015, etc.).
DC recommande un réajustement sur des bases plus réalistes de ces indicateurs .

3- DC constate que le DSCE est très peu connu dans l'arrière pays.
DC recommande qu'une vaste campagne de promotion/vulgarisation de ce documment soit organisée sur l'étendue du territoire.

4- L'accès à l'information n'est pas toujours aisé au sein de notre administration.
DC suggère que des actes concrêts tandant à faciliter l'accès à l'information soient pris par le Chef de l'Etat.

5- La mise à jour des données n'est pas encore perçue dans notre administration comme une exigence capitale de planification.
DC suggère que le Gouvernement prennent des mesures particulières pour garantir/publier systémaituquement (via son site web) des données actualisées pour un meilleur suivi du chemin parcouru et du reste à parcourir.

6- DC constate que certaines administration ne se sont pas encore appropriées le DSCE et sont encore à élaoborer/exécuter leur budget sans lien étroit avec ce support.

DC recommande qu'il soit expressement indiqué à toutes les administrations un rapport de mise en œuvre pour leur institution respective .

7- DC constate que le taux de mise en œuvre des engagements souscrits par le Gouvernement (dans le DSCE) reste très faible.
DC recommande que le Chef du gouvernement veille personnellement et rappelle régulièrement aux membres de son équipe que c'est l'instrument premier de mesure du respect des engagements pris par le sommet de l'Etat.

8- DC observe que les différentes administrations ne se sont pas encore appropriées la notion de gestion axée sur les résultats (GAR).
DC recommande que de formations ciblées suivies de la mise en application dans l'élaboration des budgets programmes et le compte rendu de l'exécution du Budget 2011 soient initiées.

9- DC constate que le suivi de la mise en œuvre du DSCE reste tributaire d'un nombre important de pesanteurs au rang desquels la tenue irrégulière des réunions, la collecte inopérationnelle des données, l'irrégularité dans la production des rapports périodiques de mise en œuvre.
DC suggère de ce fait qu'une restructuration et une déconcentration de cet instrument soient faites et accompgnées de l'élaboration à court terme d'un outil de suivi auxquels seront associés les moyens conséquents et les comités locaux indépendants de suivi du DSCE créés.

---

[1] **SMART** (*intelligent* en anglais) est un moyen mnémotechnique pour se souvenir des caractéristiques que devrait idéalement avoir un objectif pour permettre sa réalisation. Cette astuce est souvent utilisée en management ou dans la gestion de projet. Les caractéristiques sont les suivantes :

Pour un objectif :

- **S**pécifique (anglais : *Specific*)
- **M**esurable (anglais : *Measurable*)
- **A**tteignable (anglais : *Achievable*)
- **R**aisonnable (anglais : *Realistic*)
- **T**emporellement défini (anglais : *Time-bound*)

Pour un indicateur :

- **S**ignificatif
- **M**esurable
- **A**tteignable
- avec un **R**esponsable de l'indicateur (souvent le responsable du Processus dans lequel l'indicateur intervient)
- **T**emporellement défini

3 Appréciation de la mise en œuvre du DSCE en 2010

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi est mise en œuvre par les pouvoirs publics. En cohérence avec le chapitre 7 du DSCE, la société civile, dans le cadre de ses missions régaliennes, apporte sa contribution à l'Etat en sa qualité d'acteur au développement. Cette contribution requiert plusieurs formes. Elle peut s'effectuer pendant la phase d'élaboration des politiques publiques, pendant la phase d'exécution/mise en œuvre ou même pendant la phase de suivi-évaluation. C'est à ce dernier titre que DC s'est investie pour apprécier le niveau de mise en œuvre du DSCE au cours de l'année 2010. Ceci s'est opéré suivant cinq grands modules :

- La stratégie de croissance,
- La Stratégie de l'emploi,
- La Gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat,
- Evolution sectorielle
- Le cadre institutionnel de suivi-évaluation du DSCE

3.1 Stratégie de la croissance

La stratégie de croissance est la partie de DSCE qui a connu un nombre assez important de promesses. C'est ce qui justifié le nombre d'indicateurs (242) recensés. Au regard de la diversité des domaines et des composantes d'action et en rapport avec la structuration du DSCE, nous avons abordé l'examen des résultats obtenus sur l'angle des domaines. Cinq domaines (selon les sous-chapitres du 'DSCE) clés ont fait l'objet de notre analyse ; à savoir :

- Le développement des Infrastructures,
- La modernisation de l'appareil de production,
- Développement humain,
- L'Intégration Régional et diversification des échanges et
- Le financement de l'économie.

La collecte des informations relatives à la mise en œuvre de la stratégie de croissance s'est opérée sur la base du timing restreint. Ce qui a permis aux membres de DC de recevoir les informations relatives à 240 indicateurs.

3.1.1 Résultats

Globalement la mise en œuvre de la stratégie de croissance contenue dans le DSCE au cours de l'année 2010 suivant les 240 indicateurs renseignés par DC peut s'appréhender comme suit :

Tableau 1: Niveau de mise en œuvre de la Stratégie de Croissance dans le DSCE en 2010

Désignations	*assez évolué*	*avancement moyen*	*complètement atteint*	*pas d'évolution*	*petits avancements*	*Pas données*	Total
Développement des infrastructures	1	2	5	42	36	34	**120**
Développement humain		4		22	29	10	**65**
Financement de l'économie	1	2	1		7	2	**13**
Intégration régionale et diversification des échanges					3	3	**6**
Modernisation de l'appareil de production	1	2		5	22	6	**36**
Total	**3**	**10**	**6**	**69**	**97**	**55**	**240**

En d'autre terme, le cumul des réalisations, tous les domaines confondus, se présente comme l'indique le graphique ci-dessous :

Graphique 2 : Etat de la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance du DSCE en 2010

L'exploitation de ce graphique nous permet de constater un faible taux de réalisation à savoir ;

- 3% de chantiers achevés,
- 1% au dessus de la moyenne,
- 4% avec une avancée moyenne,
- 40% en dessous de la moyenne,
- 29% non amorcé,
- 23% sans données actualisées.

3.1.2 Recommandations

- Des 120 indicateurs de suivi dans le domaine des Infrastructures, 5 seulement ont été entièrement atteint ; Dynamique Citoyenne recommande que des efforts considérables soient fournis par le Gouvernement pour concrétiser à brève échéance les grands travaux planifiés dans le domaine des infrastructures.

- Sur 65 indicateurs recensés dans le domaine du Développement Humain, aucun n'a été réalisé en totalité ; DC préconise qu'un accent particulier soit porté sur l'utilisation des ressources destinées à l'amélioration de la situation humaine ; par exemple, les enveloppes budgétaires consacrées au secteur de la santé doivent être effectivement utilisées , ceci de façon efficace et efficiente.

- Si le Cameroun entant jouer pleinement le rôle de locomotive dans la sous-région, DC sollicite un engagement conséquent du gouvernement dans la mise en œuvre des grandes ambitions retenues dans le DSCE, DC souhaite voir au moins 2 des Six Projets phares retenues dans l'intégration Régionale et la diversification des échanges se réaliser au cours de la prochaine année.

- La modernisation de l'appareil de production doit s'opérer à travers des réalisations concrètes, ce qui a été loin des préoccupations du Gouvernement en 2010. Aucune œuvre concrète en rapport avec le DSCE des 36 recensés n'a été achevée pendant l'année écoulée. DC

recommande au Gouvernement de passer des discours/intentions aux actes concrets dans le domaine de la modernisation de l'appareil de production.

En bref, les résultats obtenus au cours de l'année 2010 dans la mise en œuvre de la stratégie de croissance ne sont guères encourageants. Dynamique Citoyenne pense que le gouvernement ne se rapproche pas assez des mutations positives envisagées à l'horizon 2020 ; recommande à cet effet la production d'une nouvelle feuille de route axée essentiellement sur les engagements consignés dans le DSCE aux différents départements ministériels en charge de la promotion de la croissance au Cameroun.

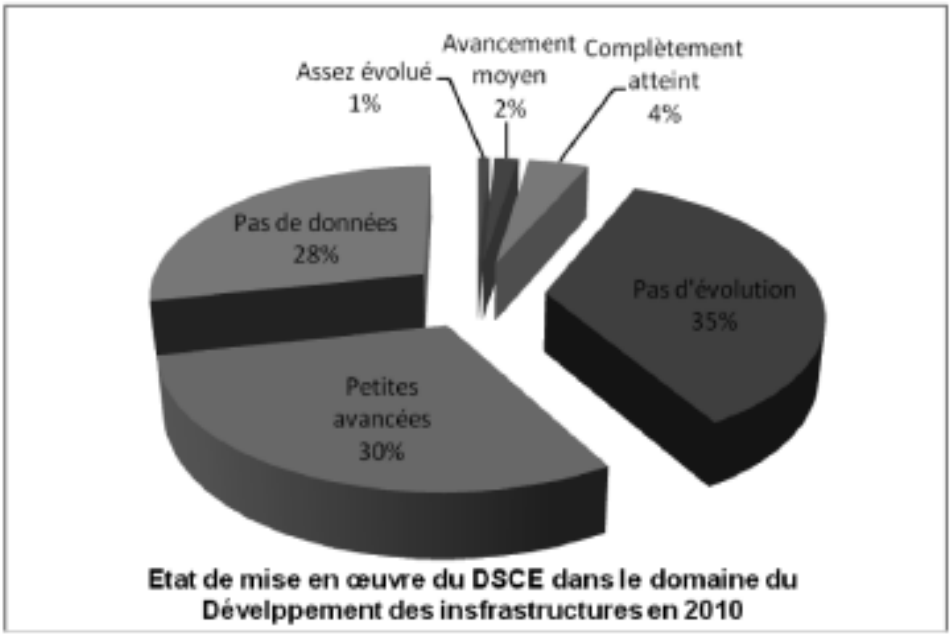
3.1.3 Développement des infrastructures

Les engagements du Gouvernement dans le domaine de développement des infrastructures portent sur les Bâtiments et travaux publics, l'Eau et Assainissement, l'Energie, la Gestion Domaniale, les Infrastructures de développement urbain et de l'Habitat, les Technologies de l'Information et de la Communication, et le Transport. Il s'agit de mettre les infrastructures en adéquation avec la demande économique et sociale, afin de les replacer dans leur véritable rôle d'accompagnement des objectifs de développement économique et social.

3.1.3.1 Résultats

Au cours de l'année 2010, la collecte des résultats de la mise en œuvre des différents engagements de l'Etat consignés dans le DSCE effectuée par DC en rapport avec le développement des infrastructures a permis de produire le graphique ci-dessous :

Graphique 3 : Etat de mise en œuvre du DSCE dans le domaine du développement des infrastructures en 2010



Du graphique précédent, il apparaît que les ouvrages entièrement achévés au cours de l'année 2010, dans le domaine de développement des infrastructures ont porté sur un taux de 4% contre 35% non démarrés ; 1% Assez avancés contre 30% ayant connu de petites avancées ; les informations portant sur 28% n'ont pas pu être actualisées ou accessibles.

3.1.3.2 Recommandations :

Le développement des infrastructures tel que prôné par le sommet de l'Etat, a connu dans sa mise en œuvre, en 2010, de nombreuses pesanteurs comme nous avons pu le remarquer dans les différents chantiers annoncés dans le DSCE.

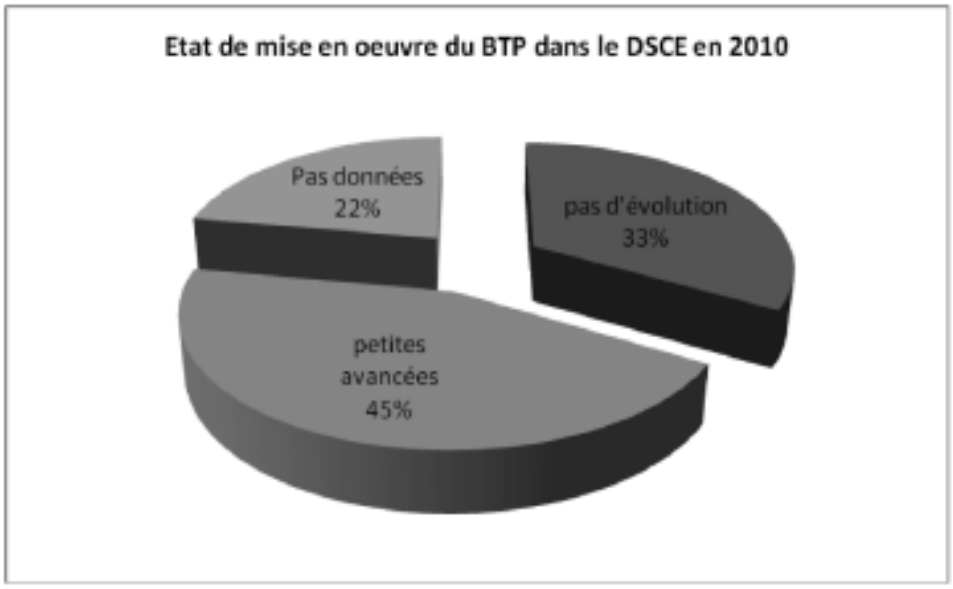
- Au regard de l'importance que représente la réalisation des ces grands chantiers d'infrastructure pour la relance de notre économie, Dynamique Citoyenne, suggère qu'une attention particulière soit portée sur la réalisation des ouvrages tels que l'aménagement des routes, l'approvisionnement en eau potable, la construction des centrales énergétiques et l'amélioration des cadres de vie.

Dans le souci de rapprocher d'avantage les citoyens des réalités consignées par DC à l'occasion de ses descentes sur le terrain, une présentation de la grille des résultats par composante suivant les différents domaines retenus dans le DSCE a été choisie. C'est ainsi que nous passerons en revue les différentes composantes du domaine du Développement des infrastructures.

3.1.3.3 Bâtiment et travaux publics

3.1.3.3.1 Résultats

Graphique 4 : Etat de la mise en œuvre dans la composante du BTP en 2010



L'exploitation du tableau ci-dessus, nous permet de relever qu'aucun objectif dans le secteur du BTP en relation avec le DSCE en 2010 n'a été complètement atteint. Aucun objectif planifié dans le BTP pour le compte de l'année 2010 n'a été achevé, de plus aucun, n'a connu une avancée largement au dessus de la moyenne. De la collecte des données sur le terrain, nous remarquons que des efforts (encore insuffisants) ont été fourni en 2010 dans la réhabilitation du réseau routier, dans le recours aux stratégies HIMO, dans le renforcement de la planification et la programmation et dans la maîtrise d'ouvrage routier. Des efforts s'imposent dans la diffusion des données relatives au Kilométrages réels des routes bitumées.

3.1.3.3.2 Recommandations :

- Pour un suivi-évaluation efficace de la mise en œuvre du DSCE, nous recommandons qu'en amont, une planification claire des activités en rapport avec les objectifs du DSCE soient bien définie au sein des institutions en charge du secteur BTP, en suivant la périodicité fixée par le DSCE.

3.1.3.3.3 Présentation de la grille pour la composante Bâtiment et travaux publics

Tableau 2 : Grille de suivi/évaluation pour la composante Bâtiment et travaux publics

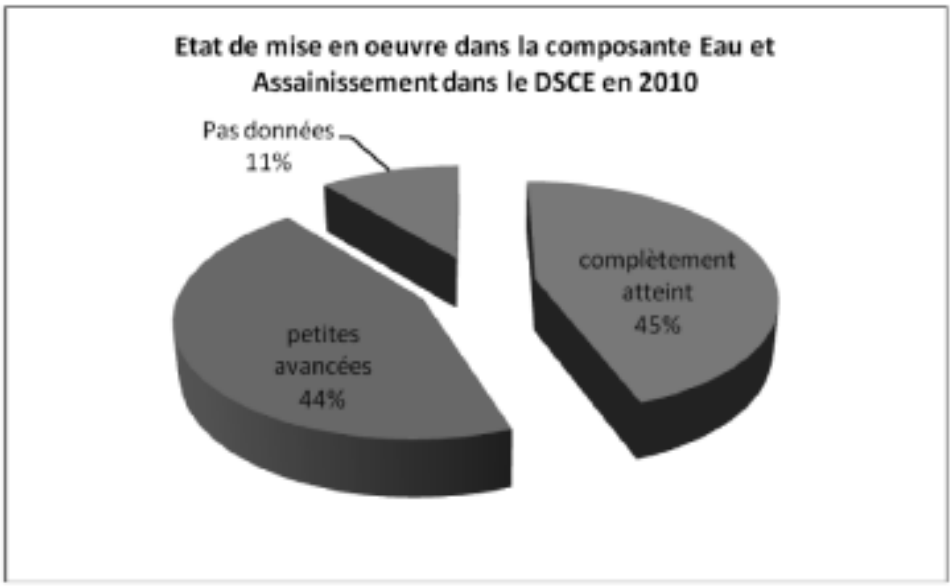
Domaine	Composante	Objectif	Indicateurs	§ DSCE	Résultat 2010
Développement des infrastructures	BTP	Réhabiliter le réseau routier	55% du réseau routier réhabilité	p.15	Petites avancées

N°	Domaine	Composante	Objectif	Indicateurs	§ DSCE	Résultat 2010
73	Développement des infrastructures	BTP	Réhabiliter les routes bitumées	2000 km routes bitumées réhabilités (257Km en 2010)	p.141	Pas de données actualisées
74	Développement des infrastructures	BTP	Intensifier le bitumage des routes en terre	3500 km des routes en terre bitumés	p.141	Pas de données actualisées
75	Développement des infrastructures	BTP	Responsabiliser et renforcer la maîtrise d'ouvrage	Maitrise d'ouvrage routier renforcée	p.15	Petites avancées
76	Développement des infrastructures	BTP	Renforcer la planification et la programmation en vue du respect des standards des travaux	Standards des travaux mis en œuvre et respectés	p.15	Petites avancées
77	Développement des infrastructures	BTP	renforcer le parc d'engins de génie civil	Parcs d'engins équipé et fonctionnel	p.15	pas d'évolution
78	Développement des infrastructures	BTP	Mettre en place un tissu d'entreprises et de BET performants	Tissus d'entreprises et BET performant disponible	p.15	pas d'évolution
79	Développement des infrastructures	BTP	Rechercher des matériaux et procédés novateurs	Matériaux et procédés plus durables identifiés et utilisables	p.15	pas d'évolution
80	Développement des infrastructures	BTP	recourir aux stratégies HIMO	Stratégies mises en place	p.15	Petites avancées

3.1.3.4 Eau et Assainissement

3.1.3.4.1 Résultats

Graphique 5 : Etat de la mise en œuvre dans la composante Eau et Assainissement en 2010



Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, on observe, à la lumière du tableau ci-dessus que le gouvernement s'est particulièrement intéressé à la promotion du partenariat Public-Privé. C'est ce qui l'a amené à opérationnaliser CAMWATER et CDE au cours de l'année 2010. Des petites avancées ont été remarquées vers l'amélioration de l'accès à l'eau potable en milieu urbain et rural. De même, quelques anciennes infrastructures ont connue quelques travaux de réhabilitations. Les données relatives à l'évolution du taux d'accès aux infrastructures d'assainissement restent encore inaccessibles.

3.1.3.4.2 Recommandations

- La menace du choléra tout au long de l'année 2010 et en ce début 2011 traduit fort significativement, le faible taux d'accès à l'eau potable des populations en milieux urbain et rural d'une part et la faiblesse du réseau d'assainissement (collecte et évacuation des eaux usées) dans les grandes villes d'autre part. Dynamique Citoyenne recommande pour les secteurs de l'eau et assainissement, une planification affinée en synergie des différents acteurs de la mise en œuvre de la stratégie en accord avec les objectifs du DSCE/2020.,

3.1.3.4.3 Grille de la grille pour la composante eau et assainissement

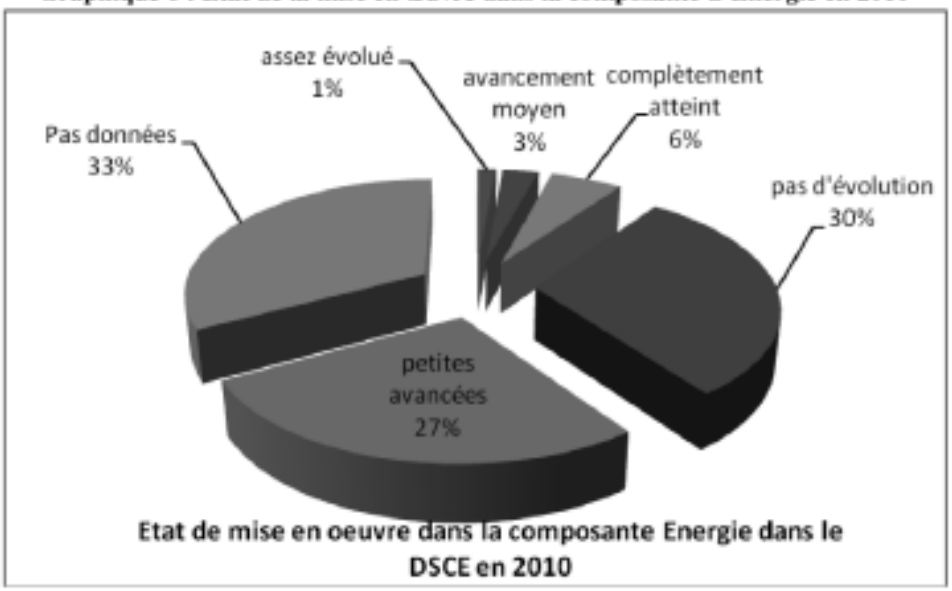
Tableau 3 : Grille de suivi/évaluation pour la composante Eau et Assainissement

N°	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
143	Développement des infrastructures	Eau et assainissement	Augmenter l'accès à l'eau potable et infrastructures d'assainissement de base en milieu rural et urbain	Accès à l'eau potable porté à 75% (700000 branchements en milieu urbain, 40000 points d'eau en milieu rural et 1.200.000 latrines et 6000 points d'eau réhabilités)	184	petites avancées
144	Développement des infrastructures	Eau et assainissement	Réhabiliter les infrastructures existantes	Anciennes infrastructures réhabilitées	183	petites avancées
145	Développement des infrastructures	Eau et assainissement	Promouvoir le partenariat Public-Privé	Responsabilité partagée entre le public et le privé.	p17	complètement atteint
158	Développement des infrastructures	Eau et assainissement	Construire les infrastructures d'assainissement	Le taux d'accès aux infrastructures d'assainissement passe de 15% en 2008 à 60% en 2020	187	ras
159	Développement des infrastructures	Eau et assainissement	Offrir l'eau potable à 75% de la population du milieu Urbain	Le taux d'accès à l'eau potable en milieu Urbain passe de 29% en 2008 à 75% en 2020	184	petites avancées
160	Développement des infrastructures	Eau et assainissement	Offrir l'eau potable aux populations du milieu rural	Taux d'accès à l'eau potable en milieu Rural	p.143	petites avancées

3.1.3.5 Energie

3.1.3.5.1 Résultats

Graphique 6 : Etat de la mise en œuvre dans la composante d'Energie en 2010



La capacité de distribution actuelle gérée par AES-SONEL est évaluée à 933 MW face à des besoins croissants des secteurs public et industriel évalués à 1370 MW en 2025 et 1500 MW horizon 2025 respectivement. Le Plan de Développement du Secteur de l'Electricité à l'horizon 2030 (PDSE 2030) vise à long terme à satisfaction cette demande

Cependant, les grands travaux dans le secteur de l'énergie, n'ont pas atteint la vitesse maximale souhaitée tel que nous pouvons l'apercevoir dans le tableau ci-dessus. 14 grands chantiers planifiés dans le DSCE présentent des indicateurs de mise en œuvre insignifiants dans leur avancée, 9 ont connu un petit avancement, à travers la poursuite des études, la signature de quelques protocoles et le déblayage des zones de vie des entreprises concernées. En 2010, la centrale de Yassa a été l'unique chantier réceptionné. Si nous intégrons les dates de réception des différents chantiers énergétiques tel que indiqué dans le DSCE, nous pouvons constater avec inquiétude que beaucoup de chantiers accusent d'énormes retards d'étapes de lancement et techniques en rapport avec le DSCE. A titre d'illustration, la pose de la première pierre pour les travaux de Memve'ele, Centrale à gaz de Kribi, Lom Pangar, et Nachtigal n'ont pas pu avoir lieu en 2010. Les délais prévus pour la mise en fonction de ces différentes centrales sont suffisamment proches, respectivement 2013,2013, 2014 et 2014, et suscitent de ce fait d'énorme interrogation quant à leur effectivité.

Partant du postulat selon lequel la réalisation des grands chantiers énergétique est un préalable pour l'amorce de la croissance, il est opportun de rappeler les autorités et gestionnaires à plus de diligence pour la maîtrise des mesures de contournement du risque lié au retard dans l'exécution des projets du secteur de l'énergie (réalisation des études, lancement officiel avec la pose de la première pierre, etc.), ..

3.1.3.5.2 Recommandations

- Le taux de réalisation des ouvrages dans le secteur de l'énergie est particulièrement bas ; Dynamique Citoyenne recommande un effort intense dans le traitement des différents dossiers y afférent.

- La collecte des informations, organisée par Dynamique Citoyenne sur le terrain, a permis d'identifier que l'organisation des cérémonies/manifestations de ''la pose de la première pierre'' constitue une cause récurrente du retard dans le début effectif des grands travaux dans le secteur de l'énergie ; Dynamique Citoyenne, recommande que cette événement, exclusivement budgétivore, soit abolie dans les préalables de démarrage des travaux.

- Le nombre de projets dans la composante Energie retenu dans le DSCE est irréaliste par rapport aux capacités de mobilisation de ressources du Cameroun ; DC recommande au Gouvernement d'élaborer un calendrier plus applicable de mise en œuvre de ces différents chantiers.

- La contribution du secteur privé dans l'accroissement des capacités énergétiques reste très faible dans le DSCE, DC suggère que le Gouvernement redynamise la coopération avec le secteur privé pour accroître sa capacité en Energie.

- L'accès à l'information actualisée sur les ressources énergétiques demeure un parcours de combattant ; Dynamique Citoyenne souhaite que le Gouvernement mette résolument en application les principes d'adhésion à l'initiative de transparence sur les industries extractives.

3.1.3.5.3 Présentation de la grille pour la composante d'énergie

Tableau 4 : Grille de suivi/évaluation pour la composante d'Énergie

N°	Domaine	Composante	Objectif	indicateur	$ DSCE	Résultat 2010
1	Développement des infrastructures	Énergie	Porter les capacités de production d'énergie 3.000MW	3.000MW d'énergie produite	p.15	petites avancées
4	Développement des infrastructures	Énergie	construire le Barrage de Lom Pangar	Niveau des travaux de construction	p.15; 433	avancement moyen
8	Développement des infrastructures	Énergie	construire la centrale thermique de Yassa	Niveau des travaux de construction	p.15; 433	complètement atteint
12	Développement des infrastructures	Énergie	construire la centrale à gaz de Kribi	Niveau des travaux de construction	p.15; 433	petites avancées
16	Développement des infrastructures	Énergie	construire la centrale hydroélectrique de Memve'ele	Niveau des travaux de construction	433	petites avancées
18	Développement des infrastructures	Énergie	construire les centrales de Nachtigal	Budget planifié	433	pas d'évolution
19	Développement des infrastructures	Énergie	construire les centrales de Nachtigal	Niveau des travaux de construction	p.15; 433	petites avancées
23	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Kikot	Budget planifié	151	petites avancées
24	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Kikot	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution
26	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Njock	Budget planifié	151	petites avancées
27	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Njock	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution
29	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Ngodi	budget planifié	151	pas d'évolution
30	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Ngodi	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution
32	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Song Ndong	Budget planifié	151	petites avancées

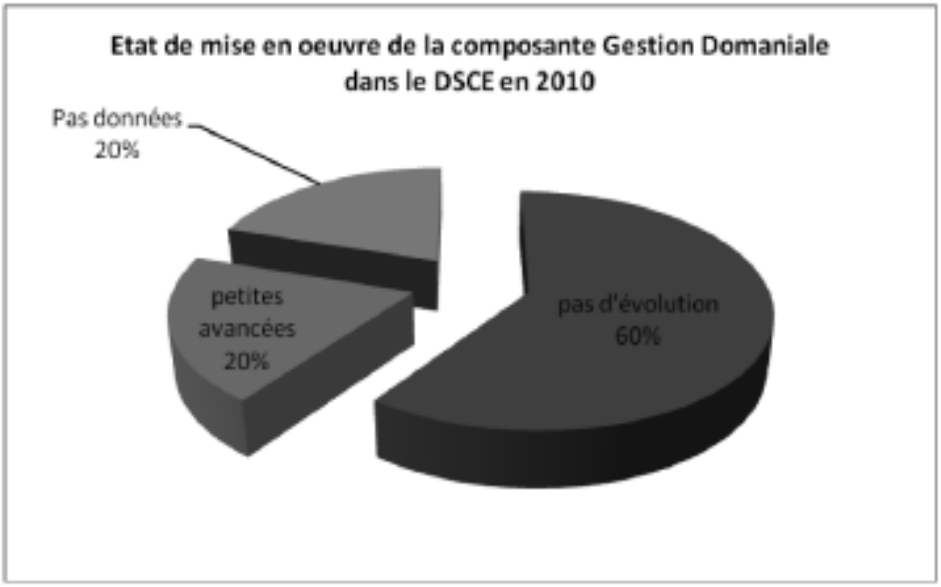
N°	Domaine	Composante	Objectif	indicateur	$ DSCE	Résultat 2010
33	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Song Ndong	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution
35	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Nyanzam	budget planifié	151	pas d'évolution
36	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Nyanzam	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution
38	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Bayomen	Budget planifié	151	pas d'évolution
39	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Bayomen	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution
41	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Mouila-Mogué	Budget planifié	151	pas d'évolution
42	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Mouila-Mogué	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution
43	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Mouila-Mogué	production au moins 350MW	151	ras
45	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Bagangté	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution
47	Développement des infrastructures	Énergie	construire les centrales de Song Mbengue	Budget planifié	433	petites avancées
49	Développement des infrastructures	Énergie	construire les centrales de Song Mbengue	Niveau des travaux de construction	151; 433	pas d'évolution
51	Développement des infrastructures	Énergie	construire les centrales de Warak	Budget planifié	151;433	petites avancées
53	Développement des infrastructures	Énergie	construire les centrales de Warak	La construction évolue/ est achevée	151;433	pas d'évolution
55	Développement des infrastructures	Énergie	construire les centrales de Colomines	budget planifié	151;433	petites avancées
57	Développement des infrastructures	Énergie	construire les centrales de Colomines	Niveau des travaux de construction	151;433	pas d'évolution
59	Développement des infrastructures	Énergie	construire les centrales de Ndokayo	Budget planifié	151;433	petites avancées
61	Développement des infrastructures	Énergie	construire les centrales de Ndokayo	Niveau des travaux de construction	151;433	ras
63	Développement des infrastructures	Énergie	développer plusieurs sites pour l'exportation	Budget planifié	152;433	ras
64	Développement des infrastructures	Énergie	développer plusieurs sites pour l'exportation	construction est planifiée	p.15	petites avancées
67	Développement des infrastructures	Énergie	Intensifier le programme d'électrification rurale	663 Milliards FCFA planifiés	p.15	petites avancées

N°	Domaine	Composante	Objectif	indicateur	$ DSCE	Résultat 2010
68	Développement des infrastructures	Énergie	Intensifier le programme d'électrification rurale	consommation > 70%	p.15	petites avancées
69	Développement des infrastructures	Énergie	Intensifier le programme d'électrification rurale	Couverture géographique du programme d'électrification	p.15	petites avancées
70	Développement des infrastructures	Énergie	Croissance de production énergétique	Croissance de 2,9% entre 2009 et 2011	433	pas d'évolution
71	Développement des infrastructures	Énergie	Croissance de production énergétique	Croissance de 13% entre 2012 et 2010	433	pas d'évolution

3.1.3.6 Gestion domaniale

3.1.3.6.1 Résultats

Graphique 7 : Etat de la mise en œuvre dans la composante Gestion Domaniale en 2010



Dans l'optique de juguler les causes ayant entravé la bonne gestion du patrimoine immobilier national avec un regard spécifique sur le patrimoine géré par l'Etat, cinq objectifs ont été formulés par le Gouvernement dans le DSCE. La mise en œuvre de ces principaux centres d'intérêt n'a pas bénéficié d'attentions soutenues du gouvernement au cours de l'année 2010 comme l'atteste le tableau ci-dessus des informations collectées. On note un léger, engagement dans l'optique de l'élaboration d'un réseau géodésique, contre une absence d'information actualisée sur la réalisation d'un plan cadastral national assorti des plans cadastraux des communes du Cameroun.

3.1.3.6.2 Recommandations

Une planification affinée dans ce secteur, permettant de renseigner la MAP est indispensable pour mettre en adéquation les activités de planification sectorielle et les objectifs du DSCE.

3.1.3.6.3 Présentation de la grille pour la composante de gestion domaniale

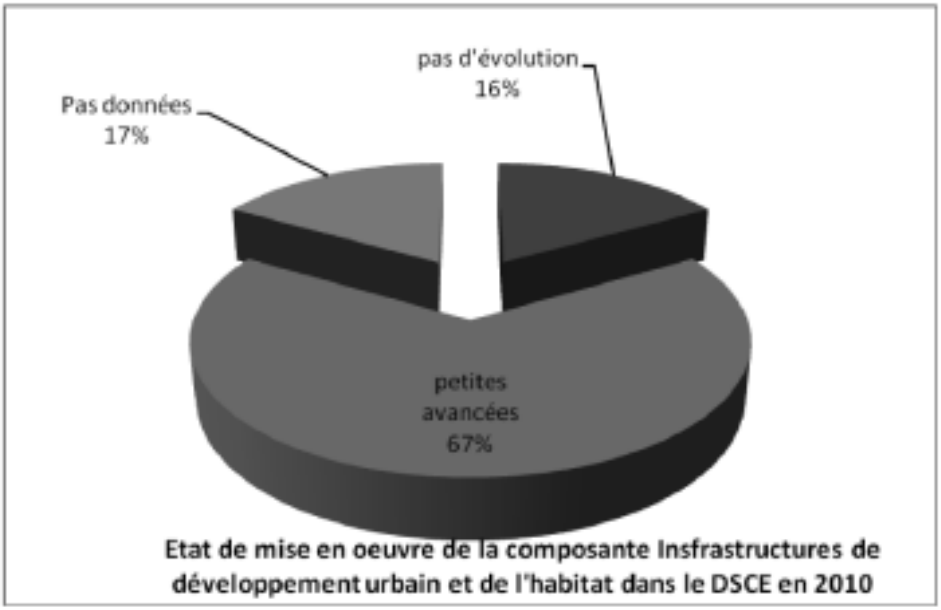
Tableau 5 : Grille de suivi/évaluation pour la composante de gestion domaniale

N°	Domaine	Composante	Objectifs	Indicateurs	§ DSCE	Résultat 2010
146	Développement des infrastructures	Gestion domaniale	Elaborer un plan de gestion du patrimoine foncier national	Le plan de gestion du patrimoine opérationnel	188	pas d'évolution
147	Développement des infrastructures	Gestion domaniale	Réaliser un plan cadastral National assorti des plans cadastraux des communes du Cameroun	Un plan cadastral national et des plans cadastraux communaux réalisés.	189	ras
148	Développement des infrastructures	Gestion domaniale	Faciliter l'accessibilité à la propriété foncière	Les délais de procédures d'accès à la propriété foncière simplifiés et réduits	190	pas d'évolution
149	Développement des infrastructures	Gestion domaniale	Elaborer la stratégie nationale de gestion du patrimoine immobilier	Stratégie nationale élaborée	188	pas d'évolution
150	Développement des infrastructures	Gestion domaniale	Elaborer un réseau géodésique de référence unique	Réseau géodésique de référence unique disponible	p 143	petites avancées

3.1.3.7 Infrastructures de développement urbain et de l'habitat

3.1.3.7.1 Résultats

Graphique 8 : Etat de la mise en œuvre dans la composante Infrastructures en 2010



Le défi posé par le développement urbain et l'habitat est celui de créer un espace économique intégré. Il s'agit d'allier le développement des villes comme centres de production et de consommation nécessaires à l'essor industriel d'une part et à l'émergence des agglomérations périphériques, le développement des villes moyennes ou secondaires capables de structurer les activités économiques dans l'espace urbain tout en concourant au développement des zones rurales environnantes d'autre part.

En rapport avec la stratégie de croissance et dans le domaine du développement des infrastructures, et plus précisément ceux relatifs au développement urbain et de l'habitat, l'exploitation du tableau ci-dessus, nous permet de relever que de petits efforts ont été fournis par le Gouvernement en 2010, respectivement dans le développement des infrastructures urbaines (Yaoundé et Douala principalement), la protection des groupes sociaux vulnérables et le renforcement des capacités institutionnelles du sous secteur urbain. Les résultats sont loin d'être satisfaisants aux regards des difficultés que connaissent encore les Camerounais dans cette

composante et plus particulièrement dans l'habitat. Les délais de réalisation de ces grands projets n'étant pas expressément indiqués dans le DSCE, l'appréciation s'est focalisée sur le quotidien des Camerounais.

3.1.3.7.2 Recommandations

- Le projet de construction de logements sociaux envisagé (17 000) dans le DSCE, ne permet pas d'apprécier le problème posé mieux encore la solution temporelle, Dynamique citoyenne recommande un réaménagement géographique et temporel des initiatives allant de le sens de l'amélioration des conditions de vie.

- De façon concrète, aucune mesure n'est prévue dans le DSCE pour garantir la maîtrise du développement urbain, DC recommande au gouvernement d'interpeller les structures en charge de cette thématique pour enrichir le DSCE à cet effet.

3.1.3.7.3 Présentation de la grille pour la composante d'infrastructures de développement urbain et de l'habitat

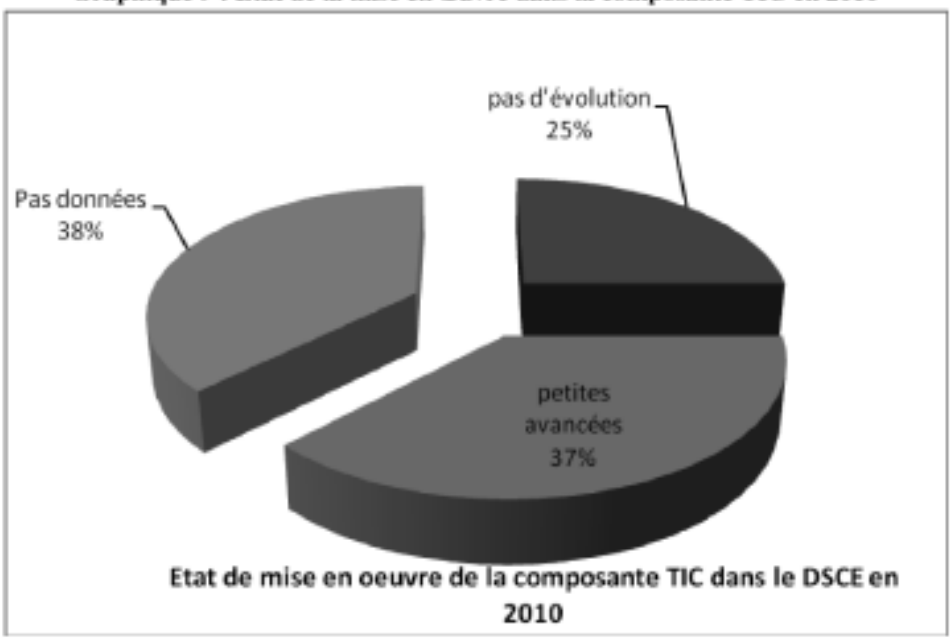
Tableau 6 : Grille de suivi/évaluation pour la composante d'infrastructures de développement urbain et de l'habitat

N°	Domaine	Composante	Objectifs	indicateurs	§ DSCE	Résultat 2010
137	Développement des infrastructures	Infrastructures de développement urbain et de l'habitat	Entretenir et réhabiliter les infrastructures urbaines	50 000 Parcelles aménagées	180	Pas de données
138	Développement des infrastructures	Infrastructures de développement urbain et de l'habitat	Développer les infrastructures urbaines	150Km de voiries construites et bitumés	180	petites avancées
139	Développement des infrastructures	Infrastructures de développement urbain et de l'habitat	Développer les infrastructures urbaines	17000 logements sociaux construits	180	petites avancées
140	Développement des infrastructures	Infrastructures de développement urbain et de l'habitat	Protéger les groupes sociaux vulnérables	Des lois pour protéger des groupes vulnérables appliquées	180	petits avancements
141	Développement des infrastructures	Infrastructures de développement urbain et de l'habitat	Maîtriser l'occupation des parcelles aménagées	POS et SDAU élaborés et mis en œuvre	181	pas d'évolution
142	Développement des infrastructures	Infrastructures de développement urbain et de l'habitat	Renforcer les capacités institutionnelles du sous secteur urbain	Industries, secteur, gouvernance et ressources humaines renforcées	181	petites avancées

3.1.3.8 Technologie de l'Information et de la Communication (TIC)

3.1.3.8.1 Résultats

Graphique 9 : Etat de la mise en œuvre dans la composante TIC en 2010



Les grandes ambitions dans le domaine de la télécommunication, l'Information et la Communication contenues dans le DSCE ont connue une mise en œuvre timide au cours de l'exercice budgétaire 2010 comme nous pouvons l'apprécier à travers le tableau ci-dessus. Nous notons qu'il n'y a pas eu de changement dans les emplois créés en rapport avec le cadre de la densification du réseau et de la couverture postale nationale ; de même, les villes ayant une centrale numérique ne disposent pas encore d'un accès supérieur ou égal à 2Mb/s. L'accès aux données actualisées dans le domaine des TIC n'a pas été pendant la phase d'évaluation une sinécure. C'est à ce titre que nous constatons l'absence d'information mise à jour dans la portée effective en 2010 de la télé densité fixe, de la portée effective de la télé densité mobile ainsi que le taux de multiplication des emplois directs et indirects.

3.1.3.8.2 Recommandations

- Le projet d'utilisation généralisée de la fibre optique n'est pas entrée dans sa phase opérationnelle pour booster la croissance et le relancer les TIC, DC pense qu'un effort plus important est nécessaire ceux d'autant plus que cet élément est de nature à révolutionner voir réduire considérable les coûts actuellement investi dans les TIC.

- Les services de la poste n'ont pas connues une mutation qualitative et quantitative très sensible au cours de l'exercice 2010, DC suggère l'accélération de la reforme initiée dans le domaine afin de réadapter à brève échéance les services de la poste.

3.1.3.8.3 Présentation de la grille pour la composante de TIC

Tableau 7 : Grille de suivi/évaluation pour la composante de TIC

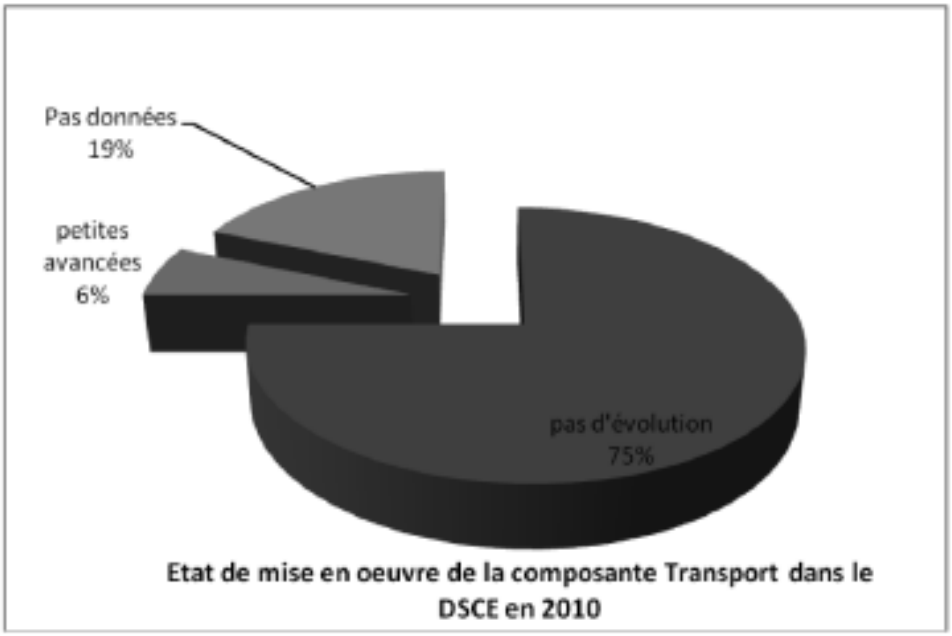
N°	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
129	TIC	Porter la télé densité fixe à 45%	densité télé fixe > 45 % effective	172	Pas de données
130	TIC	Porter la télé densité mobile à 65%	densité télé mobile > 65% effective	172	Pas de données
131	TIC	Doter 40000 villages de moyens modernes de télécommunication	40.000 villages connectés au TIC modernes	172	petits avancements
132	TIC	Faire passer le débit de transfert des données à 3800Mb/s	toutes les villes ayant un central numérique disposant	172	pas d'évolution

N°	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
			d'un accès à 2 Mb/s (au moins)		
133	TIC	Multiplier par 50 le nombre d'emplois directs et indirects	Emplois directs et indirects est multipliés par 50	172	Pas de données
134	TIC	Densifier le réseau et améliorer la couverture nationale postale	Les emplois créés sont des emplois réguliers et officiels	175	pas d'évolution
135	TIC	Développer le service universel postal	couverture nationale postale densifiée et amélioré	178	petits avancements
136	TIC	Accroitre l'offre publique et privée service postale	développer le service universel postal	178	petits avancements

3.1.3.9 Transports

3.1.3.9.1 Résultats

Graphique 10 : Etat de la mise en œuvre dans la composante Transport en 2010



Des engagements gouvernementaux contenus dans le DSCE et en rapport avec le domaine des transports, il apparaît, à la lumière du tableau ci-dessus, qu'il n'y a pas eu de réalisation concrète au cours de l'année 2010. En dehors du port en eau profonde de Kribi, où on a constaté les travaux de terrassement ont été amorcés, le déguerpissement des riverains évaluées et leur désintéressement amorcé, on note qu'il n'y a eu aucune initiative dans le domaine des transports maritimes et ferroviaires.

3.1.3.9.2 Recommandations

- Les résultats quasi inexistants dans le domaine du transport ferroviaire observés au cours de l'année 2010, amènent DC à recommander au Gouvernement, compte tenu des conditions de déplacements par train, à revoir les clauses contractuelles avec CAMRAIL pour une amélioration rapide de l'offre de service.

- Des promesses du Gouvernement dans le DSCE, en rapport avec le domaine des transports, sont très peu réalistes ; DC recommande : soit le développement de nouveaux partenariats pour sa mise en œuvre, soit le redimensionnement des ces ambitions.

3.1.3.9.3 Présentation de la grille pour la composante des Transports

Tableau 8 : Grille de suivi/évaluation pour la composante des Transports

N°	Composante	Objectifs	Indicateurs	§ DSCE	Résultat 2010
84	Transports	Construire un port en eau profonde à Kribi	Niveau des travaux de construction	171	Petites avancées
85	Transports	Construire un port en eau profonde à Limbe	Niveau des travaux de construction	171	pas d'évolution
86	Transports	Réhabiliter les voies navigables Axe 1 Yabassi-Douala et Axé2 Abong-Mbang/Mbalmayo	Les deux axes navigables	170	pas d'évolution
87	Transports	Construire le Yard pétrolier à Limbe	Budget planifié	171	pas d'évolution
88	Transports	Construire le Yard pétrolier à Limbe	Niveau des travaux de construction	171	pas d'évolution
89	Transports	Construire le Yard pétrolier à Limbe	consommation > 70%	171	ras
90	Transports	Augmenter le kilométrage de voies ferrées	> 1.000 km voies ferrées construites	171	pas d'évolution
91	Transports	Adapter les voies ferrées aux standards internationaux	standards internationaux respectés	171	pas d'évolution
92	Transports	Construire de nouvelles voies ferrées Axe1	Kribi - Ebolowa - Mbalam opérationnelle	171	pas d'évolution
93	Transports	Construire de nouvelles voies ferrées Axe2	Limbé - Douala - Edéa - Kribi opérationnelle	171	pas d'évolution
94	Transports	Construire de nouvelles voies ferrées Axe 3	Ngaoundéré - Garoua - Maroua - Kousséri opérationnelle	171	pas d'évolution
119	Transports	Construire de nouvelles voies ferrées Axe4	Belabo - Bangui opérationnelle	171	pas d'évolution
120	Transports	Construire de nouvelles voies ferrées Axe5	Edéa - Yaoundé - Ngaoundal opérationnelle	171	pas d'évolution

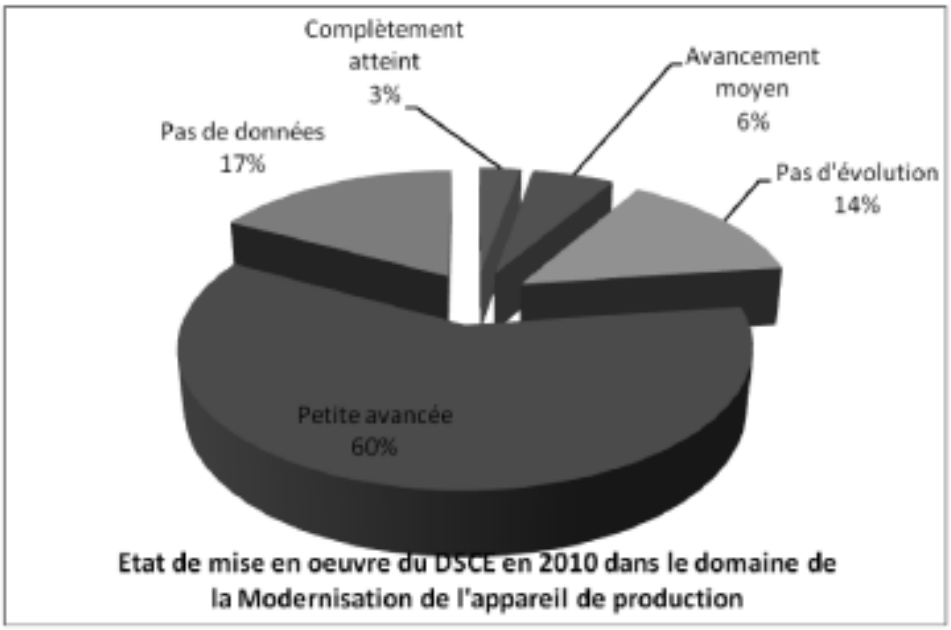
3.1.4 Modernisation de l'appareil de production

La modernisation de l'appareil de production est un préalable pour assurer le développement d'une économie jeune, aux ressources aussi importantes, que celle du Cameroun. Le gouvernement a effectivement appréhendé cette nécessité et a matérialisé cela à travers plusieurs grands projets (36 indicateurs) retenus dans le DSCE. Les engagements de l'Etat étaient dans l'ensemble concentrés sur le secteur rural, l'exploitation minière, l'artisanat et l'économie sociale, les industries et les services. La mise en œuvre de ces différents chantiers au cours de la première année (2010) a connu des fortunes diverses.

3.1.4.1 Résultats

L'exécution des projets de modernisation de l'appareil de production retenus la Stratégie de croissance a produit des résultats mitigés tels que nous pouvons l'apercevoir dans le graphique ci-dessous :

Graphique 11 : Etat de mise en œuvre de la Modernisation de l'appareil de Production du DSCE en 2010



Des 36 indicateurs de suivi recensés par Dnamique Citoyenne, il apparaît qu'un seul (3%) a connu son aboutissement pendant l'année 2010. Il s'agit précisement de la création et l'opérationlisation du ''guichet unique de création des PME''. Les 6% des initiatives ayant connues un avancement au dessus de la moyenne dans leur réalisation portent sur le secteur rural avec l'IPAVIC et LANAVET. Des petites avancées 60% ont été observées dans les mines, les secteur rural, les industries et services, et l'artisanat, respectivement avec la finalisation de plusieurs études sur l'exploitation des nouveaux gisements, la signature de certaines conventions pour leur exploitation, le financement pour acquisition de quelques engins agricoles, l'opérationalisation du PSFE et l'ANAFOR ; la réhabilatation amorcée de l'ex CELLUCAM et la relance amorcé de la promotion du tourisme. Des 14% des chantiers non encore démarrés, on peut y retrouver les travaux relatifs à création des Centres de beaux arts et consrvatoires. L'accès aux informations/données actualisées (17%) sur la valeur de production minière hors pétrole, la valeur des commandes obtenues par le Cameroun du commerce Extérieur est resté difficile.

3.1.4.2 Recommandations

- La relance de l'économie Camerounaise passera par la modernisation de l'appareil de production. Les résultats peu reluisants réalisés en 2010, imposent un plein engagement dans la mise en œuvre le la reforme annoncée dans le secteur rural et minier. De moyens conséquents doivent être investis dans le domaine de la modernisation de l'appareil de production.

- Le flou entretenu sur le potentiel minier du Cameroun doit systématiquement être levé. Les camerounais, pour un meilleur contrôle et une bonne répartition des fruits issues des ressources naturelles et minières, souhaitent être renseignés sur : qui exploite quoi ?, quelle quantité est exploitée?, où ?, et qui paie quoi à cet effet ? DC recommande une communication accrue dans le domaine.

3.1.4.3 Présentation de la grille dans le domaine de la modernisation de l'appareil de production

Tableau 9 : Grille de suivi/évaluation dans le domaine de la modernisation de l'appareil de production

N°	Composante	Objectifs	Indicateurs	§ DSCE	Résultat 2010
151	Secteur rural	Promouvoir l'accès aux innovations technologiques	Résultats de la Recherche vulgarisés	195	Petites avancées
152	Secteur rural	Développer la compétitivité des filières de production	Filières de production valorisées	196	ras

N°	Composante	Objectifs	Indicateurs	§ DSCE	Résultat 2010
153	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minières	Société Nationale Minière et Fonds de développement mis en place	212	Petites avancées
154	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales	54 millions de Tonnes de Cobalt nickel et manganèse près de Lomié exploités jusqu'à 2020	211	Petites avancées
155	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales	2,5 milliards de fer M'balam exploités d'ici 2020	211	Petites avancées
156	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales	350 millions de tonnes de Fe Kribi exploité d'ici 2020	211	Petites avancées
157	Artisanat et économie sociale	Rendre le secteur plus attractif	Un environnement institutionnel et juridique favorable à l'entreprenariat collectif au Cam est crée	213	Petites avancées
161	Secteur rural	Désenclaver les zones de production	Pistes rurales créées et entretenues	196	pas d'évolution
162	Secteur rural	Promouvoir l'agriculture intensive	Grandes exploitations agricoles de plus de 500 ha créées	p.143	pas d'évolution
163	Secteur rural	Promouvoir l'agriculture intensive	Pools régionaux de locations d'engins agricoles installés: Volume de parc disponible	p.143	Petites avancées
164	Secteur rural	Promouvoir l'agriculture intensive	Accès aux intrants agricoles facilité	p.143	Petites avancées
165	Secteur rural	Promouvoir l'agriculture intensive	Semences améliorées disponibles en quantités suffisantes	p.143	Petites avancées
166	Secteur rural	Développer les productions animales et halieutiques	Production de l'élevage à cycle court adéquate à la demande nationale et sous régionale	p.144	avancement moyen
167	Secteur rural	Développer les productions animales et halieutiques	Production porcine en adéquation à la demande	p.144	ras
168	Secteur rural	Développer les productions animales et halieutiques	production halieutique en adéquation à la demande	p.144	Petites avancées
169	Secteur rural	Développer les productions animales et halieutiques	Production bovine en adéquation avec la demande	p.144	avancement moyen
170	Secteur rural	Promouvoir l'aménagement, la régénération naturelle et le reboisement	quantité de semences forestières distribuées	p.144	Petites avancées
171	Secteur rural	Promouvoir l'aménagement, la régénération naturelle et le reboisement	Superficies aménagées et plantées	p.144	Petites avancées
172	Secteur rural	Promouvoir l'aménagement, la régénération naturelle et le reboisement	Ressources forestières fauniques et valorisées	p.144	Petites avancées
173	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales	Valeur de la production minière hors pétrole	p.144	ras
174	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales	Gisements d'or exploités et transformés	210	Petites avancées
175	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales	Plus d'un Milliard de tonnes de Bauxite à 43% à Ngaoundal, Minim et Martap exploités	211	Petites avancées

N°	Composante	Objectifs	Indicateurs	§ DSCE	Résultat 2010
176	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales	300 millions de tonnes de Rutile à 0,9% à Akonolinga exploités	211	Petites avancées
177	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales	Gisements de Diamant à plus de 700 millions de Carats exploités à Mobilong et autres sites.	211	Petites avancées
178	Mines	Promouvoir la recherche et l'exploitation des minerais hors pétrole	Production minière hors pétrole valorisée	211	pas d'évolution
179	Mines	Promouvoir la transformation des minerais	Part des minerais transformés	p.144	
180	Artisanat et économie sociale	Mettre sur pied une société nationale minière	Société Nationale minière opérationnelle	p.144	ras
181	Artisanat et économie sociale	Créer et équiper les villages artisanaux	Nombre de villages artisanaux créés et équipés	p.144	Petites avancées
182	Industries et services	Créer un guichet unique de création des PME	Guichet unique de création des PME opérationnel	p.144	Complètement atteint
183	Industries et services	Promouvoir la transformation annuelle de l'Aluminium	Volume de production annuelle d'aluminium passe de 110 000T à 700.000T en 2020	p.144	Petites avancées
184	Industries et services	Renforcer les capacités de transformation du Bois	production de la pâte à papier effective	p.144	Petites avancées
185	Industries et services	Renforcer les capacités de production du caoutchouc	production des dérivés du caoutchouc effective	p.144	ras
186	Industries et services	Développer le Tourisme	Nombre de touristes internationaux augmente par an (de 500 000 en 2010 à 700 000 en 2015)	p.144	Petites avancées
187	Industries et services	Développer les normes et la qualité	Nombre de produits homologués et cercles de qualités	p.144	Petites avancées
188	Industries et services	Développer les normes et la qualité	Les normes et qualités de produits de référence connues par la population	226	pas d'évolution
189	Industries et services	Promouvoir le commerce camerounais à l'extérieur	Valeur des commandes obtenues	p.145	ras
190	Secteur rural	Créer des Centres des beaux arts et conservatoires	Centres des beaux arts et conservatoires crées et opérationnels	p.145	pas d'évolution

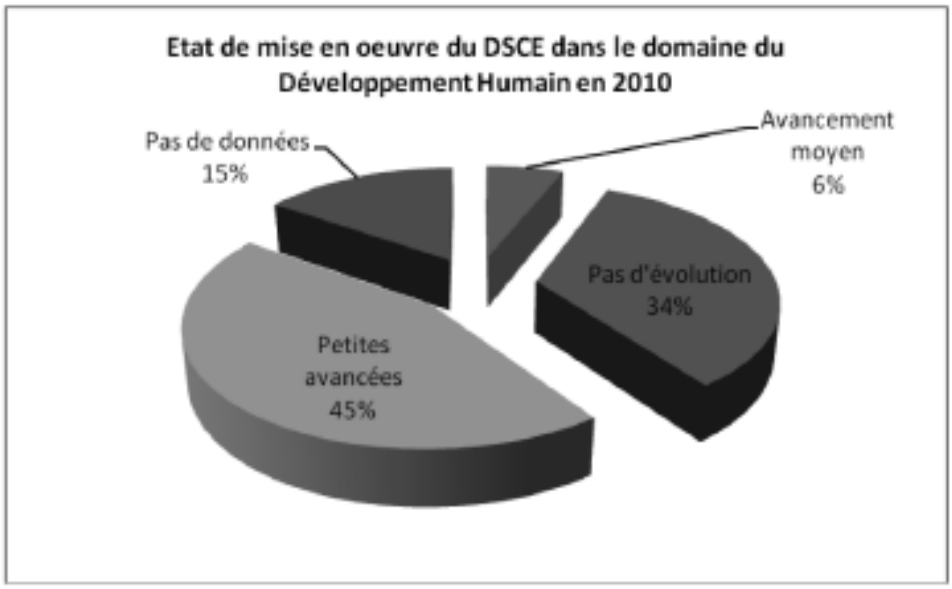
3.1.5 Développement humain

Les différentes préoccupations gouvernementales dans le DSCE ont portés sur la santé, l'éducation et la formation professionnelle, le genre, la protection sociale et la solidarité nationale. La mise en œuvre des différentes activités retenues dans le domaine du développement humain a été variante selon les composantes.

3.1.5.1 Résultats

Le conglomérat des différentes réalisations au cours de l'année 2010, dans le domaine du développement humain, a été illustré par le graphique ci-après :

Graphique 12 : Etat de mise en œuvre du Développement Humain dans le DSCE en 2010



Du graphique, il ressort qu'aucune réalisation n'a été achevée, de plus juste seulement 6% ont franchie le seuil de la moyenne, 45% sont encore à un niveau de réalisation très bas. Le statuquo demeure pour 34% des engagements pris et 15% n'ont pu jouir d'une mise à jour des données pendant la phase de collecte des informations sur le terrain.

Nous constatons par ailleurs que, seule la Santé est la composante ayant connue un niveau de réalisation au dessus de la moyenne avec un taux de 4/65. La santé se repositionne en tête dans la série des composantes du Développement Humain ayant connu un léger avancement avec 15/65 dans les différents engagements contenus dans le DSCE suivi de l'Education/Formation Professionnelle avec 8/65, du Genre avec 3/65, de la Solidarité nationale avec 2/65 et enfin de la protection sociale.

Au chapitre des engagements non encore amorcés en termes de réalisation, nous constatons que l'Education/Formation Professionnelle vient en tête avec 11 indicateurs, suivi de la Santé avec 6 indicateurs. Le Genre et la Protection sociale se partagent l'avant-dernière position.

3.1.5.2 Recommandations

- Sur la base de la mauvaise note observée dans le domaine de la mise en œuvre de la stratégie de croissance axée sur le développement humain, Dynamique Citoyenne, recommande que le gouvernement veille au respect des délais de réalisation des projets amorcés.

- Si la MAP pour le développement humain semble donner des informations utiles dans le temps de mise en œuvre pour le secteur de la santé, le même secteur ne donne pas ses objectifs pour l'année 2010, rendant difficilement l'appréciation des efforts quantitatifs et qualitatifs au cours de l'année 1. Dynamique citoyenne recommande ainsi une planification plus affinée en amont en rapport avec les objectifs de la stratégie. Ceci est encore plus pressant pour les autres secteurs Genre, Affaires sociales, etc.

3.1.5.3 Présentation de la grille dans le domaine du développement humain

A la comptabilité des 65 indicateurs dans le domaine du Développement Humain, on note que la composante Santé occupe la première place avec 27 indicateurs, suivi de l'Education et Formation professionnelle avec 23 indicateurs, du Genre avec 7 indicateurs, de la solidarité nationale avec 5 indicateurs et enfin de la protection sociale avec 3 indicateurs.

Tableau 10 : Grille de suivi/évaluation dans le domaine de développement humain

N°	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
191	Santé	Augmenter la viabilité des Districts de santé	Districts de santé viables 90%	p.145	ras
192	Santé	Former et mettre à disposition le personnel médical	1 médecin pour 2000 hbts	p.145	petites avancées
193	Santé	Contrôler la qualité des services hospitaliers	Indice de satisfaction à 95%	p.145	petites avancées
194	Santé	Contrôler la qualité des services hospitaliers	L'Outil de mesure de la qualité du service hospitalier fonctionnel.	p.145	petites avancées
195	Santé	Mettre à disposition des médicaments à coûts abordables	70% de médicaments bénéficient de réduction sensible des coûts d'acquisition	p.145	avancement moyen
196	Santé	Mettre sur pied un service mobile dans les districts de Santé	Districts de Santé dotés d'un service mobile effectif	p.145	pas d'évolution
197	Santé	Améliorer l'offre de soins	Taux de charge morbide réduit d'un tier chez les pauvres et les populations les plus vulnérables	236	pas d'évolution
198	Santé	Améliorer l'offre de soins	Taux de mortalité réduire de 2/3 chez les enfants de moins de 5ans	236	petites avancées
199	Santé	Améliorer l'offre de soins	Taux de mortalité maternelle réduire de 3/4	236	petites avancées
200	Santé	Lutter Contre le VIH	Taux de prévalence du VIH/SIDA réduit de 50%	p.18	avancement moyen
201	Santé	Lutter contre le Paludisme (2015)	Taux de décès associé au paludisme ramené à moins de 10%	p.18	petites avancées
202	Santé	Réduire la mortalité maternelle, néonatale et infantile	Accès aux soins obstétricaux et néonataux de qualité accru	239	avancement moyen
203	Santé	Réduire la mortalité maternelle, néonatale et infantile	80% de relais communautaires appliquent le paquet de prise en charge communautaire du paludisme dans 4/5 des aires de santé de chaque district	242	pas d'évolution
204	Santé	Lutter Contre le VIH/SIDA et IST	Tous les districts de santé disposent régulièrement d'ARV	p.144	petites avancées
205	Santé	Lutter Contre le VIH/SIDA et IST	PVVIH prises en charge effectivement et prévalence réduite	241	petites avancées
206	Santé	Lutter Contre le VIH/SIDA et IST	Les ARV disponibles pour toute la population	240, 241	avancement moyen
207	Santé	Lutter Contre le VIH/SIDA et IST	Accès au traitement des enfants infectés au VIH assuré	241	petites avancées
208	Santé	Lutter contre le Paludisme (2015)	80% d'enfants de moins de 5ans dorment sous une moustiquaire imprégnée longue durée	242	petites avancées
209	Santé	Améliorer l'offre de soins	40% de la population générale couverte par le système de partage du risque maladie	247	pas d'évolution
210	Santé	Améliorer l'offre de soins	Carte sanitaire est révisée, dispersions des structures de santé publique réduite et fonctionnement effectif de ceux -ci assuré	245	petites avancées

N°	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
211	Santé	Améliorer l'offre de soins	Loi sur la couverture de la population en matière de mutualisation du risque maladie promulgué et appliquée	247	pas d'évolution
212	Santé	Améliorer l'offre de soins	normes et standards de prise en charge du paludisme appliqués dans 60% des formations sanitaires	245; 246	ras
213	Santé	Améliorer l'offre de soins	Mutuelles de santé promues	247	petites avancées
214	Santé	Améliorer la solvabilité de la demande en santé	Dispositif d'incitation et d'accompagnement de l'investissement privé crée et opérationnel	247	pas d'évolution
215	Santé	Viabiliser les districts de santé	Rôle d'appui et d'orientation recours joué par toutes structures de santé de niveaux intermédiaires	248	petites avancées
216	Santé	Viabiliser les districts de santé	Districts de santé viabilisés à 80%	249	petites avancées
217	Santé	Mettre en place une approche sectorielle (SWAp)	Qualité de soins fournis aux femmes enceintes et post partum améliorée	249	petites avancées
218	Education et formation professionnelle	Universaliser le cycle primaire	Universalisation atteinte	253	petites avancées
219	Education et formation professionnelle	Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire	60 élèves max par salle de classe	254	pas d'évolution
220	Education et formation professionnelle	Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire	3 élèves par Ordinateur	p.146	petites avancées
221	Education et formation professionnelle	Adapter l'enseignement technique et professionnel au marché du travail	80% d'ouvriers Camerounais dans les grands chantiers	p.146	petites avancées
222	Education et formation professionnelle	Améliorer les conditions de travail	80.000 places pour les Travaux Dirigés et les Travaux Pratiques	p.146	ras
223	Education et formation professionnelle	Promouvoir l'excellence académique	150 Docteurs universitaires formés annuellement	p.146	ras
224	Education et formation professionnelle	Promouvoir l'excellence académique	200 Ingénieurs formés annuellement	p.146	ras
225	Education et formation professionnelle	Diminuer le taux de redoublement et avancer vers l'universalisation au premier cycle	40 élèves par enseignant	254	pas d'évolution
226	Education et formation professionnelle	Arrimer le second cycle à l'enseignement supérieur et ajuster les effectifs.	Contenu cohérent des programmes dispensés	255	ras
227	Education et formation professionnelle	Adapter les formations offertes aux besoins réels du marché	Systèmes d'orientation, d'apprentissage et d'insertion rénovés	256	petites avancées
228	Education et formation professionnelle	Rationaliser la gestion du système de formation professionnelle	système de suivi-évaluation intégré des performances développé et fonctionnel	257	pas d'évolution
229	Education et formation professionnelle	Augmenter la proportion d'étudiants du sous système déjà régulé	25% d'augmentation	259	pas d'évolution
230	Education et formation professionnelle	Affiner la professionnalisation des Enseignements	infrastructures, le personnel, l'application des programmes intégrés et flexibles accrus	260	petites avancées

N°	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
231	Education et formation professionnelle	renforcer la qualité de la formation dans les filières prioritaires	Cursus Francophone et Anglophone harmonisé, qualité de service améliorée, financement privé de l'éducation facultatif	261	pas d'évolution
232	Education et formation professionnelle	Garantir les meilleures conditions de réussites et de sécurité des enfants	Sous-cycles d'Observation et d'Orientation opérationnels	264	pas d'évolution
233	Education et formation professionnelle	Prendre des mesures pour accroître et stimuler l'offre de la demande d'éducation des filles et de tous les enfants à bas âge	Filières scientifiques, laboratoires, équipement informatique priorisés	265	pas d'évolution
234	Education et formation professionnelle	Mettre en œuvre de la SSE	Etablissements d'enseignements techniques restructurés	267	pas d'évolution
235	Education et formation professionnelle	Mettre en œuvre de la SSE	186 sections Artisanales Rurales et Sections Ménagères (SAR/SM) restructurées	267	petites avancées
236	Education et formation professionnelle	Mettre en œuvre de la SSE	Centres de Formations rénovés	267	petites avancées
237	Education et formation professionnelle	Mettre en œuvre de la SSE	Partenariat Secteur public-Secteur privé consolidé	267	pas d'évolution
238	Education et formation professionnelle	Mettre en œuvre de la SSE	Zones franches universitaires réalisées	267	pas d'évolution
239	Education et formation professionnelle	Mettre en œuvre de la SSE	Excellence académique consolidée	267	petites avancées
240	Education et formation professionnelle	Mettre en œuvre de la SSE	Les internats créés dans les grands ensembles scolaires	267	pas d'évolution
241	Genre	Faciliter l'installation des femmes et des jeunes dans des filières ciblées	Nombre de femmes et de jeunes installés	p.146	pas d'évolution
242	Genre	Veiller à l'équité pour l'accès à la formation et à l'emploi	Nombre de dénonciations enregistré, nombre de jeunes en général et de jeunes filles en particulier qui ont accès à la formation et à l'emploi	269	ras
243	Genre	Veiller à l'équité pour l'accès à la formation et à l'emploi	Les OSC de droit de l'homme affirment qu'il n'existe pas d'obstacles d'avoir accès pour les jeunes/femmes	371	ras
244	Genre	Intensifier l'initiation et la formation des femmes aux techniques culturales capables de réduire la pénibilité de leurs tâches	Nombre de Centres de développement de compétences des ressources humaines crées	270	petites avancées
245	Genre	Elaborer une politique d'assainissement du milieu sportif prenant en compte le genre	Existence d'une politique d'assainissement du milieu sportif intégrant le genre	268	petites avancées
246	Genre	Elaborer une politique de financement du milieu sportif intégrant le genre	Existence d'une politique de financement du milieu sportif intégrant le genre	268	pas d'évolution
247	Genre	Elaborer une politique de développement des infrastructures sportives intégrant le genre	existence d'une politique de développement des infrastructures sportives intégrant le genre	268	petites avancées

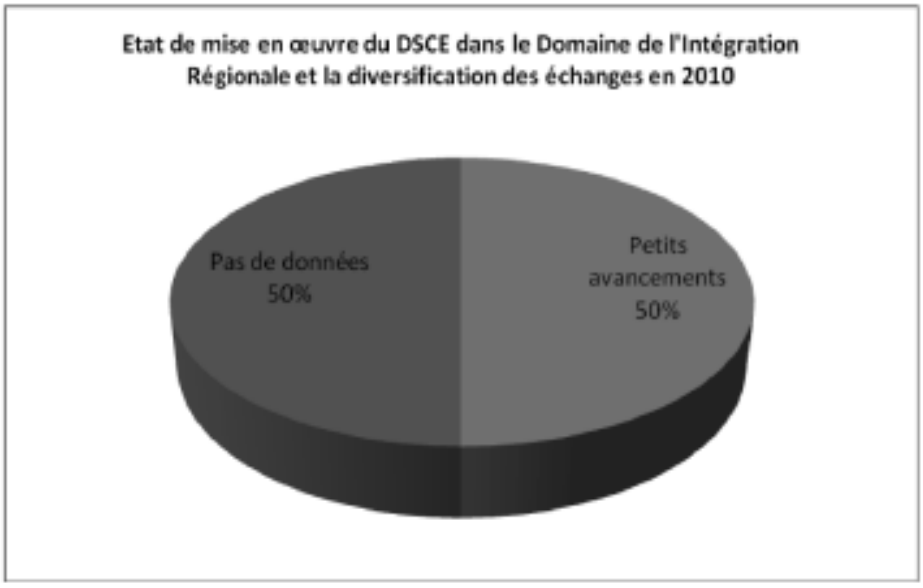
N°	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
248	Protection sociale	Promouvoir la sécurité sociale	Nombre de personnes couvertes par la sécurité sociale	p.146	pas d'évolution
249	Protection sociale	Promouvoir les mutuelles de sécurité sociale	Nombre de mutuelles de sécurité sociale crées Agrées	p.146	petites avancées
250	Protection sociale	Faire adopter, vulgariser et appliquer les 2 lois (Régime de la Sécurité Sociale et Cadre Général de la couverture du risque maladie)	Les 2 lois sont promulguées	271	pas d'évolution
251	Solidarité nationale	Aménager les passages spéciaux pour accès des personnes handicapés dans les édifices et les voies et espaces publics	Existence des passages spécialisés dans les édifices publics	272	petites avancées
252	Solidarité nationale	Mettre sur pied un mécanisme de financement des initiatives de solidarité	Mécanisme crée et opérationnel	p.146	pas d'évolution
253	Solidarité nationale	Appui aux structures encadrant les personnes âgées	Existence de cette ligne budgétaire dans la LF	273	petites avancées
254	Solidarité nationale	Appui aux structures encadrant les personnes âgées	Le taux de consommation est >95%	273	ras
255	Solidarité nationale	Faciliter l'accès aux terres pour les activités agricoles, élevage et pêche des PIT	Existence d'un dispositif approprié et opérationnel	274	ras

3.1.6 Intégration régionale et diversification des échanges

L'intégration Régionale et la diversification des échanges fait également partie des leviers sur lequel le Gouvernement Camerounais compte actionner pour s'assurer une croissance à deux chiffres à l'horizon 2020. Ces engagements sont perceptible selon Dynamique Citoyenne à travers 6 indicateurs ; dont 4 portes sur l'intégration Régionale, un sur la coopération Nord-Sud et un autre sur les échanges avec les pays émergents.

3.1.6.1 Résultats

Graphique 13 : Etat de la mise en œuvre dans le Domaine de l'Intégration Régionale et la diversification des échanges en 201



La diplomatie est un cadre très peu bavard. Nous pouvons le percevoir encore à travers le graphique ci-dessus, où nous remarquons que les petites avancées procèdent le même pourcentage que la catégorie dont les données

restent inaccessibles. Pas de réalisation concrète ayant abouti, voir franchie la médiane en 2010 dans le cadre de l'intégration Régionale et la diversification des échanges. Dans le cadre de petites avancées relevées, le nombre de marché crée, la libre circulation effective dans la zone CEMAC et la mise en œuvre des APE ont été des dossiers sur lesquels quelques pas ont été marqués.

3.1.6.2 Recommandations

- DC note que le potentiel dont dispose ''le grenier de la sous-région'', n'a été suffisamment utilisé au cours d' l'année 2010, recommande à la diplomatie Camerounaise d'être plus entreprenante/proactive au regard de la marge de manœuvre dont elle dispose sur les autres pays de la sous-région pour faire adopter son point de vue par les autres.

- A partir des relations de bon voisinage et une coopération particulièrement active avec le grand voisin Nigéria (plus de 120 millions d'habitants) d'une part et le marché de la CEEAC (plus de 100 millions d'habitants), Dynamique Citoyenne recommande plus d'agressivité diplomatique au sein de la région en direction de ces marchés où les autorités camerounaises ont un fort potentiel de demande en produits variés (agriculture, énergie, etc.)

3.1.6.3 Présentation de la grille dans le domaine de l'intégration régionale et diversification des échanges

Tableau 11 : Grille de suivi/évaluation dans le domaine de l'intégration régionale et diversification des échanges

N°	Domaine	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
256	Intégration régionale et diversification des échanges	Intégration régionale	Etendre/Créer des marchés frontaliers	Nombre de marché créés et fonctionnels	277	petites avancées
257	Intégration régionale et diversification des échanges	Intégration régionale	Faciliter la circulation des personnes et des biens dans la sous-région	Libre circulation effective dans la CEMAC	278	petits avancements
258	Intégration régionale et diversification des échanges	Intégration régionale	Faciliter la circulation des personnes et des biens dans la sous-région	Volume d'exportation vers la CEEAC augmenté	279	Pas de données actualisées
259	Intégration régionale et diversification des échanges	Intégration régionale	Faciliter la circulation des personnes et des biens vers le Nigéria	Volume des échanges avec le NIGERIA augmenté	280	Pas de données actualisées
260	Intégration régionale et diversification des échanges	Coopération nord-sud	Mettre en œuvre l'APE	Mise en œuvre satisfaisante de l'APE	282	petits avancements
261	Intégration régionale et diversification des échanges	Echanges avec les pays-émergents	Intensifier les relations avec les pays émergents	Nombre, qualité et quantité de produits exportés vers les pays émergents	284	Pas de données actualisées

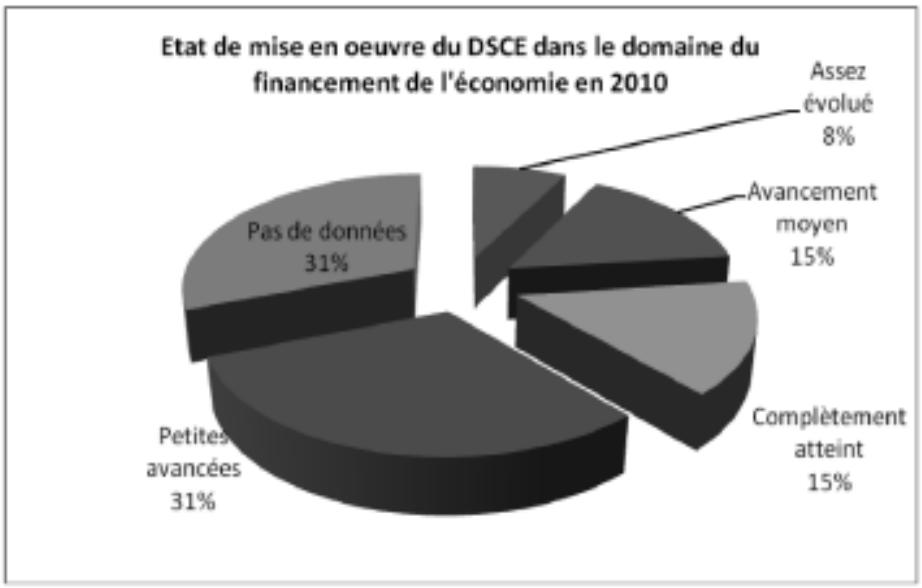
3.1.7 Financement de l'économie

La croissance économique n'est possible que si des actions concrètes de financement de cette économie sont identifiées et concrétisées. Le gouvernement Camerounais a retenu, d'après les indicateurs de DC, 13 intentions majeures. La fiscalité, la microfinance, l'endettement et le système bancaire constituent les composantes sur lesquelles le gouvernement compte s'investir. La première année de mise en œuvre du DSCE offre l'occasion d'apprécier le niveau de mise en œuvre.

3.1.7.1 Résultats

Un panaché de la mise en œuvre des différentes composantes du financement de l'économie en 2010 par le gouvernement donne l'image ci-dessous :

Graphique 14 : Etat de mise en œuvre du Financement de l'Economie dans le DSCE en 2010



Contrairement aux efforts mitigés qu'on a pu relevé dans d'autres domaines de la stratégie de croissance du DSCE, nous remarquons, à la lumière de ce graphique, que les chantiers représentants 15% des engagements ont été bouclés et par ailleurs, assez évolué, au cours de l'années 2010. Tous les engagement de l'Etat dans le DSCE ont connu, courant 2010, un début de mise en œuvre. L'opérationnalisation de l'identifiant unique et la mobilisation des emprunts extérieurs ont permis de revaloriser le taux de réalisation des engagements étatiques. De petites avancées sont perceptibles au niveau de la configuration des CDI sur le modèle CME, du pourcentage de la participation des privés nationaux dans les projets à partenariat Public/Privé ainsi que dans le premier niveau de supervision et de contrôle des EMF. Le cas des petites avancées (31%) restent préoccupant quand on prend en compte les délais de réalisations prévus dans le DSCE. Cependant des résultats réalisés n'ont pas encore d'effets auprès des bénéficiaires du secteur privé et particulièrement les PME/PM si nous nous abreuvons à la source du Cameroon Business Forum, édition 2011. De plus, les dérapages observés tout au long de l'année 2010 et ce début 2011 dans les EMF et le système bancaire assombrissent quelque peu l'horizon du système de financement de l'économie en rapport avec le DSCE. Nous n'avons pas toujours des données sur le niveau d'élimination des sources d'évasion et de niches fiscales ainsi que la proportion des crédits à MLT dans les crédits à l'économie.

3.1.7.2 Recommandations

Au regard de l'intérêt des Camerounais au secteur des EMF au cours ces dernières années et de son importance pour la relance du financement de l'économie, DC recommande d'accentuer le mécanisme de supervision et de contrôle sur les EMF pour veiller à la meilleure gestion (management, gouvernance et transparence) des épargnes mobilisées.

3.1.7.3 Présentation de la grille dans le domaine de financement de l'économie

Tableau 12 : Grille de suivi/évaluation dans le domaine de financement de l'économie

N°	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
262	Fiscalité	Mettre sur pied un identifiant unique	identifiant unique opérationnel	p.147	complètement atteint
263	Fiscalité	Mettre sur pied la télé déclaration et télépaiement	Système de télé déclaration et télépaiement disponible et opérationnel	288	assez évolué
264	Fiscalité	Améliorer le mécanisme d'information des contribuables	Existence de nouveaux mécanismes d'information des contribuables	288	complètement atteint

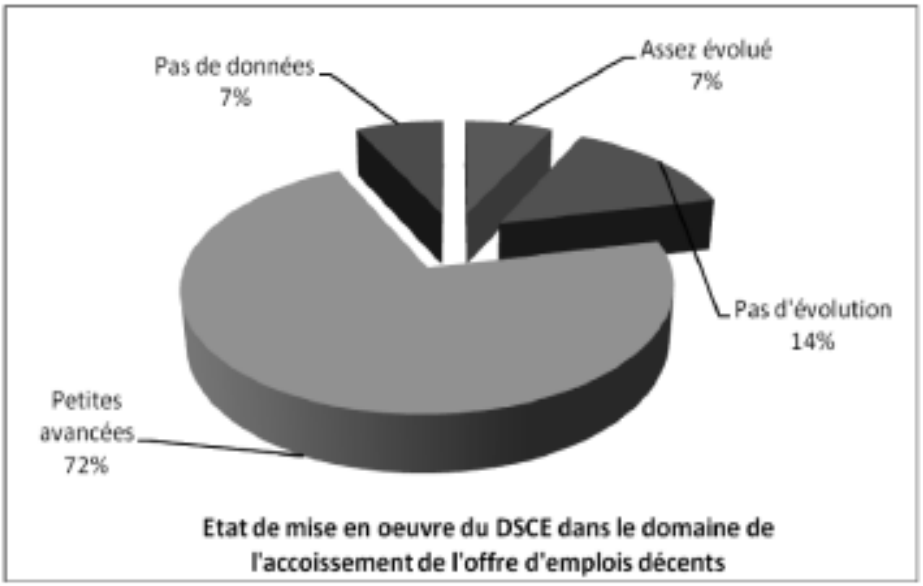
N°	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
265	Fiscalité	Mettre sur pied des CDI reconfigurés sur le modèle des CME	Tous les CDI sont configurés comme les CME	289	petites avancées
266	Fiscalité	Eliminer les sources d'évasion fiscales et de niches fiscales	Toutes les sources d'évasion et de niches fiscales sont éliminées	291	Pas de données actualisées
269	Fiscalité	Appliquer une fiscalité incitative	Espérance de vie des entreprises prolongée	p.147	petites avancées
270	Système bancaire	Promouvoir l'octroi de crédit à l'économie	Proportion de crédits à MLT dans les crédits à l'économie	p.147	petites avancées s
271	Microfinance	Améliorer l'encadrement des Microfinances	Volume de l'épargne mobilisée	p.147	petites avancées
272	Microfinance	Améliorer l'encadrement des Microfinances	Volume de crédits octroyés	p.147	Pas de données actualisées
273	Microfinance	Mettre sur pied un premier niveau de supervision et de contrôle des EMF par l'autorité monétaire nationale	Un Premier niveau de supervision et de contrôle des EMF existe et est opérationnel	297	Pas de données actualisées
274	Epargne nationale	Promouvoir le partenariat Public-Privé	Pourcentage de la prise de participation des privés nationaux dans les projets à partenariat Public/Privé	p.148	avancement moyen
275	Endettement	Promouvoir un endettement rentable	Taux moyen d'emprunt	p.148	Pas de données actualisées
276	Endettement	Promouvoir un endettement rentable	Volume d'emprunt extérieur mobilisé	p.148	avancement moyen

3.2 Stratégie de l'emploi

La stratégie de l'emploi envisagée dans le DSCE s'est focalisée sur l'accroissement de l'offre d'emplois décen comme a pu le relever DC à travers les indicateurs de suivi retenus.

3.2.1 Résultats

Graphique 15 : Etat de mise en œuvre de la Stratégie de l'Emploi dans le DSCE en 2010



Aucune ambition planifiée n'a été achevée en 2010 dans le domaine de l'accroissement de l'offre de'emplois décents. De petits avancées sont néanmoins visibles, à la lumière du graphique, où 72% des engagements recensés par DC dans le DSCEont connu un debut de solutionnement. 14% d'engagements sont restés dans les tirroirs pendant que l'équipe de DC avait de la peine à obtenir des données officielles sur 7% de promesses.

3.2.2 Recommandations

- Un seul cas d'avancement situé au dessus de la moyenne a été relevé par les membres de DC sur le terrain, DC recommande aux responsables en charge de la mise en œuvre de la stratégie d'emploi contenu dans le DSCE de s'y investir avec plus d'enthousiasmes.

- Dynamique citoyenne constate les indicateurs contenus dans la MAP du DSCE, en rapport avec la mise en adéquation de la demande d'emploi, ne sont pas SMART, recommande à cet effet la redéfinition de ces indicateurs en relation avec les résultats attendus ;

- Dynamique Citoyenne note que les repères présentés dans la matrice d'actions prioritaires pour l'amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi, ne contribuent pas à apprécier aussi bien quantitativement que qualitativement l'efficacité du marché de l'emploi ; suggère une nouvelle accise avec les experts du Gouvernement pour une re-identification/re-écriture desdits repères. Présentation de la grille de la Stratégie de l'emploi

3.2.3 Présentation de la grille pour la stratégie de l'emploi

Tableau 13 : Grille de suivi/évaluation pour la stratégie de l'emploi

N°	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
267	Emplois salariés	Offrir des facilités d'accès aux services de comptabilité et	Centre de gestions agrées pour PME existe et est opérationnel en 2011	321	petites avancées

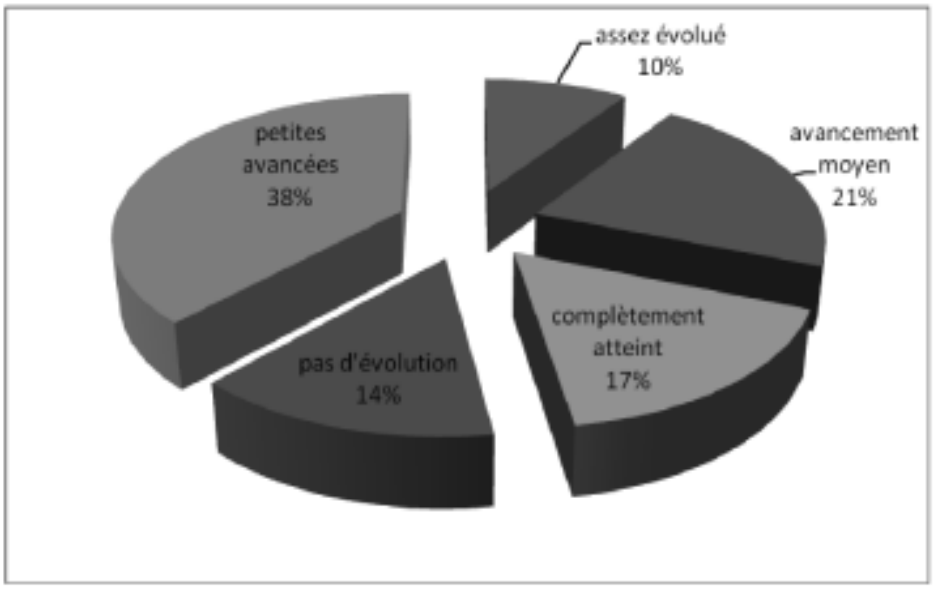
N°	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
		d'accomplissement des formalités fiscales aux PME			
268	Emplois salariés	Alléger les procédures de déclaration fiscales	Réduire de moitié entre 2009 et 2012 les formulaires de déclarations fiscales	321	assez évolué
277	Emplois salariés	Promouvoir l'emploi décent	Nombre de personnes recrutées dans les corps de métiers	p.148	petites avancées
278	Emplois salariés	Promouvoir l'emploi dans le secteur privé	Nombre d'emplois dans le secteur privé	p.148	petites avancées
279	Emplois salariés	Rendre obligatoire l'approche HIMO dans le BTP et l'assainissement	Nombre d'emplois HIMO dans le secteur des BTP et de l'assainissement	325	petites avancées
280	Auto-emplois ciblés	Faciliter l'auto-emploi des jeunes dans l'agriculture, l'élevage et l'artisanat	Nombre de jeunes agriculteurs, éleveurs et artisans installés	p.148	petites avancées
281	Migration du secteur informel vers le secteur formel	Faciliter la migration du secteur informel vers le secteur formel	Nombre de stands construits	p.149	pas d'évolution
282	Mise en place d'un cadre général incitatif	Faciliter l'accès aux crédits pour les opérateurs économiques du secteur formel	Montant des lignes de crédits spécialisées mises en place par l'Etat	p.149	petites avancées
283	Mise en place d'un cadre général incitatif	Faciliter l'accès aux crédits pour les opérateurs économiques du secteur formel	L'accès aux crédits est plus facile qu'en année précédente /2009	p.149	petites avancées
284	Mise en place d'un cadre général incitatif	Promouvoir l'approche HIMO	Les textes réglementant les marchés publics sont réaménagés dans ce sens	326	petites avancées
285	Mise en place d'un cadre général incitatif	Promouvoir l'accès au marché aux PME et PMI	La bourse de sous-traitance est lancée officiellement et est fonctionnelle	327	pas d'évolution
286	Mise en place d'un cadre général incitatif	Mettre en œuvre un ensemble de mesures incitatives	Nombre de mesures incitatives créé	334	petites avancées
287	Mise en place d'un cadre général incitatif	Ramener à moins de 50% le sous-emploi visible d'ici 2020	Pourcentage annuel de réduction du sous-emploi visible	335	ras
288	Mise en place d'un cadre général incitatif	Renouveler et renforcer le personnel de la fonction publique	Actes spéciaux destinés au renouvellement du personnel de la fonction publique	342	petites avancées

3.3 Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat

Les engagements étatiques concernant la gouvernance et la gestion stratégique dans le DSCE pour la période allant de 2010 à 2020 sont ventilés entre le domaine de la gouvernance et l'Etat de droit d'une part, et le domaine de la Gestion Stratégique de l'Etat d'autre part. Dans le cadre du suivi des ces engagements, Dynamique Citoyenne a identifié 52 indicateurs. 42 des 53 ont pu être renseignés au cours de la collecte des informations sur le terrain par les membres de Dynamique Citoyenne ; respectivement 33 dans le domaine de la gouvernance et l'Etat de droit contre 9 dans le domaine de la gestion stratégique de l'Etat.

3.3.1 Résultats

Graphique 16 Etat de mise en œuvre de la Gouvernance et la Gestion Stratégique de l'Etat dans le DSCE en 2010



De façon général, les avancées notables ont été plus perceptibles dans le secteur de la gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat tel que nous pouvons l'observer sur le grapgique ci-dessus. 17% d'entreprises ont été blouclées au cours de l'années 2010, 10% ont dépassés la moyenne dans leurs exécution pendant que 21% se trouvaient justement au niveau moyen. Le pourcentage des chantiers non amorcés (14%) restent encore préoccupant.

3.3.2 Recommandations

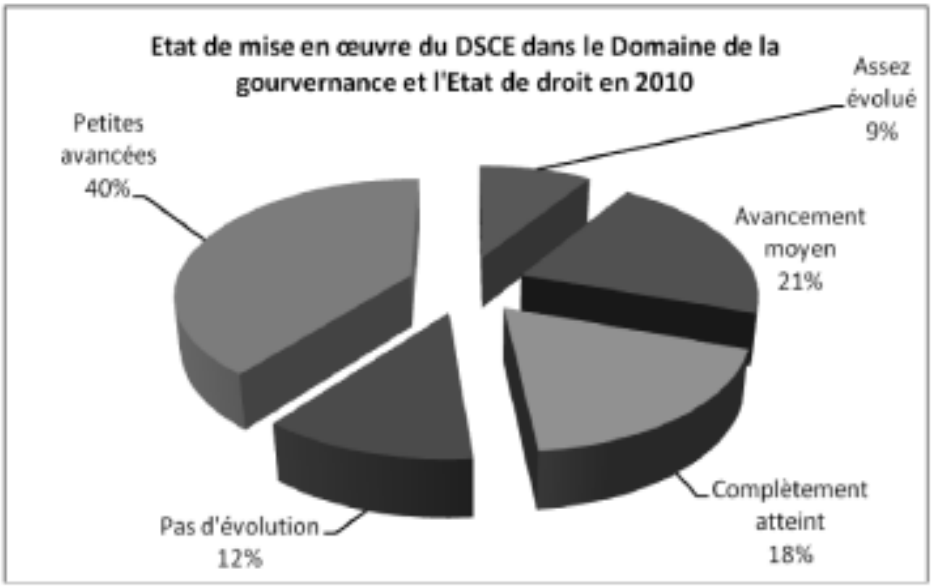
- Bien qu'ayant hérité de nombreux instruments du DSRP, la mise en œuvre du DSCE dans le secteur de la gouvernance est loin d'être satisfaisant. Dynamique Citoyenne recommande que des actions plus visibles axées notamment sur la crédibilisation du système judiciaire, la communication des informations/calendriers sur les élections, ainsi que l'harmonisation du cadre juridique des affaires soient amorcées.

- Les actions de lutte contre la corruption produisent encore des résultats très peu significatifs, DC recommande la mise en œuvre effective des différents plans de lutte contre ce fléau.

3.3.3 Gouvernance et Etat de droit

3.3.3.1 Résultats

Graphique 17Etat de mise en œuvre dans le domaine de la Gouvernance et de l'Etat de droit 2010



De façon générale, il apparaît que des mouvements importants ont été opérés dans le domaine de la gouvernance et de l'état de droit tel que nous pouvons l'observer dans le graphique ci-dessus.18% des engagements pris par le gouvernement pour le compte de la période ont été réalisés contre qui n'ont pas été amorcé. La part consacrée aux petites avancées reste encore très importante avec un pourcentage de 40%.

3.3.3.2 Recommandations

- La mise en œuvre de certaines structures (Conseil Constitutionnel, Conseil des Régions, Senat, etc.) garantissant une avancée considérable dans la gouvernance au Cameroun ne fait toujours pas l'objet de préoccupation première ; DC recommande qu'un pas soit considérablement marqué vers l'atteinte de ces engagements.

- Dynamique Citoyenne note avec satisfaction le niveau maîtrise et la forte capacité de gestion des cas de ''Double-identité'' par les services compétents au cours de l'année 2010, recommande que le même engagement soit mis en œuvre pour l'informatisation du processus électoral au Cameroun.

3.3.3.3 Présentation de la grille dans le domaine de gouvernance de l'état de droit

Tableau 14 : Présentation de la grille dans le domaine gouvernance et Etat de droit

N°	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
370	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Combattre les violences faites aux femmes	Les OSC femmes affirment qu'il n'existe pas d'obstacles à signaler des violences	366	Petites avancées
371	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Moderniser le processus électoral	Conseil constitutionnel opérationnel	369	pas d'évolution
372	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Moderniser le processus électoral	ELECAM opérationnel	369	assez évolué
373	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Moderniser le processus électoral	Système électoral complètement informatisé	369	Petites avancées
374	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Moderniser le processus électoral	Nombre de mesures prises pour moderniser le système	363, 368,9	Petites avancées
375	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Moderniser le processus électoral	Calendrier électoral rendu public	363, 368,9	pas d'évolution

N°	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
376	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Moderniser le processus électoral	Participation aux élections plus facile qu'avant	363	avancement moyen
377	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Assurer la sécurité des Hommes et de leurs biens	Nombre de cambriolages et de braquages (SED)	372	avancement moyen
378	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Assurer la sécurité des Hommes et de leurs biens	Nombre de cambriolages et de braquages (DGSN)	372	avancement moyen
379	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Assurer la sécurité des Hommes et de leurs biens	Nombre annuel de cas "Coupeurs de routes"	372	assez évolué
380	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Assurer la sécurité des Hommes et de leurs biens	Nombre de nouvelles recrues dans la Police et Forces armées	372	avancement moyen
381	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Assurer la sécurité des Hommes et de leurs biens	Nombre de nouveaux postes de police de proximité créé et fonctionnel	372	avancement moyen
382	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Assurer la sécurité des Hommes et de leurs biens	Nombre de nouveaux postes de contrôle aux frontières créé et fonctionnel	372	avancement moyen
383	Amélioration de l'environnement des Affaires	Amélioration de l'environnement des affaires	Agence de promotion des investissements opérationnelle	374; 377	complètement atteint
386	Amélioration de l'environnement des Affaires	Amélioration de l'environnement des affaires	Agence de la normalisation et de la qualité opérationnelle	374; 377	complètement atteint
387	Amélioration de l'environnement des Affaires	Amélioration de l'environnement des affaires	Conseil National de Régulation et de compétitivité opérationnel	374; 377	complètement atteint
388	Amélioration de l'environnement des Affaires	Amélioration de l'environnement des affaires	Actes uniformes OHADA traduit en Anglais est disponible	376	pas d'évolution
389	Amélioration de l'environnement des Affaires	Amélioration de l'environnement des affaires	Cameroon Business Forum mis en place et fonctionnel		complètement atteint
390	Amélioration de l'accès du citoyen à l'information	Amélioration de l'accès à l'information pour le contrôle et la gestion des affaires publiques	suivi participatif est renforcé	379	Petites avancées
392	Amélioration de l'accès du citoyen à l'information	Amélioration de l'accès à l'information pour le contrôle et la gestion des affaires publiques	actes publics sont systématiquement publiés (p.ex. BIP)	379	avancement moyen
393	Amélioration de l'accès du citoyen à l'information	Amélioration de l'accès à l'information pour le contrôle et la gestion des affaires publiques	Plusieurs centaines de radio communautaires pour les femmes, les jeunes surtouts en milieu rural sont en place	380	Petites avancées
394	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	Réédition des comptes effective et généralisée	p150	Petites avancées
396	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	code des marchés publics est publié et disponible	363	complètement atteint

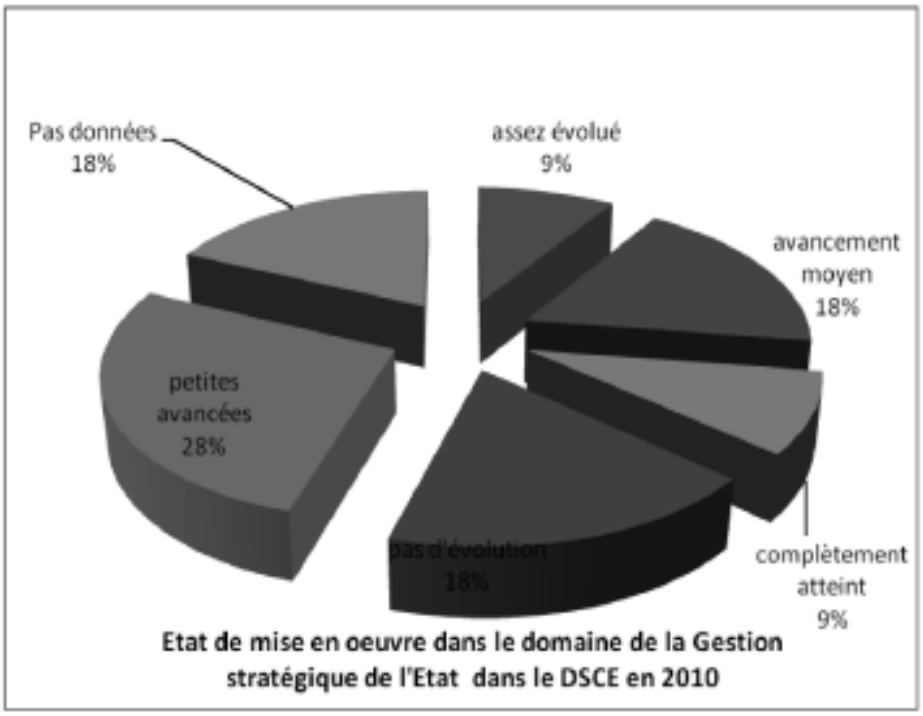
N°	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
397	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	code des marchés publics appliqué	363	assez évolué
398	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	SNLCC validé est disponible	378	complètement atteint
399	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	action épervier donne des résultats palpables	378	Petites avancées
400	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	Nombre de gestionnaires indélicats interpelés/incarcérés	378	Petites avancées
402	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	Plans d'action de la CONAC mise en œuvre	366	Petites avancées
404	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Crédibiliser le système judicaire	reforme en cours	378	Petites avancées
405	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Crédibiliser le système judicaire	accès au service judiciaire amélioré	378	Petites avancées
406	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Crédibiliser le système judicaire	qualité du service judiciaire amélioré	378	Petites avancées
407	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Crédibiliser le système judicaire	magistrats sont indépendants	378	pas d'évolution
409	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Crédibiliser le système judicaire	Procédures judiciaires informatisées	378	Petites avancées

3.3.4 Gestion stratégique de l'Etat

Il convient de préciser que dans le domaine la gestion stratégique de l'Etat, l'ensemble des engagements recensés par Dynamique Citoyenne porte sur la composante d'approfondissement du processus de Décentralisation. C'est ainsi qu'on a pu identifier 9 indicateurs principaux pour un seul objectif principal.

3.3.4.1 Résultats

Graphique 18 : Etat de la mise en œuvre dans le domaine de la gestion stratégique de l'Etat en 2010



Au cours de l'année 2010, le gouvernement s'est évertué à procéder au transfert effectif des premières compétences dans le cadre de la décentralisation comme nous pouvons l'apercevoir dans ce tableau. La loi sur la fiscalité locale a été promulgué et son application effectif envisagé dans l'exécution de la Loi de finances 2011. On note un avancement moyen dans l'élaboration et l'exécution des plans de développement communaux et régionaux, de même que dans l'extension du CDMT à l'ensemble des ministères. De petits efforts ont été consentis dans le transfert par certains chapitres de quelques compétences aux CTD. Les CTD ont reçu des formations destinées à leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans les années avenirs. Cependant l'organigramme type ainsi que le statut du personnel des CTD n'a pas connu une avancée sensible.

3.3.4.2 Recommandations

- Bien que La décentralisation ait connu sa phase d'opérationnalisation au cours de l'année 2010, Dynamique Citoyenne pense que celle-ci pourrait produire plus de résultats si les CTD prévues par la loi étaient mise en place. Un effort s'impose pour la mise sur pied des régions obéissant au fonctionnement prévu par les lois sur la décentralisation.

- La gestion actuelle du personnelle de la commune constitue une cause certaine de pesanteur dans l'engagement des uns et des autres au sein de cette structure ; DC recommande que le statut de ce personnel soit définitivement connu et appliqué.

3.3.4.3 Présentation de la grille dans le domaine de la gestion stratégique de l'Etat

Tableau 15 : Grille de suivi/évaluation dans le domaine de la gestion stratégique de l'Etat

N°	Domaine	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
410	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	Des compétences sont effectivement transférées aux CTD	p151	petits avancements
412	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	rôle économique des CTD est renforcé	386	petits avancements
413	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	premiers transferts effectifs (compétences et ressources) en 2010	386	complètement atteint
414	Gestion stratégique	Approfondissement du processus de	Poursuite du processus de	loi sur la fiscalité locale mis en œuvre	encadré 8 p102	assez évolué

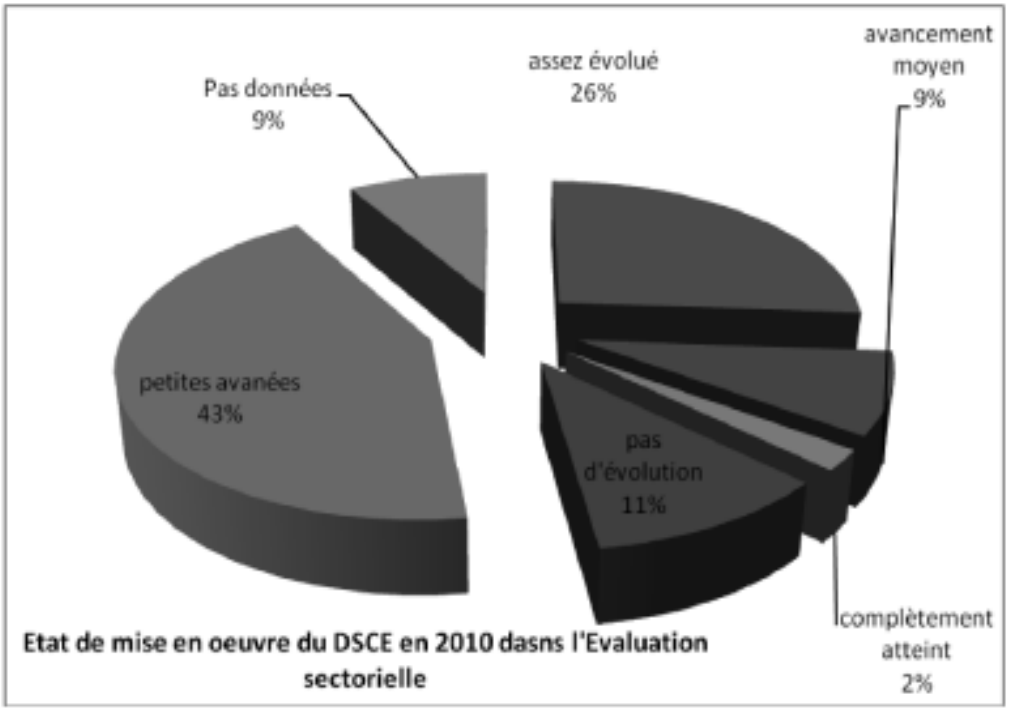
N°	Domaine	Composante	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
	de l'Etat	décentralisation	décentralisation			
415	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	organigramme type commune et statut du personnel de la fonction publique territoriale sont adoptés/appliqués	encadré 8 p104	pas d'évolution
416	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	Plans de développement régionaux et communaux développés et exécutés dans tout le pays	388,531	avancement moyen
417	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	Tous les ministères disposent de stratégies et de CDMT	p151	avancement moyen
418	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	Données statistiques mis à jour	p151	pas d'évolution
419	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	Nombre de nouveaux ministères disposant d'un SIGIPES opérationnel	p151	petits avancements

3.4 Evolution sectorielle

Dans le cadre de l'appréciation sectorielle de la mise en œuvre du DSCE, Dynamique Citoyenne a répertorié 50 indicateurs de suivi et renseignés au cours de ces descentes sur le terrain 46, reparties entre le domaine des Infrastructures (26) et celui de la Production et Commerce (20).

3.4.1 Résultats

Graphique 19: Etat de mise en œuvre de l'évolution sectorielle en 2010



Il ressort que le secteur des infrastructures a connue au cours de l'année 2010 la fin de la réalisation des travaux portants sur le bitumage de l'axe Garoua-Boulaye-Ngaoundéré. 12 projets ont connue une avancée assez importante ; notamment 8 dans le secteur des infrastructures et 4 dans le secteur de la Production/Commerce ; plus précisément, les travaux de bitumage sur les axes Ayos-Bonis, Yaoundé-Kribi et ceux des voiries de Yaoundé et Douala. Dans le secteur de la Production/commerce, la Camair-co a considérablement évolué par rapport au début effectif programmé de ses activités prévu le 28 Mars 2011. Du fait de l'octroi de quelques facilités dans le domaine du Ciment, la production/consommation n'a pas connu des pénuries antérieures. La SEMRY s'est résolument engagée dans la relance de la production du riz.

Des avancées très peu visibles ont été signalées dans travaux de bitumes, notamment ; sur l'axe Sangmélima-Djoum-Ouesso, Bamenda-Enugu, Yaoundé- Nsimalen et la boucle Yaoundé-Douala-Bafoussam-Yaoundé. Les nouvelles plantations de palmes pour la production d'huile n'ont pas particulièrement retenues l'attention.

Les dossiers portant sur le bitumage de l'axe Kribi-Frontière du Congo ainsi que celui sur la réhabilitation du tronçon Douala-Limbé devraient sortir des tiroirs pour que ces axes soient opérationnels entre 2015 et 2020 proportionnellement aux engagements pris par le gouvernement dans le DSCE.

3.4.2 Recommandations

Les délais de réalisation de plusieurs chantiers sont très proches alors que les différentes études sont assez loin d'être clôturées, DC recommande que les différents maîtres d'ouvrage s'investissent davantage pour réduire les délais de livraison/réception.

3.4.3 Présentation de la grille pour l'évolution sectorielle

Tableau 16 : Grille de suivi/évaluation pour l'évolution sectorielle

N°	Domaine	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
82	Infrastructures	Croissance des activités de bâtiment	Croissance des activités de bâtiment	437	avancement moyen
83	Infrastructures	construction d'un port en eau profonde à Kribi	budget planifié	437	petits avancements
95	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Budget pour axe Ayos-Bonis planifié	435	complètement atteint
96	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Axe Ayos-Bonis évolue/construite	435	assez évolué
97	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Budget pour axe Garoua-Boulaye-Ngaounderé planifié	435	complètement atteint
98	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Axe Garoua- Boulaye -Ngaounderé construit	435	avancement moyen
99	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Budget pour transafricaine planifié	435	petits avancements
100	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Transafricaine construit/bitumé (Bamenda-Manfé-Nigéria)	435	pas d'évolution
101	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Budget pour axe Yaoundé - Kribi planifié	435	assez évolué
102	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Axe Yaoundé - Kribi bitumé	435	assez évolué
103	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Budget pour rehabilitation des voiries de Yaoundé planifié	435	assez évolué
104	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Voiries de Yaoundé réhabilité	435	assez évolué
105	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Budget pour rehabilitation des voiries de Doula planifié	435	assez évolué
106	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Voiries de Douala réhabilités	435	
107	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Budget pour axe Sangmelima-Djoun-Ouesso planifié	435	petits avancements
108	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Axe Sangmelima-Djoun-Ouesso bitumé	435	
109	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Budget pour axe Bamenda-Enugu (Nigéria) planifié	435	petits avancements
110	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Axe Bamenda-Enugu (Nigéria) bitumé	435	
111	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Budget pour axe Kribi-Frontière Congo planifié	435	pas d'évolution
112	Infrastructures	Bitumage des grands axes structurants	Axe Kribi-Frontière Congo bitumé	435	pas d'évolution
113	Infrastructures	Réhabilitation de la boucle Yaoundé-Douala-Bafoussam-Yaoundé	Budget pour boucle planifié	435	petits avancements
114	Infrastructures	Réhabilitation de la boucle Yaoundé-Douala-Bafoussam-Yaoundé	Boucle réhabilité	436	petits avancements
115	Infrastructures	Mise en œuvre du tronçon Yaoundé-Nsimalen	Route réhabilité	436	petits avancements
116	Infrastructures	Mise en œuvre du tronçon Yaoundé-Nsimalen	Budget planifié pour les travaux	436	petits avancements
117	Infrastructures	Mise en œuvre du tronçon Douala-Limbé	Route réhabilité	436	pas d'évolution

N°	Domaine	Objectif	indicateur	§ DSCE	Résultat 2010
118	Infrastructures	Mise en œuvre du tronçon Douala-Limbé	Budget planifié pour les travaux	436	pas d'évolution
82	Production et Commerce	Augmentation de production de ciment	Production du ciment augmente	437	assez évolué
122	Production et Commerce	Mise en service de Camair-Co	Camair- Co commence ses activités	444	assez évolué
341	Production et Commerce	économie - agriculture	Le secteur privé joue son rôle de moteur de la croissance et pourvoyeur d'emplois et partenaire de l'Etat	422	petits avancements
342	Production et Commerce	économie - agriculture	Le partenaire stratégique s'engage pour un mise à niveau des entreprises locales retenues pour les grands projets structurants	423	petits avancements
343	Production et Commerce	économie - agriculture	production du riz des grandes exploitations (Yagoua, maga, Santchou, Ndop) est relancé	424	assez évolué
344	Production et Commerce	économie - agriculture	6.000.000 plants de cacao sont distribués par an (SODECAO) = 5.000 hectares de nouvelles plantations	425	avancement moyen
345	Production et Commerce	économie - agriculture	Impact de nouvelles plantations visible pour la récolte 2010	426	petits avancements
346	Production et Commerce	économie - agriculture	50.000 tonnes de surplus récoltés en 2020 (cacao)	426	ras
347	Production et Commerce	économie - agriculture	SOCAPALM est recapitalisé	427	ras
348	Production et Commerce	Meilleure valorisation de l'industrie extractive	nouvelles plantations des palmes pour la production de l'huile	428	petits avancements
349	Production et Commerce	Meilleure valorisation de l'industrie extractive	Exportations des bananes augmentent	428	assez évolué
350	Production et Commerce	Meilleure valorisation de l'industrie extractive	CDC et HEVECAM ont commencé la production en 2010	428	avancement moyen
351	Production et Commerce	Augmenter la densification du réseau de 26% à 90 %	la Production d'hévéa augmente avec un taux de 4% par an	429, 430	petits avancements
352	Production et Commerce	Augmenter le débit de transfert	42 kg par habitant et par an de protéines animales sont abordable et disponible	429, 430	ras
353	Production et Commerce	Croissance dans le secteur	L'élevage a un taux de croissance de 5% par an	431	petits avancements
354	Production et Commerce	Croissance dans le secteur	croissance moyenne de 2,5% par an dans la sylviculture et l'exploitation forestière	432	petits avancements
355	Production et Commerce	Production pétrolière	Baisse de maximum 10,4 % en 2010	432	petits avancements
356	Production et Commerce	Relance de l'exploitation du pétrole	Construction de nouveau puits entre 2011-214	432	petits avancements
357	Production et Commerce	Accroitre l'exploitation du pétrole	Hausse de 30% en 2016 grâce aux puits d'Elombo	439	ras
358	Production et Commerce	Promouvoir le tourisme	3.500.000 touristes visitent le Cameroun en 2025	447	petits avancements

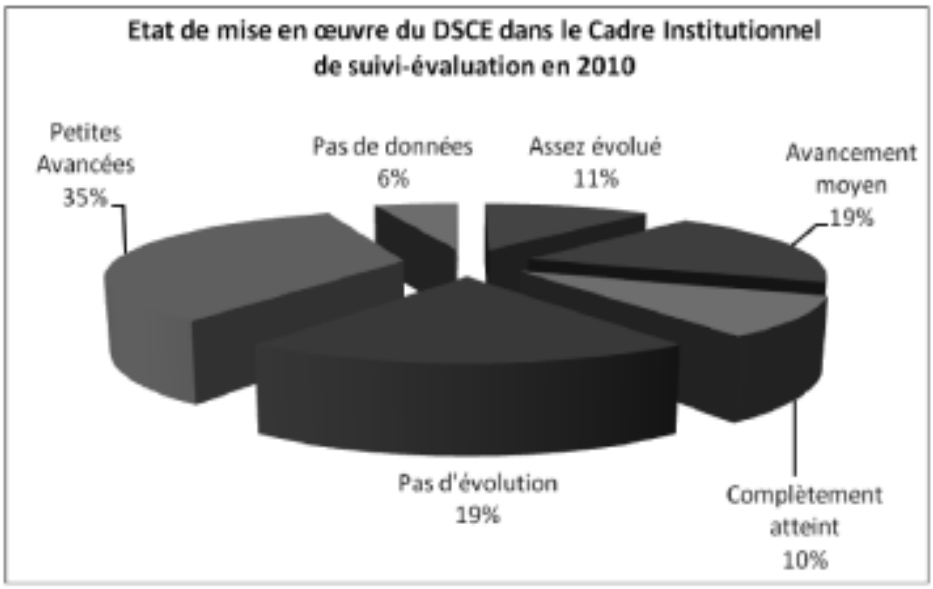
3.5 Cadre Institutionnel de suivi-évaluation du DSCE

Dans ce chapitre, DC s'est d'avantage intéressée aux mécanismes du suivi et de la mise en œuvre des politiques publiques. L'évaluation de la première année de mise en œuvre du DSCE n'étant pas achevée de façon générale, les appréciations reçues ont été focalisées sur 2010.C'est ainsi que le tableau suivant nous offre une image du suivi et de ces mécanismes pendant la période considérée :

3.5.1 Résultats

Etant donné que le suivi du DSCE a bénéficié de plusieurs instruments de suivi du DSRP, nous pouvons, à la lumière du tableau ci-dessus, constater que les structures de suivi étaient quasiment disponibles dans l'ensemble au cours de la période. Les textes, les méthodes de travail et les moyens n'ont pas assez évolués. Le cadre institutionnel assez favorable depuis quelques années n'a pas bénéficié d'un engagement certain des différentes parties prenantes. La pratique de budget-moyen restant encore en vigueur au détriment du Budget-Programme, le suivi-évaluation est resté moins axé sur les résultats. La décentralisation traduite dans les faits en 2010, a donné lieu à plus de formations qu'à un recueil des opinions/prise en compte de leur contribution dans la phase de programmation.

Graphique 20 : Etat de mise en œuvre du DSCE dans le Cadre Institutionnel de suivi-évaluation en 201



De façon générale, les moyennes sont rapprochées comme nous pouvons le remarquer du graphique ci-dessus. La fusion de notes supérieures à la moyenne donne un pourcentage appreciable (10+11+19), mais aurait pu être plus elévé si les différents acteurs avaient pleinement joués leurs rôles. Si l'existence de certains outils/structures ont été possibles en 2010 du fait de l'existence depuis 2003 du DSRP, il ressort que le fonctionnement reste à parfaire, c'est ce qui s'apprecie à travers le fort pourcentage de Petites Avancées (35%).

3.5.2 Recommandations

- Etant donné la complémentarité qui existe entre plusieurs initiatives tendant à améliorer le cadre institutionnel de suivi de la mise en œuvre du DSCE, Dynamique Citoyenne suggère que l'établissement d'un calendrier rigide de rencontre des différentes instances engagées dans cette activité avec un respect stricte des délais de publication des rapports.

- Dynamique Citoyenne, pour avoir pris part à quelques séances d'évaluation régionale du DSCE (courant 2011) et compte tenu du déroulement des travaux et des résultats obtenus, suggère qu'une grille de suivi du DSCE soit élaborée, adoptée et largement diffusée afin que tout

citoyen résident sur le territoire puisse renseigner celle-ci au quotidien. Dynamique Citoyenne est particulièrement disponible pour contribuer à l'élaboration de cette grille de suivi.

3.5.3 Présentation de la grille pour le cadre Institutionnel de suivi-évaluation du DSCE

Tableau 17 : Grille de suivi/évaluation pour le cadre Institutionnel de suivi-évaluation du DSCE

N°	Objectifs	Indicateurs	§ DSCE	Résultat 2010
289	Comité Interministériel de suivi du DSCE est opérationnel	CIS DSCE est crée et opérationnel	518	complètement atteint
290	Comité Interministériel de suivi du DSCE est opérationnel	CIS DSCE invite des partenaires du secteur privé et de la SC	518	complètement atteint
291	Comité Interministériel de suivi du DSCE est opérationnel	CTSE est crée	518	complètement atteint
292	Comité Technique de suivi évaluation du DSCE est opérationnel	CTSE a des ressources propres et suffisantes	522	complètement atteint
293	Comité Technique de suivi évaluation du DSCE est opérationnel	Les acteurs de la SC, le secteur privé, les CTD et des PTF sont représentés dans le CTSE	523	assez évolué
294	Comité Technique de suivi évaluation du DSCE est opérationnel	les commissions régionales sont crées et opérationnelles	525	pas d'évolution
295	Comité Technique de suivi évaluation du DSCE est opérationnel	Le CTSE se réunit dans les intervalles prévus	525	pas d'évolution
296	Comité Technique de suivi évaluation du DSCE est opérationnel	Le CTSE produit des rapports semestriels et annuels utiles prévus pour le suivi-évaluation du DSCE	547	petits avancements
297	Un système de suivi évaluation fiable et utile	Le système s-é est basé sur les principes de la Gestion Axée sur les Résultats	541	assez évolué
298	Un système de suivi évaluation fiable et utile	suivi prend en compte comme premier axe la mise en œuvre (ressources, activités, produits ou biens et services fournis)	542	assez évolué
299	Un système de suivi évaluation fiable et utile	suivi prend en compte comme deuxième axe les résultats	542	petits avancements
300	Un système de suivi évaluation fiable et utile	Le système statistique est renforcé et peut mettre à disposition des données fiables	544	assez évolué
301	Plan de communication sur le DSCE mis en œuvre	Plan de communication mis en œuvre	546	pas d'évolution
302	Plan de communication sur le DSCE mis en œuvre	les sites Web du Gouvernement, MINEPAT et INS facilitent le partage d'information sur le (suivi du) DSCE	546	petits avancements
303	Nouveau régime financier de l'Etat mise en œuvre	CDMT et budgets programmes élaborés	530	avancement moyen
304	Bonne implication de la SC	L'implication des OSC dans les programmes de lutte contre la pauvreté á la base est significative	533	avancement moyen
305	Bonne implication de la SC	L'implication des OSC dans le suivi participatif du BIP est significative	533	complètement atteint
306	Bonne implication de la SC	L'implication des OSC dans le suivi du DSCE est significative	533	petits avancements
307	Bonne implication de la SC	Des moyens pour le renforcement des capacités des OSC sont prévus dans chaque programme dans lesquels elles sont appelées à intervenir	533	petits avancements
308	Application des principes de la Déclaration de Paris	Le DSCE en soi est alignés avec les principes de la Déclaration de Paris	534	avancement moyen
309	Application des principes de la Déclaration de Paris	L'aide des PTF est mobilisée et utilisée selon les principes de la DP	534	petits avancements

N°	Objectifs	Indicateurs	§ DSCE	Résultat 2010
310	Les stratégies d'assistance des PTF sont alignées avec le DSCE et les OMD	Les stratégies d'assistance des PTF sont alignées avec le DSCE et les OMD	534	avancement moyen
311	les Politiques et procédures d'intervention des PTF sont harmonisées	les Politiques et procédures d'intervention des PTF sont harmonisés	534	avancement moyen
312	les Ressources sont allouées sur la base des résultats tangibles	les Ressources sont allouées sur la base des résultats tangibles	534	petits avancements
313	Mettre en place entre le Gouvernement est les PTF un système d'évaluation des performances	Un système d'évaluation sur la base des résultats de l'aide au développement est mis en place	534	ras
314	Suivi effectif des questions d'emploi et d'accès des pauvres aux services publics	Un Conseil National de d'emploi est crée et opérationnel	537	pas d'évolution
315	Suivi effectif des questions d'emploi et d'accès des pauvres aux services publics	Des Conseils régionaux d'emploi sont crées et opérationnels	537	pas d'évolution
316	Reforme de L'Observatoire national de l'Emploi et le Fonds National pour l'Emploi	La reforme est faite et l'institution plus efficace	537	pas d'évolution
317	Programmes de lutte contre la pauvreté en place au niveau régional, départemental et locale	Des programmes cohérents avec la stratégie nationale sont mis en œuvre au niveau décentralisé	540	petits avancements
318	Dispositif statistique efficace et fiable	Le dispositif statistique et bien fondé sur la base du CRESMIC et la SNDS	548	pas d'évolution
319	Chaine logique et cohérent pour le suivi du DSCE en place	Objectifs d'analyse de la pauvreté sont définis et utilisés pour le suivi	550	ras
320	Chaine logique et cohérent pour le suivi du DSCE en place	Indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont définis et utilisés	550	ras
321	Chaine logique et cohérent pour le suivi du DSCE en place	Opérations de collecte des données en place	550	pas d'évolution
322	Intégration des OMD dans le suivi DSCE	Le suivi des OMD fait part du suivi du DSCE	551	petits avancements
323	Trois sous-systèmes d'information en place et utilisés	1) Suivi de la pauvreté mis en place et fiable	554	pas d'évolution
324	Trois sous-systèmes d'information en place et utilisés	2) Suivi de l'exécution des programmes/projets du DSCE mis en place et fiable	554	petits avancements
325	Trois sous-systèmes d'information en place et utilisés	3) Suivi/évaluation des impactes mis en place et fiable	554	petits avancements
326	suivi participatif et dialogue constructif et durable entre les acteurs	Etat, secteur privé, SC et PTF sont impliqués dans le suivi	558	petits avancements
327	suivi participatif et dialogue constructif et durable entre les acteurs	Des foras pour échanger d'information sont mis en place à 4 niveaux, le niveau communal étant l'unité de base et la commune: national, régional, départemental et communal	558	pas d'évolution
328	suivi participatif et dialogue constructif et durable entre les acteurs	ST / DSCE assure la coordination des activités	559	assez évolué
329	suivi participatif et dialogue constructif et durable entre les acteurs	les commissions locales assurent la coordination au niveau déconcentré	559	avancement moyen
330	Chaque acteur prend sa responsabilité au sérieux et n'est pas empêcher de le faire	Les groupes cibles s'organisent pour contribuer à l'identification de leurs besoins et priorités	562	avancement moyen
331	Chaque acteur prend sa responsabilité au sérieux et n'est pas empêcher de le faire	Les groupes cibles font un contrôle d'effectivité et de la qualité des réalisations	562	petits avancements

N°	Objectifs	Indicateurs	§ DSCE	Résultat 2010
332	Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	Les élus locaux rendent compte de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté dans leurs localités	562	petits avancements
333	Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	Les élus locaux proposent des mesures pour améliorer l'exécution et la réactualisation de la mise en œuvre du DSCE	562	petits avancements
334	Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	L'administration produit les principaux indicateurs de suivi	562	petits avancements
335	Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	La SC assure que l'Etat respecte ses engagements	562	petits avancements
336	Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	La SC veille sur les intérêts des groupes vulnérables	562	petits avancements
337	Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	La SC n'est pas empêché de jouer son rôle de contrepouvoir	562	avancement moyen
338	Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	Les PTF jouent leur rôle de régulation externe du processus	562	avancement moyen
339	Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	Les PTFS donnent des appuis multiformes à toutes les étapes du suivi participatif	562	assez évolué
340	Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	Le secteur privé joue son rôle de moteur de la croissance et pourvoyeur d'emplois et partenaire de l'Etat	562	avancement moyen

Annexe

N°	Pari DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de mesure	Idée des sources de vérification	qualité/quantité	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
1	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	Porter les capacités de production à énergie 3.000MW	3.000MW d'énergie produite	p.15	Petites avancées	2020	MINEFAD	quantité	lom pangar+yassa+centrale à gaz kribi	DC	STC	bakop simon pierre	697 [illegible]	web pc
2	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire le Barrage de Lom Pangar	Budget planifié	p.15; 420	avancement moyen	2014	Loi de Finances	qualité	Les différentes études d'impact environnementaux ont été réalisés et récepitonnés, la phase de renouvellement est amorcée, les villes devant héberger les cadres sont encours de construction. La pose de la première pierre est prévue pour 2011.	Direction de l'Energie/ Cellule de suivi	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 81 20; ekoengam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/05/11
3	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire le Barrage de Lom Pangar	consommation > 70%	p.15; 420	assez évolué	2014	bricolement	quantité		Direction de l'Energie	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 81 20; ekoengam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/05/11
4	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire le Barrage de Lom Pangar	Niveau des travaux de construction	p.15; 420	avancement moyen	2014	Site des travaux	qualité	Base vie et sites chantiers implantés	Site	ASAD	Djaopou Djomo Serge Laurent	6[illegible] laurentdjaopou@yahoo.fr	discussion sur terrain
5	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire le Barrage de Lom Pangar	production au moins 120 MW	420	Pas de données actualisées	2014	MINEFADS	quantité	Le début de production prévu en 2013	Site	ASAD	Djaopou Djomo Serge Laurent	6[illegible] laurentdjaopou@yahoo.fr	Discussion sur terrain
6	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire la centrale thermique de Yassa	Budget planifié	420	complètement atteint	2010	Loi de Finances	qualité	Elle a été objet réceptionné et correspond à la phase 1 de la centrale à gaz de Kribi	LF 2010	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 81 20; ekoengam@gmail.com	Entretien avec les responsables le 17/05/11
7	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire la centrale thermique de Yassa	consommation > 70%	420	complètement atteint	2010	MINEFADS	quantité						
8	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire la centrale thermique de Yassa	Niveau des travaux de construction	p.15; 420	complètement atteint	2010	Site des travaux	qualité						
9	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire la centrale thermique de Yassa	production au moins 86 MW (en2009)	150,433	complètement atteint	2010	rapport économique	quantité	Malgaré en 2009	Cameroon Tribune	STC	bakop simon pierre	697 [illegible]	Opération Cameroon Tribune
10	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire la centrale à gaz de Kribi	Budget planifié	420	Petites avancées	2010	Loi de Finances	qualité	L'accord de financement de la première phase n'a été signé que le 12 Janvier 2011 entre le Cameroun et la Banque Chinoise Eximbank	LF 2010	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 81 20	CTN 9800481 du 07 Mars 2011 Page 13
11	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire la centrale à gaz de Kribi	consommation > 70%	420	Pas de données actualisées	2010	bricolement	quantité		Direction de l'Energie	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 81 20	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/05/11
12	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire la centrale à gaz de Kribi	Niveau des travaux de construction	p.15; 420	Petites avancées	2010	Site des travaux	qualité	Pose de la première pierre en Mars 2010 ; Phase de terrassement achevée et travaux de fondation, de génie civil réalisés à près de 90% ; indemnisation des populations faite à hauteur de 90% (2 milliards de francs CFA)	Communiqué final n° 1126/MINEE Décret 28 Décembre et du Notaire ou des dépositaires ayant information personnelles	CAPEDEO	Claire ATEBA	77 90 94 61 cpmb2002@yahoo.fr	Recherche documentaire, interview DSC évaluation DSP1/2/3 bande à Gilbl
13	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire la centrale à gaz de Kribi	production au moins 210 MW	420	Pas de données actualisées	2010	MINEFADS	quantité		Direction de l'Energie	CIPRE			Entretien avec les responsables du MINEE le 17/05/11
14	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire le barrage de Memvele	Budget planifié	420	Petites avancées	2017	Loi de Finances	qualité	Les différentes études d'impact ont été réalisés et récepitonnés. Le marché a été attribué.	LF 2010	CIPRE			DSP Central 2010 Page 020980 et 021990
15	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire le barrage de Memvele	Niveau des travaux de construction	p.15; 420	Petites avancées	2017	Site des travaux	qualité	Etude d'impact environnementale basculée, vérifiabilité sur les états des compensations des riverains réalisés, site identifié pour construction base de vie des entreprises impliquées dans la construction de la route et du barrage	Service des conventions, de la promotion et du monitoring MINEFI SIG	CAPEDEO	Claire ATEBA	77 90 94 61 cpmb2002@yahoo.fr	Interview DSCPP
16	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire la centrale hydroélectrique de Memvele	Niveau des travaux de construction	420	Petites avancées	2016	Site des travaux	qualité	Etude d'impact environnementale basculée et valide	Service des conventions, de la promotion et du monitoring MINEFI SIG	CAPEDEO	Claire ATEBA	77 90 94 61 cpmb2002@yahoo.fr	Interview DSCPP
17	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire la centrale hydroélectrique de Memvele	production au moins 201 MW	420	Pas de données actualisées	2016	MINEFADS	quantité	Le début de production prévu en 2015	Direction de l'Energie	CIPRE			Entretien avec les responsables du MINEE le 17/05/11
18	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire les centrales de Nachtigal	Budget planifié	420	pas d'évolution	2017	Loi de Finances	qualité	Un conseil stratégique de pilotage chargé d'élaborer le cadre juridique institutionnel a été créé le 27 Avril 2010	LF 2010	CIPRE			Entretien avec les responsables du MINEE le 17/05/11
19	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire les centrales de Nachtigal	Niveau des travaux de construction	p.15; 420	Petites avancées	2017	Site des travaux	qualité	Les études géotechniques ont déjà été effectuées, le début de la phase d'ingénierie est retardé car les données relatives à Lom Pangar sont nécessaires	Cameroon Tribune N°9812/8003 Du 23 Mars 2011	CIRAD/CIRAD E	Jean Olivier	77 76 86 [illegible] 99 00 81 20	Exploitation documentaire
20	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire les barrages de Nachtigal	Budget planifié	p.15; 420	pas d'évolution	2014	Loi de Finances	qualité	Un conseil stratégique de pilotage chargé d'élaborer le cadre juridique institutionnel a été créé le 27 Avril 2010	LF 2010	CIPRE			Entretien avec les responsables du MINEE le 17/05/11
21	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire les barrages de Nachtigal	Niveau des travaux de construction	420	pas d'évolution	2014	Site des travaux	qualité		Direction de l'Energie	CIPRE			Entretien avec les responsables du MINEE le 17/05/11
22	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	construire les barrages de Nachtigal	production d'au moins 200MW	420	Pas de données actualisées	2014	MINEFADS	quantité		Direction de l'Energie	CIPRE			Entretien avec les responsables du MINEE le 17/05/11
23	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Kikot	Budget planifié	151	Petites avancées		Loi de Finances	qualité	Le budget collecté consacré à l'aménagement de ce projet hydroélectrique a été planifié en 2010	LF 2010	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 81 20 ; ekoengam@gmail.com	DSP Central 2010 Page 020980
24	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Kikot	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution		sites des travaux	qualité		Direction de l'Energie	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 81 20 ; ekoengam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/05/11
25	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Kikot	production d'au moins 250 à 550 MW	151	Pas de données actualisées		MINEFADS	quantité		Direction de l'Energie	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 81 20 ; ekoengam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/05/11
26	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Njock	Budget planifié	151	Petites avancées		Loi de Finances	qualité	Le budget consacré à l'aménagement de ce projet hydroélectrique a été planifié en 2010. Projet annexe à la Centrale de Nachtigal	Commission Macro	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 81 20 ; ekoengam@gmail.com	DSP Central 2010 Page 020980
27	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Njock	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution		sites des travaux	qualité		Direction de l'Energie	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 81 20 ; ekoengam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/05/11
28	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Njock	production d'au moins 270 MW	151	Pas de données actualisées		MINEFADS	quantité		Direction de l'Energie	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 81 20 ; ekoengam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/05/11
29	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Énergie	Construire la centrale de Bigodi	budget planifié	151	pas d'évolution		Loi de finances	qualité	Projet non encore mature	Commission Macro	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 81 20 ; ekoengam@gmail.com	Loi de finances 2010

N°	Part DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de réalisation	Idée des sources de vérification	qualité/ quantité	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
30	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Ngodi	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution		sites des travaux	qualité						
31	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Ngoro	production d'au moins 475 MW	151	Pas de données actualisées		MINCOUNES	quantité		Direction de l'Energie	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
32	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Song Ntong	Budget planifié	151	Petites avancées		Loi de Finances	qualité	Le budget consacré à l'aménagement de ce projet hydroélectrique a été planifié en 2010 (RIB)	Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	BIP Central 2010 Page 0270980
33	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Song Ntong	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution		sites des travaux	qualité		Direction de l'Energie	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
34	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Song Ntong	production d'au moins 350 à 300 MW	151	Pas de données actualisées		MINCOUNES	quantité		Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
35	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Nyanzam	budget planifié	151	pas d'évolution		Loi de Finances	qualité	Idée de projet (Projet non mature) RIB	Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Loi de finances 2010
36	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Nyanzam	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution		sites des travaux	qualité	Idée de projet (Projet non mature) RIB	Direction de l'Energie	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
37	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Nyanzam	production au moins 375 MW	151	Pas de données actualisées		MINCOUNES	quantité		Direction de l'Energie	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
38	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Bayomen	Budget planifié	151	pas d'évolution		Loi de Finances	qualité	Projet non mature (RIB)	Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Loi de finances 2010
39	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Bayomen	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution		sites des travaux	qualité						
40	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Bayomen	production au moins 470 MW	151	Pas de données actualisées		MINCOUNES	quantité		Direction de l'Energie	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
41	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Moulle Moguel	Budget planifié	151	pas d'évolution		Loi de Finances	qualité	Idée de projet (Projet non mature)	Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Loi de finances 2010
42	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Moulle Moguel	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution		MINCOUNES	qualité						
43	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Moulle Moguel	production au moins 350 MW	151	Pas de données actualisées		sites des travaux	quantité		Direction de l'Energie	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
44	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Bagangté	budget planifié	151	pas d'évolution		Loi de Finances	qu'il	Idée de projet (Projet non mature)	Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Loi de finances 2010
45	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Bagangté	Niveau des travaux de construction	151	pas d'évolution		sites des travaux	qu'il						
46	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Construire la centrale de Bagangté	production au moins 95MW	151	Pas de données actualisées		MINCOUNES	quantité		Direction de l'Energie	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
47	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Song Mbengue	Budget planifié	403	Petites avancées	2015	Loi de Finances	qu'il	Un conseil stratégique de pilotage chargé d'élaborer le cadre juridique-institutionnel a été créé le 27 avril 2010. Chantiers concourants unique de la centrale de Nachtigal	Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Loi de finances 2010
48	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Song Mbengue	consommation > 70%	403	Pas de données actualisées	2015	loi de règlement	quantité		Direction de l'Energie	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
49	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Song Mbengue	Niveau des travaux de construction	151; 403	pas d'évolution	2015	Site des travaux	qu'il	http://www.facebook.com/photo.php?fbid=10151802 0503037&l=a0aeae4b					
50	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Song Mbengue	production au moins 900 MW	403	Pas de données actualisées	2015	rapport économique	quantité		Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
51	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Warak	Budget planifié	151; 403	Petites avancées		Loi de Finances	qu'il	Etudes environnementales réalisées et récapitulatives	Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Loi de finances 2010
52	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Warak	consommation > 70%	151; 403	Pas de données actualisées		loi de règlement	quantité		Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
53	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Warak	La construction évolue est achevée	151; 403	pas d'évolution		Site des travaux	qu'il	à demander au MINEE (les infos (MW, année démarrage, etc.)					
54	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Warak	production au moins 75 MW	151; 403	Pas de données actualisées		rapport économique	quantité	info trouvé en ligne	Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
55	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Colomines	budget planifié	151; 403	Petites avancées		Loi de Finances	qu'il	Début des études environnementales	Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Loi de finances 2010
56	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Colomines	consommation > 70%	151; 403	Pas de données actualisées		loi règlement	quantité		Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
57	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Colomines	Niveau des travaux de construction	151; 403	pas d'évolution		Site des travaux	qu'il	à demander au MINEE (les infos (MW, année démarrage, etc.)					
58	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Colomines	production d'au moins 15 MW	151; 403	Pas de données actualisées		rapport économique	quantité	info trouvé en ligne	Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
59	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Nkokayo	Budget planifié	151; 403	Petites avancées		Loi de Finances	qu'il	Projet en cours de réalisation (inconditionnel)	Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Loi de finances 2010
60	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Nkokayo	consommation > 70%	151; 403	Pas de données actualisées		loi règlement	quantité		Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
61	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Nkokayo	Niveau des travaux de construction	151; 403	Pas de données actualisées		Site des travaux	qu'il		Rai	ACERD	Jacques Djomo Bonge Laurent	699933333 laurent.bjpcjour@yahoo.fr	entretien avec le délégué des Pygmées
62	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	construire les centrales de Nkokayo	production au moins 95 MW	151; 403	Pas de données actualisées		rapport économique	quantité		Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 01 23 , ehsoungam@gmail.com	Entretien avec les responsables du MINEE le 17/03/11
63	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	développer plusieurs sites pour l'exploitation	Budget planifié	152; 403	Pas de données actualisées	2020	Loi de Finances	qu'il						
64	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	développer plusieurs sites pour l'exploitation	construction est planifiée	p.15	Petites avancées	2020	Site des travaux	qu'il		Rapport du Ctel transport/commune et utilisation de	CADIRA	[illegible]	[illegible]	Participation à l'atelier
65	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Réaliser les ouvrages de production d'énergie et transport	2 853.000.000 Fcfa planifiés dans le budget	p.15		2020	Loi de Finances	quantité	étude de cavit (port fluvial de Garoua) état des lieux et actualisation des données Lors de l'atelier					

Annexe

Annexe

N°	Part DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de réalisation	Idée des sources de vérification	qualité/ quantité	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
66	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Réaliser les ouvrages de production d'énergie et transport	consommation > 70%	p.15	Petites avancées	2020	MINEE/MAES, loi règlement	quantité	Importance du budget accordé à ce secteur dans la LF 2010	Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		recherche documentaire
67	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Intensifier le programme d'électrification rurale	400 Millards FCFA planifiés	p.15	Petites avancées	2020	MINEE/MAES	quantité	Proportion de la part du budget consacré à l'électrification rurale dans le BIP 2010	Commission Mixte				recherche documentaire
68	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Intensifier le programme d'électrification rurale	consommation > 70%	p.15	Petites avancées	2020	MINEE/MAES	quantité	Importance du budget accordé à ce secteur dans la LF 2010	Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		
69	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Intensifier le programme d'électrification rurale	Couverture géographique du programme d'électrification	p.15	Petites avancées	2020	OSCE, ministère	qual	le processus d'électrification rural est effectif, mais très lent dans l'ensemble. Electrification rurale (bois noirong, petale, bafiem, longo, dombell, tourouoltode, Tchentel) ce 2 villages qui fonctionnent sous groupe électrogène n'ont pas d'électricité dans la ville)	MINEPAT	CAPON, LINGUELO, CELIN NKONI	NKONDE, NOMA, NKAMOU, BOTNA, MAAN	99 80 13 53/70 71 21 35/77 10 31 44	Descente sur le terrain
70	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Croissance de production énergétique	Croissance de 3,9% entre 2008 et 2011	433	pas d'évolution	2011	Rapport économique	quantité	Pas de nouvelle source énergétique opérationnelle en 2010	Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		Entretien avec les responsables du MINEE le 13/09/11
71	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Energie	Croissance de production énergétique	Croissance de 13% entre 2012 et 2015	433	pas d'évolution	2020	Rapport économique	quantité	Pas de nouvelle source énergétique opérationnelle en 2010	Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		Entretien avec les responsables du MINEE le 13/09/11
72	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	BTP	Réhabiliter le réseau routier	24% de réseau routier réhabilité	p.15	Petites avancées	2020	Rapport économique/ MINTP	qualité	les grands projets à mentionner comme indicateur? Port Kribi, etc.?	Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		Entretien avec les responsables du MINEE le 13/09/11
73	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	BTP	Réhabiliter les routes bitumées	2908 km routes bitumées réhabilités (2870Km en 2010)	p.141	Pas de données actualisées	2020	Rapport économique/ MINTP	quantité		Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		Entretien avec les responsables du MINEE le 13/09/11
74	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	BTP	Intensifier le bitumage des routes en terre	3808 km des routes en terre bitumés	p.141	Pas de données actualisées	2020	Rapport économique/ MINTP	quantité		Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		Entretien avec les responsables du MINEE le 13/09/11
75	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	BTP	Responsabiliser et renforcer la maîtrise d'ouvrage	Maîtrise d'ouvrage routier renforcée	p.15	Petites avancées	2020	Rapport économique/ MINTP	qualité	Les nouveaux chantiers en cours bénéficient d'une amélioration significative de la qualité. Des renforcements des capacités en faveur de tous les corps de métiers ont été réalisés avec le concours des ETFs	Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		Entretiens avec les dirigeants des grands projets de BTP
76	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	BTP	Rendre sûr la planification et la programmation en vue du respect des standards des travaux	Standards des travaux mis en cause et respectés	p.15	Petites avancées	2020	Rapport économique/ MINTP	qualité	Plusieurs études portant sur la stabilisation des grands projets sont en cours et quelques unes bouclées	Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		Entretiens avec les dirigeants des grands projets de BTP
77	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	BTP	renforcer le parc d'engins de genie civil	Parcs d'engins équipé et fonctionnel	p.15	pas d'évolution	2020	Margenie/MINTP	qualité	Pas d'acquisition nouvelle	Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		Entretiens avec les dirigeants des grands projets de BTP
78	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	BTP	Mettre en place un tissu d'entreprises et de BET performants	Tissus d'entreprises et BET performant disponible	p.15	pas d'évolution	2020	MINTP	qualité		Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		Entretiens avec les dirigeants des grands projets de BTP
79	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	BTP	Rechercher des matériaux et procédés plus durables identifiés et utilisables	Matériaux et procédés plus durables identifiés et utilisables	p.15	pas d'évolution	2020	Margenie/MINTP	qualité	Renforcement des capacités des institutions spécialisées en cours.	Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		Entretiens avec les dirigeants des grands projets de BTP
80	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	BTP	apporter aux stratégies HIMO	Stratégies mises en place	p.15	Petites avancées	2020	MINEPAT/DP	qualité	Démarrage timide. Nécessité d'identifier et promouvoir des chantiers pilotes à HIMO	Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		Entretiens avec les entrepreneurs
81	Evaluation Sectorielle			Augmentation de production de ciment	Production du ciment augmente	437	assez évolué	2020	Rapport économique	quantité	Augmentation de la capacité de production de CIMENCAM de 30% après l'acquisition d'un 2ème broyeur	Camerounweb.net	BTE	Simon Pierre SAKAPA	00 71 66 12	En ligne
82	Evaluation Sectorielle			Croissance des activités de bâtiment	Croissance des activités de bâtiment	437	avancement moyen	2020	Rapport économique	quantité	La quasi-totalité des grands villes du Cameroun connaît une augmentation non négligeable des nombreux chantiers dans le bâtiment	Spécialistes	CIPRE	Olivier MOUNGA		Entretiens avec des spécialistes
83	Evaluation Sectorielle			construction d'un port en eau profonde à Kribi	budget planifié	437	Petites avancées	ca	Loi de Finances	qualité	Travaux de terrassement terminés	Journal des projets/GC	BTE	Nukaga simon pierre		Journal de projets
84	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Transports	Construire un port en eau profonde à Kribi	Niveau des travaux de construction	171	Petites avancées	2-7	Site des travaux	qualité	Travaux de terrassement commencés/Compensations des riverains évaluées, désintéressement des riverains amorcé	Service de la conservation, de la protection et de monitoring (MINEP)	CAMCCO	Claire ETRIRA	77 00 84 01 claretti0000@yahoo.fr	Interview CIECIP
85	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Transports	Construire un port en eau profonde à Kribi	consommation > 70%	171	Pas de données actualisées	ca	MINEE/CDE	quantité	Projet en cours de maturation (minicentrale)	Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		
86	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Transports	Construire un port en eau profonde à Limbe	budget planifié	171	pas d'évolution	ca	Loi de Finances	qualité	Projet en cours de maturation (minicentrale)	Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		
87	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Transports	Construire un port en eau profonde à Limbe	Niveau des travaux de construction	171	pas d'évolution	?	Site des travaux	qualité	Des dés des ont été réalisées					
88	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Transports	Construire un port en eau profonde à Limbe	consommation > 70%	171	Pas de données actualisées	ca	MINEE/CDE	quantité	Montage financier en cours	Commission Mixte +DO/SM	CIPRE et SWECOSON	Olivier MOUNGA et Peter NOAMEY		
89	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Transports	Réhabiliter les voies navigables Axe 1 Yabassi-Douala et Axe2 Abong-Mbang/Moaimayo	Les deux axes navigables	170	pas d'évolution				Mise une attention. Pas de planification objective en 2010 et 2020.	Groupe de travail "Croissance" Atelier Validation	CIPI, SITDEVI, GAADI, NWDO, LDL, CRADEC	Liste de présence		DSCE/Confrontation des informations de terrain
90	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Transports	Construire le Nord pétrolier à Limbe	Budget planifié	171	pas d'évolution	ca	Loi de Finances	qualité	Projet en cours de maturation (minicentrale)	Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		
91	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Transports	Construire le Nord pétrolier à Limbe	Niveau des travaux de construction	171	pas d'évolution	?	Site des travaux	qualité						
92	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Transports	Construire le Nord pétrolier à Limbe	consommation > 70%	171	Pas de données actualisées	ca	MINEE/SODP	quantité		Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA		
93	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Transports	Augmenter le kilométrage du voies ferrés	> 1.500 km voies ferrées construites	171	pas d'évolution	?	CAMRAIL	quantité	Pas de nouveau chantier en 2010, en note cependant quelque travaux de maintenance au cours de l'année	SC	BTE	Nukaga simon pierre		Interviewé
94	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Transports	Adapter les voies ferrées au standards internationaux	standards internationaux respectés	171	pas d'évolution	ca	Rapport économique	qualité	Aucune évolution vers le respect des standards internationaux	Commission Mixte	CIPRE	Olivier MOUNGA	00 08 61 25, Entretien avec les cadres du MINTP	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/08/11
95	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Budget pour axe Ayos-Bonis opérité	435	assez évolué	2015	Loi de Finances	quantité		MINTP				

N°	Part DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de réalisation	Idée des sources de vérification	qualité/ quantité	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
90	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Axe Ajou-Bonis évaluation réalisée	435	assez évolué	2015	Site des travaux/Rapport économique 2010 (p.30)	qualité	travaux en cours	Journal des projets	CC Est	Jacques Djoko Tengo Laurent	94854300 laurentdjacques@yahoo.fr	observation sur le terrain
91	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Budget pour axe Garoua-Boulaye-Ngaoundéré planifié	435	complètement réalisé	2015	Loi de Finances	qualité	Travaux en cours	Journal des projets / téléservices	CIPRE	Olivier MBOUNGA	99 80 01 23, Entretien avec les cadres du MINTP	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/03/11
93	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Axe Garoua-Boulaye - Ngaoundéré construit	435	avancement moyen	2015	Site des travaux	quantité	Ouvrage d'art et bitumage en cours	Rapport mon p.29, observation sur le terrain	CAD FEN	SINBOHO	99 81 15 58 90/33 61 23	p.29/Rapport assez 80% de réalisé en 2010
94	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Budget pour transafricaine planifié	435	Petites avancées	2015	Loi de Finances	quantité	Etudes.	Journal des projets/CC	BTE	Simon Pierre BIAKAPA	99 71 00 12	Lecture du journal de projet
100	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Transafricaine construit/bitumé (Mamfe-Mfal/Ni-Nigéria)	435	pas d'évolution	2015	Site des travaux	quantité	Non planifié dans le journal des projets	Journal des projets/CC	BTE	Simon Pierre BIAKAPA	99 71 00 12	Lecture du journal de projet
101	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Budget pour axe Yaoundé - Kribi planifié	435	assez évolué	2015	Loi de Finances	qualité	Lot 1 (Yaoundé-Olama) achevé et réceptionné. Lot 2 (Olama-Kribi) encours	MINTP	CIPRE	Olivier MBOUNGA	99 80 01 23, Entretien avec les cadres du MINTP	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/03/11
102	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Axe Yaoundé - Kribi bitumé	435	assez évolué	2015	Site des travaux	qualité	Etudes techniques disponibles et transmises au MINLPAT pour ce qui concerne la section Olama – Lolodorf – Kribi	Cameroon Tribune du Jeudi 03 Mars 2011	CAR/DED	Claire ATEBA	77 83 08 81 cpmb200202002@yahoo.fr	Recherche documentaire et exploitation site www.cameroontribune.cm
103	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Budget pour réhabilitation des voiries de Yaoundé planifié	435	assez évolué	2015	Loi de Finances	quantité	Etudes techniques disponibles marché attribué	Journal des projets	CIPRE	Olivier MBOUNGA	99 80 01 23, Entretien avec les cadres du MINTP	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/03/11, site terrain observation sur
104	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Voiries de Yaoundé réhabilité	435	assez évolué	2015	Site des travaux	qualité	Travaux en cours	Journal des projets	BTE	Simon Pierre BIAKAPA	99 71 00 12	observation sur le terrain
105	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Budget pour réhabilitation des voiries de Douala planifié	435	assez évolué	2015	Loi de Finances	quantité	Etudes techniques disponibles marché attribué	Journal des projets	CIPRE	Olivier MBOUNGA	99 80 01 23, Entretien avec les cadres du MINTP	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/03/11, site terrain et observation sur
106	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Voiries de Douala réhabilité	435	assez évolué	2015	Site des travaux	qualité	Travaux en cours	Journal des projets	BTE	Simon Pierre BIAKAPA	99 71 00 12	observation sur le terrain
107	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Budget pour axe Sangmélima-Djoum-Ouesso planifié	435	Petites avancées	2015	Loi de Finances	quantité	Etudes finalisée et réceptionnée, bientôt le début des travaux de la phase 1 (Sangmélima-Djoum)	MINTP	CIPRE	Olivier MBOUNGA	99 80 01 23, nkoongpel@gmail.com	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/03/11
108	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Axe Sangmélima-Djoum-Ouesso bitumé	435	Petites avancées	2015	Site des travaux	qualité	Pour l'axe Sangmélima –Djoum – Oveson financement disponible pour les sections Sangmélima – Mikouk (86 Km) et Djoum – Mintom (80 Km). Le plan de financement du projet Mikouk – Djoum (38 Km) est bouclé en Décembre 2010 soit 21.000 Milliards de francs CFA, signature de la convention attendue. Mintom – Lidi (81 Km) et Lidi – Mintom frontière Congo : recherche de financement encore en cours par ailleurs	Cameroon Tribune du Jeudi 03 Mars 2011	CAR/DED	Claire ATEBA	77 83 08 81 cpmb200202002@yahoo.fr	Recherche documentaire et exploitation site www.cameroontribune.cm
109	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Budget pour axe Bamenda-Enugu (Nigéria) planifié	435	Petites avancées	2015	Loi de Finances	quantité	Tronçon Bamenda-Mankiè réalisé	MINTP	CIPRE	Olivier MBOUNGA	99 80 01 23, nkoongpel@gmail.com	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/03/11
110	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Axe Bamenda-Enugu (Nigéria) bitumé	435	Petites avancées	2015	Site des travaux	qualité	"poursuite des travaux"	MINTP	CIPRE	Olivier MBOUNGA	99 80 01 23, nkoongpel@gmail.com	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/03/11
111	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Budget pour axe Kribi-Frontière Congo planifié	435	pas d'évolution	2015	Loi de Finances	quantité	Proj et non maturé	MINTP	CIPRE	Olivier MBOUNGA	99 80 01 23, nkoongpel@gmail.com	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/03/11
112	Evaluation Sectorielle			Bitumage des grands axes structurants	Axe Kribi-Frontière Congo bitumé	435	pas d'évolution	2015	Site des travaux	qualité	Proj et non maturé	MINTP	CIPRE	Olivier MBOUNGA	99 80 01 23, nkoongpel@gmail.com	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/03/11
113	Evaluation Sectorielle			Réhabilitation de la boucle Yaoundé-Douala-Bafoussam-Yaoundé	Budget pour boucle planifié	435	Petites avancées	2015	Loi de Finances	quantité	Etudes en cours	MINTP	CIPRE	Olivier MBOUNGA	99 80 01 23, nkoongpel@gmail.com	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/03/11
114	Evaluation Sectorielle			Réhabilitation de la boucle Yaoundé-Douala-Bafoussam-Yaoundé	Boucle réhabilité	436	Petites avancées	2020	Site des travaux	qualité	Etudes en cours	MINTP	CIPRE	Olivier MBOUNGA	99 80 01 23, nkoongpel@gmail.com	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/03/11
115	Evaluation Sectorielle			Mise en œuvre du tronçon Yaoundé-Nsimalen	Route réhabilité	436	Petites avancées	2020	Site des travaux	qualité	Etudes réalisées, encours Recherche de financement	MINTP	CIPRE	Olivier MBOUNGA	99 80 01 23, nkoongpel@gmail.com	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/03/11
116	Evaluation Sectorielle			Mise en œuvre du tronçon Yaoundé-Nsimalen	Budget planifié pour les travaux	436	Petites avancées	2020	Loi de Finances	quantité	Etudes réalisées, encours Recherche de financement	MINTP	CIPRE	Olivier MBOUNGA	99 80 01 23, nkoongpel@gmail.com	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/03/11
117	Evaluation Sectorielle			Mise en œuvre du tronçon Douala-Limbe	Route réhabilité	436	pas d'évolution	2020	Site des travaux	qualité	Proj et non maturé	MINTP	CIPRE	Olivier MBOUNGA	99 80 01 23, nkoongpel@gmail.com	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/03/11
118	Evaluation Sectorielle			Mise en œuvre du tronçon Douala-Limbe	Budget planifié pour les travaux	436	pas d'évolution	2020	Loi de Finances	quantité	Proj et non maturé	MINTP	CIPRE	Olivier MBOUNGA	99 80 01 23, nkoongpel@gmail.com	Entretien avec les cadres du MINTP le 17/03/11
119	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Transports	Construire de nouvelles voies ferrées Axe1	Kribi - Ebolowa - Mbalam opérationnelle	171	pas d'évolution	2020	sites des travaux	quantité	voie ferrée Kribi – Ebolowa – Mbalam /Revue publique de l'étude d'impact environnemental et social réalisée en avril 2010	Cameroon Tribune du 31 juin 2010	CAR/DED	Claire ATEBA	77 83 08 81 cpmb200202002@yahoo.fr	Exploitation documentaires et interview
120	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Transports	Construire de nouvelles voies ferrées Axe2	Limbe - Douala - Edéa - Kribi opérationnelle	171	pas d'évolution	2020	sites des travaux	quantité						
121	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Transports	Construire de nouvelles voies ferrées Axe 3	Ngaoundéré - Garoua - Maroua - Kousseri opérationnelle	171	pas d'évolution	2020	sites des travaux	quantité	aucun cartier ne passe pour faire état des feux toutefois l'état des lieux fait	Mon	CAD FEN	SINBOHO	99 81 15 58	Entretien
122	Evaluation Sectorielle			Mise en service de Cameroon-Co	Cameroon- Co commence ses activités	444	assez évolué	2011	CT	qualité	pas encore débuté sur le terrain	CT	CC Est	Jacques Djoko Tengo Laurent	94854300 laurentdjacques@yahoo.fr	
123	Evaluation Sectorielle			Croissance dans le secteur du transport aérien	Le secteur connaît une croissance de 1 % entre 2009 et 2011	444		2011	rapport économique	quantité	ok	rapport énergie 08	CIPRE	Olivier MBOUNGA		
124	Evaluation Sectorielle			Croissance dans le secteur (trafic maritime)	Le secteur connaît une croissance de 6 % par an entre 2012 et 2020	444		2020	rapport économique	quantité	ok					
125	Evaluation Sectorielle			Croissance dans le secteur	Le secteur connaît une croissance de 1 % par an entre 2012 et 2020	445		2011	rapport économique	quantité	ok					
126	Evaluation Sectorielle			Croissance dans le secteur	Le secteur connaît une croissance de 6 % par an entre 2012 et 2020	445		2020	rapport économique	quantité	ok					

Annexe

Annexe

N°	Part DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de réalisation	Idée des sources de vérification	qualité/ quantité	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
128	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Transports	Construire 50 kilomètres voies bombes Avant	BOAA - Yaoundé - Nguomdibé opérationnelle	171	pas d'exécution	2020	sites des travaux	quantité						
129	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	TIC	Porter la télé densité fixe à 45%	densité télé fixe > 45 % effective	172	Pas de données actualisées	2020	Rapport économique	quantité						
130	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	TIC	Porter la télé densité mobile à 85%	densité télé mobile > 85% effective	172	Pas de données actualisées		Rapport économique	quantité						
131	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	TIC	Doter 40000 villages des moyens modernes de télécommunication	40 000 villages connectés en TIC modernes	172	Petites avancées	2020	MINPOSTEL	quantité	Poursuite des travaux d'extension de la fibre optique					
132	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	TIC	Faire passer le débit de transfert des données à 2Mbits/s	toutes les villes ayant un centre numérique disposent d'un accès à 2 Mbits (au moins)	172	pas d'exécution	2020	MINPOSTEL/ CT	quantité						
133	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	TIC	Multiplier par 50 le nombre d'emplois directs et indirects	Emplois directs et indirects est multiplié par 50	172	Pas de données actualisées	2020	MINPOSTEL/ CT	quantité						
134	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	TIC	Densifier le réseau et améliorer la couverture nationale postale	les emplois créés sont des emplois réguliers et officiels	175	pas d'exécution		MINPOSTEL/ CT	qualité						
135	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	TIC	Développer le service universel postal	couverture nationale postale densifiée et améliorée	175	Petites avancées		MINPOSTEL	qualité	La restructuration se poursuit avec le développement de nouveau partenariat avec ?? France					
136	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	TIC	Accroître l'offre publique et privée service postale	développer le service universel postal	179	Petites avancées		MINPOSTEL	qualité	Redéploiement d'une équipe dotée de nouveau moyens de transmission de courrier (Hiroc)					
137	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Infrastructures de développement urbain et de l'habitat	Entretenir et réhabiliter les infrastructures urbaines	50 000 Parcelle aménagées	180	Pas de données actualisées		DGCC, ministère	qualité						
138	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Infrastructures de développement urbain et de l'habitat	Développer les infrastructures urbaines	1500km de voiries construites et bitumée	180	Petites avancées		MINDUH	quantité	Ns bitumeint voirie de Dib, Yoté, Bafoussam, Bamenda et Ebolowa.					
139	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Infrastructures de développement urbain et de l'habitat	Développer les infrastructures urbaines	17000 logements sociaux construits	180	Petites avancées		MINDUH/MINAS	quantité	quelques projets sont encours d'exécution dans ce sens. Un protocole d'accord a été signé le 16 avril 2008, entre la République du Cameroun et la Société Nationale de Coopération Internationale Economique et Technique de Beijing, pour un projet de construction de 1000 logements sociaux à Yaoundé, Douala, Limbe, Bamenda, Bafoussam, Ebolowa et Mangelima. Le financement de ce projet est sur le point d'être bouclé	Groupe de Travail Croissance	CRAZED	Jean BIBALLA BIBALLA	237 76 55 08 jeanbiballa2001@yahoo.fr	Recherche internet
140	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Infrastructures de développement urbain et de l'habitat	Protéger les groupes sociaux vulnérables	Des lois pour protéger des groupes vulnérables appliquées	180	Petites avancées		Loi de Finances	qualité	Loi 2010/002 du 13 avril 2010 portant protection et promotion des personnes handicapées. Décret d'application attendu.					
141	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Infrastructures de développement urbain et de l'habitat	Maîtriser l'occupation des parcelles aménagées	POS et SDAU élaborés et mis en œuvre	181	pas d'exécution				Seule la ville dispose d'un POS et SDAU à l'horizon 2020. Les villes de Dla, Yaté, Bafoussam etc. subissent une occupation anarchique.	Groupe Travail Croissance				
142	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Infrastructures de développement urbain et de l'habitat	Améliorer les capacités institutionnelles du secteur urbain	Industries, secteur, gouvernance et ressources humaines renforcées	181	Petites avancées									
143	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Eau et assainissement	Augmenter l'accès à l'eau potable et infrastructures d'assainissement de base en milieu rural et urbain	Accès à l'eau potable porté à 75% (730000 branchements en milieu urbain, 40000 points d'eau en milieu rural et 1.290.000 latrines et 5000 points d'eau réhabilités)	184	Petites avancées	2020	MINEE/CDE	quantité	Données épanses à travers PNDP, MINEE, CNEI, internationales	Groupe Travail Croissance	Groupe de travail			
144	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Eau et assainissement	Réhabiliter les infrastructures sectorales	Anciennes infrastructures réhabilitées	183	Petites avancées		MINEE/CDE	qualité	Quelques infrastructures existantes réhabilitées dans certaines régions du pays.					
145	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Eau et assainissement	Promouvoir le partenariat Public-Privé	Responsabilité partagée entre le public et le privé.	p17	complètement atteint		MINEE/CDE	qualité	CAMWATER et CDE sont à pied d'œuvre dans l'application des différents cahiers de charge.					
146	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Gestion domaniale	Élaborer un plan de gestion du patrimoine foncier national	Le plan de gestion du patrimoine opérationnel	189	pas d'exécution		MINDAF	qualité						
147	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Gestion domaniale	Réaliser un plan cadastral National assorti des plans cadastraux des communes du Cameroun	Un plan cadastral national et des plans cadastraux communaux réalisés.	189	Pas de données actualisées		MINDAF	quantité	Cependant une grande considération est accordée dans le cadre des accompagnements du PNDP					
148	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Gestion domaniale	Faciliter l'accessibilité à la propriété foncière	Les délais de procédures d'accès à la propriété foncière simplifiés et réduits	190	pas d'exécution		MINDAF	qualité	Beaucoup de contraintes financières non officielles mais réelles ont rendu le processus d'obtention du titre foncier.					
149	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Gestion domaniale	Élaborer la stratégie nationale de gestion du patrimoine immobilier	Stratégie nationale élaborée	188	pas d'exécution									
150	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Gestion domaniale	Élaborer un réseau géodésique de référence unique	Réseau géodésique de référence unique disponible	p 143	Petites avancées				1 Carte encours dans le Nord					
151	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Secteur rural	Promouvoir l'accès aux innovations technologiques	Résultats de la Recherche vulgarisés	195	Petites avancées		Rapport économique	qualité	Le Ministère de la Recherche et Innovations technologiques organise JERIRI					
152	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Secteur rural	Développer la compétitivité des filières de production	filières de production valorisées	195	Pas de données actualisées		Rapport économique	qualité	Amorce timide dans le secteur agro pastorale					
153	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minières	Société Nationale Minière et Fonds de développement mis en place	212	Petites avancées		MINEE	qualité	Le CAPAM est opérationnel dans la région de l'Est.					
154	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minières	54 millions de Tonnes de Cobalt nickel et manganèse prêts de Lomié exploités jusqu'à 2020	211	Petites avancées		MINEE	qualité	Base vie mise en place et produit testé et exploitation achevée					

N°	Part DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de réalisation	Idée des sources de vérification	qualité/ quantité	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
155	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales	2,5 milliards de fer Mbalam exploités d'ici 2020	211	Petites avancées		MINEE	qualité						
156	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales	200 millions de tonnes de Pb Kribi exploité d'ici 2020	211	Petites avancées		MINEE	qualité						
157	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Artisanat et économie sociale	Rendre le secteur plus attractif	Un environnement institutionnel et juridique favorable à l'entrepreneuriat collectif au Cam est créé	210	Petites avancées		MINMIDT/ANIF, projets, points entreprises	qualité	Amélioration du classement du Cameroun de 5 places dans le Doing Business	DC	BTE	Sebastien Jeanne		Exploitation du Doing Business
158	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Eau et assainissement	Construire les infrastructures d'assainissement	Le taux d'accès aux infrastructures d'assainissement passe de 15% en 2009 à 60% en 2020	187	Pas de données actualisées		MINEE/MINDUH/CU	quantité		Commission Macro	CSPRE	Olivier MBOUNDA		Rapport économique 2011
159	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Eau et assainissement	Offrir l'eau potable à 75% de la population du milieu urbain	Le taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain passe de 29% en 2008 à 75% en 2020	184	Petites avancées		MINEE/MINDUH/CU	quantité		MINEE/MINDHT Nord	CADPEN/UNDACD	MADHOU, YIDEMI, HAMADOU	99 81 19 08/77 39 31 44/74 74 33 23	Entretien/interview
160	Stratégie de croissance	Développement des infrastructures	Eau et assainissement	Offrir l'eau potable aux populations du milieu rural	Taux d'accès à l'eau potable en milieu Rural	p.140	Petites avancées		MINEE/CAMWATER	quantité	40% de construction de forage A maintenir fonctionnel	MINEE/Nord	UNDACD	HAMADOU	74 74 23 23	Entretien
161	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Secteur rural	Désenclaver les zones de production	Pistes rurales mises et entretenues	196	pas d'évolution									
162	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Secteur rural	Promouvoir l'agriculture intensive	Grandes exploitations agricoles de plus de 500 ha créées	p.143	pas d'évolution		MINADER	quantité	aucune pour le moment	Différent	ASAD	Djaopou Djomo Serge Laurent	94854300 laurentdjaopou@yahoo.fr	entretien avec le CHAGRI
163	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Secteur rural	Promouvoir l'agriculture intensive	Pools régionaux de locations d'engins agricoles installés Volume de parc disponible	p.143	Petites avancées		Mutgeria/MINTOP	quantité	Quelques sites ont connaissent des installations dans le cadre de SUD/Renforcement d'un seul tracteur par Pajer U (CGT) et Prospection par agropole (poli, karewa,djambouros, beka chetrce dans le Nord	INTRA/PNDP	ASAD	Djaopou Djomo Serge Laurent	94854300 laurentdjaopou@yahoo.fr	observation
164	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Secteur rural	Promouvoir l'agriculture intensive	Accès aux intrants agricoles facilité	p.143	Petites avancées		MINADER	quantité	Actions publiques et secteurs privés	Journal des projets Administration Centrale	BTE	Alain Mebouga		
165	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Secteur rural	Promouvoir l'agriculture intensive	Semences améliorées disponibles en quantités suffisantes	p.145	Petites avancées		MINADER	quantité	Actions publiques et secteurs privés	Journal des projets Administration Centrale	BTE	Alain Mebouga		
166	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Secteur rural	Développer les productions animales et halieutiques	Production de l'élevage à cycle court ciblée à la demande nationale et sous régionale	p.144	avancement moyen		MINADER	quantité	Mise en place de l'inter profession IPAVIC et renforcement des capacités par l'Etat.					
167	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Secteur rural	Développer les productions animales et halieutiques	Production porcine en adéquation à la demande	p.144	Pas de données actualisées		MINADER	quantité	Existence d'un programme d'appui au MINEPIA					
168	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Secteur rural	Développer les productions animales et halieutiques	production halieutique en adéquation à la demande	p.144	Petites avancées		MINADER	quantité	Projet mis d'appui des pêcheurs au MINEPIA					
169	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Secteur rural	Développer les productions animales et halieutiques	Production bovine en adéquation avec la demande	p.144	avancement moyen		MINADER	quantité	LANAVET renforcée. Programme de lutte contre Nématodes et les glossines, etc.					
170	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Secteur rural	Promouvoir l'aménagement, la régénération naturelle et le reboisement	quantité de semences forestières distribuées	p.144	Petites avancées		MINEP	quantité	PEPE et JANAFOR opérationnels					
171	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Secteur rural	Promouvoir l'aménagement, la régénération naturelle et le reboisement	Superficies aménagées et plantées	p.144	Petites avancées		MINEP	quantité	Développement des pépinières et RNA au sein des UFA	PM	ASAD	Djaopou Djomo Serge Laurent	94854300 laurentdjaopou@yahoo.fr	entretien
172	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Secteur rural	Promouvoir l'aménagement, la régénération naturelle et le reboisement	Ressources forestières fauniques et végétales	p.144	Petites avancées		MINADER	qualité	Le renforcement du jardin Botanique de Limbe et la création de plusieurs parcs adjacents dans plusieurs régions.	Intl	ASAD	Djaopou Djomo Serge Laurent	94854300 laurentdjaopou@yahoo.fr	observation
173	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales	Valeur de la production minière hors pétrole	p.144	Pas de données actualisées		MINEE/ITIE	quantité						
174	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales	Gisements d'or exploités et transformés	210	Petites avancées									
175	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales	Plus d'un Milliard de tonnes de Bauxite à 43% à Ngaoundal, Minim et Martap exploités	211	Petites avancées				Etudes achevées					
176	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales	200 millions de tonnes de Rutile à 0,9% à Akonolinga exploités	211	Petites avancées				Etudes achevées					
177	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Mines	Promouvoir la recherche, l'exploitation et la transformation des ressources minérales	Gisements de Diamant à plus de 700 millions de Carats exploités à Mobilong et autres sites.	211	Petites avancées				Convention signée avec le partenaire. Exploration achevée, chantier rapide.					

Annexe

Annexe

N°	Part DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de réalisation	Idée des sources de vérification	qualité/ quantité	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
178	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Mines	Promouvoir la recherche et l'exploitation des minerais hors pétrole	Production minière hors pétrole nationale	211	pas d'évolution									
179	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Mines	Promouvoir la transformation des minerais	Part des minerais transformés	p. 144			MINDI/TIC	quantité						
180	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Mines	Mettre sur pied une société nationale minière	Société Nationale minière opérationnelle	p. 144	Pas de données actualisées		MINEM/TIC	quantité						
181	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Artisanat et économie sociale	Créer et équiper les villages artisanaux	Nombre de villages artisanaux créés et équipés	p. 144	Petites avancées		DGMINFI	quantité	Des villages sont en construction dans 5 régions					
182	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Artisanat et économie sociale	Créer un guichet unique de création des PME	Guichet unique de création des PME opérationnel	p. 144	complètement atteint		MINCI/ Rapport économique	qualité	Cependant des opérations font toujours face à certaines contraintes sur le terrain	MINFI/Cameroon Business Forum				
183	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Industries et services	Promouvoir la transformation annuelle de l'Aluminium	Volume de production annuelle d'aluminium passe de 110 000T à 750.000T en 2020	p. 144	Petites avancées		MINMIDT	quantité	Etudes d'impacts Environnementales de juillet 2010					
184	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Industries et services	Renforcer les capacités de transformation du Bois	production de la pâte à papier effective	p. 144	Petites avancées		MINFOR/DIE	quantité	LTEx CELLUCAM en cours de réhabilitation					
185	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Industries et services	Renforcer les capacités de production du caoutchouc	production des dérivés du caoutchouc effective	p. 144	Pas de données actualisées		MINREI/ Rapport économique	quantité						
186	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Industries et services	Développer le Tourisme	Nombre de touristes internationaux par an	p. 144	Petites avancées		MINTOUR/GT	quantité	25000 hotels/Carte hôtelière encore très insuffisante. La carte touristique est en cours de finalisation.		STC	Bokiga Simon Pierre		
187	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Industries et services	Développer les normes et la qualité	Nombre de produits homologués et certifiés de qualité	p. 144	Petites avancées		ARMP	quantité	ANCR opérationnelle					
188	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Industries et services	Développer les normes et la qualité	Les normes et qualités de produits de référence sont mises par la population	225	pas d'évolution	ca	ARMP, CBCC	qualité	Nécessité d'intensifier campagnes d'information et sensibilisation des consommateurs					
189	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Industries et services	Promouvoir le commerce camerounais à l'extérieur	Valeur des commandes obtenues	p. 145	Pas de données actualisées		MINCOMMERCE	quantité	Il manque des institutions spécialisées pour le commerce extérieur (Agence de Promotion des Exportations, etc.)					
190	Stratégie de croissance	Modernisation de l'appareil de production	Industries et services	Créer des Centres des beaux arts et conservatoires	Centres des beaux arts et conservatoires créés et opérationnels	p. 145	pas d'évolution		MINCULTURE	qualité	Seul le Centre des Beaux Arts de Foumban est fonctionnel à ce jour.					
191	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Augmenter la viabilité des Districts de santé	Districts de santé viables 80%	p. 145	Pas de données actualisées	2020	MINSANTE	quantité						
192	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Former et mettre à disposition le personnel médical	1 médecin pour 2000 hab	p. 145	Petites avancées	2020	MINSANTE	quantité						
193	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Contrôler la qualité des services hospitaliers	Indice de satisfaction à 95%	p. 145	Petites avancées	2020	CBCC, population	quantité		Centre-Nord		Rev. METEOR		
194	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Contrôler la qualité des services hospitaliers	L'Outil de mesure de la qualité du service hospitalier fonctionnel	p. 145	Petites avancées	ca	CBCC, MINSANTE	qual						
195	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Mettre à disposition des médicaments à coûts abordables	70% de médicaments bénéficient de réduction sensible des coûts d'acquisition	p. 145	avancement moyen	2020	MINSANTE/GT	quantité	Disponibilité des génériques dans les formations sanitaires					
196	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Mettre sur pied un service mobile dans les districts de Santé	Districts de Santé dotés d'un service mobile effectif	p. 145	pas d'évolution		MINSANTE/GT	quantité	Le SAMU est restreint à NDY					
197	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Améliorer l'offre de soins	Taux de charge morbide réduit d'un tiers chez les pauvres et les populations les plus marginalisées	236	pas d'évolution		MINSANTE/GT	quantité						
198	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Améliorer l'offre de soins	Taux de mortalité réduite de 2/3 chez les enfants de moins de 5 ans	236	Petites avancées		MINSANTE/GT	quantité						
199	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Améliorer l'offre de soins	Taux de mortalité maternelle réduite de 3/4	236	Petites avancées		MINSANTE/GT	quantité						
200	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Lutter Contre le VIH	Taux de prévalence du VIH/SIDA réduit de 50%	p. 18	avancement moyen		MINSANTE/GT	quantité						
201	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Lutter contre le Paludisme (2015)	Taux de décès associé au paludisme ramené à moins de 10%	p. 10	Petites avancées		MINSANTE/GT	quantité						
202	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Réduire la mortalité maternelle, néonatale et infantile	Accès aux soins obstétricaux et néonataux de qualité accru	239	avancement moyen		MINSANTE/GT	quantité						
203	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Réduire la mortalité maternelle, néonatale et infantile	80% de mères communautaires appliquent le paquet de prise en charge communautaire du paludisme dans 6/10 des aires de santé de chaque district	242	pas d'évolution		MINSANTE/GT	quantité						
204	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Lutter Contre le VIH/SIDA et IST	Tous les districts de santé disposent régulièrement d'ARV	p. 144	Petites avancées		MINSANTE/GT	quantité						

N°	Part DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de réalisation	Idée des sources de vérification	qualité/ quantité	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
199	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Lutter Contre le VIH/S Eff. et IST	PVVIH prises en charge effectivement et prévalence réduite	241	Petites avancées		MINSANTE/CNT	quantité						
200	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Lutter Contre le VIH/S Eff. et IST	Les ARV disponibles pour toute la population	240, 241	avancement moyen		MINSANTE, CSC	qualité	En dehors de quelques ruptures/Disponible par moment	Extrême Nord/EST/Nord	ASADIC/ADPEM /UNOA/DDICEL DIEPACOU	Rev HETEOK/Djaposal Bindfoss/Widam/Sa medou/Bakoa/Ada ma	99 31 18 06/ 74 74 25 29 77 30 31 44	observation et entretien
201	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Lutter Contre le VIH/S Eff. et IST	Accès au traitement des enfants infectés au VIH assuré	241	Petites avancées		MINSANTE, CSC	qualité	accès non assuré	Est	ASAD	Djaopou Demo Serge Laurent	94604393 laurentdjaopou@yahoo.fr	observation et entretien
208	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Lutter contre le Paludisme (2015)	88% diminution du nombre de fièvre observé sous une moustiquaire imprégnée longue durée	242	Petites avancées	2015	MINSANTE, CSC	quantité						
209	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Améliorer l'offre de soins	18% de la population générale couverte par le système de partage de risque maladie	247	pas d'évolution		MINSANTE, CSC	quantité						
210	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Améliorer l'offre de soins	Carte sanitaire est révisée, dépendance des structures de santé publique réduite et fonctionnement efficaces du réseau assuré	245	Petites avancées		MINSANTE, CSC	quantité						
211	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Améliorer l'offre de soins	Loi sur la couverture de la population en matière de mutualisation du risque maladie promulguée et appliquée	247	pas d'évolution		MINSANTE, CSC	quantité						
212	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Améliorer l'offre de soins	Normes et standards de prise en charge du paludisme appliquées dans 60% des formations sanitaires	248, 308	Pas de données actualisées		MINSANTE	quantité						
213	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Améliorer l'offre de soins	Mutuelles de santé promues	247	Petites avancées		MINSANTE	qualité	Quelques études ont été initiées dans ce sens/assurance mutuelle sociale de santé dans la région de l'Est	Est	ASAD	Djaopou Demo Serge Laurent	94604393 laurentdjaopou@yahoo.fr	observation
214	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Améliorer la solvabilité de la demande en santé	Dispositif d'évaluation et d'accompagnement de l'investissement privé mis en place et opérationnel	247	pas d'évolution		Loi de finances	qualité						
215	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Réhabiliter les districts de santé	Pôles d'appui et d'orientation opérant pour les hôpitaux structures de santé de niveaux intermédiaires	248	Petites avancées		MINSANTE	quantité		Extrême Nord/EST	ASAD	Rev HETEOK/Djaopou		
216	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Réhabiliter les districts de santé	Districts de santé réhabilités à 80%	308	Petites avancées		MINSANTE	quantité		Extrême-Nord		Rev. HETEOK		
217	Stratégie de croissance	Développement humain	Santé	Mettre en place une approche sectorielle (SWAp)	qualité des soins fournis aux femmes en santé et post natal améliorée	249	Petites avancées		CSC femmes	qualité	En amélioration	Extrême Nord/EST/Nord	ASAD	Rev HETEOK/Djaopou		
218	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Universaliser le cycle primaire	Universalisation atteinte	313	Petites avancées	2015	MINEDUB	quantité	La qualité de l'enseignement primaire s'améliore	Commission Macro/Est/Nord	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 91 33	Visite des établissements scolaires et entretiens avec les responsables
219	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire	60 élèves mis par salle de classe	254	pas d'évolution	2020	MINEDUB	quantité	Pas de changement visible, les salles de classes sont toujours surpeuplé la moyenne est à 90 élèves	Commission Macro/EST	CIPRE/ASAD	Olivier/Djaopou		Visite des établissements scolaires et entretiens avec les responsables
220	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire	3 élèves par Ordinateur	p. 146	Petites avancées			quantité						
221	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Adapter l'enseignement technique et professionnel au marché du travail	80% d'ouvriers Camerounais dans les grands chantiers	p. 146	Petites avancées			quantité		Est/Nord	ASADIC/ADPEM /UNOA/DDICEL DIEPACOU	Djaopou Demo Serge Laurent	94604393 laurentdjaopou@yahoo.fr	entretien avec le PNE
222	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Améliorer les conditions de travail	80.000 places pour les Travaux Dirigés et les Travaux Pratiques	p. 146	Pas de données actualisées	2020		quantité						
223	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Promouvoir l'excellence académique	150 Docteurs universitaires formés annuellement	p. 146	Pas de données actualisées	2020	MINSANTE	quantité						
224	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Promouvoir l'excellence académique	300 Ingénieurs formés annuellement	p. 146	Pas de données actualisées		MINDDSEDT	quantité						
225	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Diminuer le taux de redoublement et abandon vers l'universalisation au premier cycle	40 élèves par enseignant	254	pas d'évolution		MINEDUB	quantité						
226	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Animer le second cycle à l'enseignement supérieur et ajuster les effectifs.	Contenu cohérent des programmes dispersés	255	Pas de données actualisées		MINEDUB	qualité						
227	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Adapter les formations offertes aux besoins réels du marché	Systèmes d'orientation, d'apprentissage et d'insertion intégrés	256	Petites avancées		MINESEC	qualité						
228	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Rationaliser la gestion du système de formation professionnelle	système de suivi-évaluation intégré des performances (élèves/jour et fonctionnaire)	257	pas d'évolution		MINESEC	qualité						
229	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Augmenter la proportion des utilisés du sous-système déjà régulé	25% d'augmentation	259	pas d'évolution	202	MINESUP	quantité						
230	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Affiner la professionnalisation des Enseignements	Infrastructures, le personnel, l'application des programmes intégrés et flexibles accrus	260	Petites avancées		MINEFOP	qualité	Contractualisation des enseignants vacataires	Commission Macro	CIPRE	Olivier NKOUNGA		Visite des établissements scolaires et entretiens avec les responsables

Annexe

Annexe

N°	Part DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de réalisation	Idée des sources de vérification	qualité/ quantité	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
231	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	renforcer la qualité de la formation dans les filières prioritaires	Cursus Francophone et anglophone harmonisé, qualité de service améliorée, financement privé de l'éducation facultatif	261	pas d'évolution		MINESUP	Qualité		Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA		Visite des établissements scolaires et entretiens avec les responsables d'établissements/parents d'élèves
232	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Garantir les meilleures conditions de réussites et de sécurité des enfants	Sous-cycles d'Observation et d'Orientation opérationnels	264	pas d'évolution	2020	MINEDEC	Qualité		Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA		Visite des établissements scolaires et entretiens avec les responsables d'établissements/parents d'élèves
233	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Prendre des mesures pour accroître et stimuler l'offre de la demande d'éducation des filles et de tous les enfants à bas âge	Filières scientifiques, laboratoires, équipement informatique prioritaire	265	pas d'évolution		Zone sous scolarisée	Quantité		Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA		Visite des établissements scolaires et entretiens avec les responsables d'établissements/parents d'élèves
234	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Mettre en œuvre de la SSE	Etablissements d'enseignements techniques restructurés	267	pas d'évolution		Loi finances	Quantité		Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA		Visite des établissements scolaires et entretiens avec les responsables d'établissements/parents d'élèves
235	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Mettre en œuvre de la SSE	166 sections Artisanales Rurales et Sections Ménagères (SAR/SM) restructurées	267	Petites avancées		Visite site scolaires	Quantité	10% dans le Nord	MINEFAT	DAD/PGN/UNDAD/CELDIEP ACDU	BINDKOD, IN SIM, HAMADOU	99 69 18 98/77 96 31 44/74 74 29 29	Entretien/Interview
236	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Mettre en œuvre de la SSE	Centres de Formations mixtes	267	Petites avancées		Visite site scolaires	Quantité	Présence de nouveaux centres de formations spécialisés aux métiers	Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA		Visite des établissements scolaires et entretiens avec les responsables d'établissements/parents d'élèves
237	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Mettre en œuvre de la SSE	Partenariat Secteur public-Secteur privé consolidé	267	pas d'évolution		MINEPROF	Qualité		Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA		Visite des établissements scolaires et entretiens avec les responsables d'établissements/parents d'élèves
238	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Mettre en œuvre de la SSE	Zones franches universitaires installées	267	pas d'évolution		MINESUP/MINPROF	Qualité		Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA		Visite des établissements scolaires et entretiens avec les responsables d'établissements/parents d'élèves
239	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Mettre en œuvre de la SSE	Excellence académique consolidée	267	Petites avancées		MINESUP	Qualité	Prime de l'excellence académique octroyée depuis 2000	Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA		Visite des établissements scolaires et entretiens avec les responsables d'établissements/parents d'élèves
240	Stratégie de croissance	Développement humain	Education et formation professionnelle	Mettre en œuvre de la SSE	Les internats créés dans les grands ensembles scolaires	267	pas d'évolution		Visite site scolaires	Qualité		Commission Macro	DPRE	Olivier NKOUNGA		Visite des établissements scolaires et entretiens avec les responsables d'établissements/parents d'élèves
241	Stratégie de croissance	Développement humain	Genre	Faciliter l'installation des femmes et des jeunes dans des filières ciblées	Nombre de femmes et de jeunes installés	p. 148	pas d'évolution			Qualité		DC Régionales + DC Nationale	SYDEV, CSTC, SWEDSON, CRADIF, Inter Action	Momendong Symphorien, Boula Abdon Ferdinand, Nomep Peter, Ndongo Mbida Freddy, Mebengara	Momendong : 77 49 11 74, sydeson@yahoo.fr; Boula : 99 62 79 83, boulaabdon@yahoo.fr; Nomep : 77586331, swedson@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
242	Stratégie de croissance	Développement humain	Genre	Veiller à l'équité pour l'accès à la formation et à l'emploi	Nombre de démonstrations enregistré, nombre de jeunes en général et de jeunes filles en particulier qui ont accès à la formation et à l'emploi	269	Pas de données actualisées		MINESUP/MINPROF	Quantité		DC Régionales + DC Nationale	SYDEV, CSTC, SWEDSON, CRADIF, Inter Action	Momendong Symphorien, Boula Abdon Ferdinand, Nomep Peter, Ndongo Mbida Freddy, Mebengara	Momendong : 77 49 11 74, sydeson@yahoo.fr; Boula : 99 62 79 83, boulaabdon@yahoo.fr; Nomep : 77586331, swedson@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
243	Stratégie de croissance	Développement humain	Genre	Veiller à l'équité pour l'accès à la formation et à l'emploi	Les OSC du cliché de l'homme affirment qu'il n'existent pas d'obstacles d'avoir accès pour les jeunes/femmes	271	Pas de données actualisées	ca	OSC doit de l'homme	Qualité		DC Régionales + DC Nationale	SYDEV, CSTC, SWEDSON, CRADIF, Inter Action	Momendong Symphorien, Boula Abdon Ferdinand, Nomep Peter, Ndongo Mbida Freddy, Mebengara	Momendong : 77 49 11 74, sydeson@yahoo.fr; Boula : 99 62 79 83, boulaabdon@yahoo.fr; Nomep : 77586331, swedson@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
244	Stratégie de croissance	Développement humain	Genre	Intensifier l'initiation et la formation des femmes aux techniques culturales capables de réduire la pénibilité de leurs tâches	Nombre de Centres de développement de compétences des ressources humaines créés	273	Petites avancées		MINADER/MINPROF	Quantité		DC Régionales + DC Nationale	SYDEV, CSTC, SWEDSON, CRADIF, Inter Action	Momendong Symphorien, Boula Abdon Ferdinand, Nomep Peter, Ndongo Mbida Freddy, Mebengara	Momendong : 77 49 11 74, sydeson@yahoo.fr; Boula : 99 62 79 83, boulaabdon@yahoo.fr; Nomep : 77586331, swedson@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
245	Stratégie de croissance	Développement humain	Genre	Elaborer une politique d'assainissement du milieu sportif prenant en compte le genre	Existence d'une politique d'assainissement du milieu sportif intégrant le genre	268	Petites avancées		MINSEP	Qualité		DC Régionales + DC Nationale	SYDEV, CSTC, SWEDSON, CRADIF, Inter Action	Momendong Symphorien, Boula Abdon Ferdinand, Nomep Peter, Ndongo Mbida	Momendong : 77 49 11 74, sydeson@yahoo.fr; Boula : 99 62 79 83, boulaabdon@yahoo.fr; Nomep : 77586331, swedson@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
246	Stratégie de croissance	Développement humain	Genre	Elaborer une politique de financement du milieu sportif intégrant le genre	Existence d'une politique de financement du milieu sportif intégrant le genre	268	pas d'évolution		MINSEP, FECAFOOT et autres	Qualité		DC Régionales + DC Nationale	SYDEV, CSTC, SWEDSON, CRADIF, Inter Action	Momendong Symphorien, Boula Abdon Ferdinand, Nomep Peter, Ndongo Mbida	Momendong : 77 49 11 74, sydeson@yahoo.fr; Boula : 99 62 79 83, boulaabdon@yahoo.fr; Nomep : 77586331, swedson@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
247	Stratégie de croissance	Développement humain	Genre	Elaborer une politique de développement des infrastructures sportives intégrant le genre	existence d'une politique de développement des infrastructures sportives intégrant le genre	268	Petites avancées		MINSEP/MINTP	Quantité	Le Palais des sports est un projet initié avant la réalisation du DSCE					
248	Stratégie de croissance	Développement humain	Protection sociale	Promouvoir la sécurité sociale	Nombre de personnes couvertes par la sécurité sociale	p. 148	pas d'évolution		MINAS/MINFOP	Quantité		DC Régionales + DC Nationale	SYDEV, CSTC, SWEDSON, CRADIF, Inter Action	Momendong Symphorien, Boula Abdon Ferdinand, Nomep Peter, Ndongo Mbida	Momendong : 77 49 11 74, sydeson@yahoo.fr; Boula : 99 62 79 83, boulaabdon@yahoo.fr; Nomep : 77586331, swedson@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
249	Stratégie de croissance	Développement humain	Protection sociale	Promouvoir les mutuelles de sécurité sociale	Nombre de mutuelles de sécurité sociale créées Agréées	p. 148	Petites avancées		MINAS/MINFOP	Quantité		DC Régionales + DC Nationale	SYDEV, CSTC, SWEDSON, CRADIF, Inter Action	Momendong Symphorien, Boula Abdon Ferdinand, Nomep Peter, Ndongo Mbida	Momendong : 77 49 11 74, sydeson@yahoo.fr; Boula : 99 62 79 83, boulaabdon@yahoo.fr; Nomep : 77586331, swedson@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
250	Stratégie de croissance	Développement humain	Protection sociale	Faire adopter, vulgariser et appliquer les 2 lois (Régime de la Sécurité Sociale et Cadre Général de la couverture du risque maladie)	Les 2 lois sont publiquées	271	pas d'évolution		Loi de finances	Qualité		DC Régionales + DC Nationale	SYDEV, CSTC, SWEDSON, CRADIF, Inter Action	Momendong Symphorien, Boula Abdon Ferdinand, Nomep Peter, Ndongo Mbida Freddy, Mebengara Egnès	Momendong : 77 49 11 74, sydeson@yahoo.fr; Boula : 99 62 79 83, boulaabdon@yahoo.fr; Nomep : 77586331, swedson@yahoo.com; Ndongo Mbida : 75 31 15	Entretien avec les OSC
251	Stratégie de croissance	Développement humain	Solidarité nationale	Aménager les passages spéciaux pour accès des personnes handicapées dans les édifices et les lieux et services publics	Existence des passages spécialisés dans les édifices publics	272	Petites avancées		MINAS, DSC	Qualité	Les nouveaux édifices publics prennent en compte cette dimension					
252	Stratégie de croissance	Développement humain	Solidarité nationale	Mettre sur pied un mécanisme de financement des initiatives de solidarité	Mécanisme créé et opérationnel	p. 148	pas d'évolution		MINAS, DSC	Qualité		DC Régionales + DC Nationale	SYDEV, CSTC, SWEDSON, CRADIF, Inter Action	Momendong Symphorien, Boula Abdon Ferdinand, Nomep Peter,	Momendong : 77 49 11 74, sydeson@yahoo.fr; Boula : 99 62 79 83, boulaabdon@yahoo.fr;	Entretien avec les OSC

N°	Part DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de réalisation	Idée des sources de vérification	qualitatif/ quantitatif	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
253	Stratégie de croissance	Développement humain	Solidarité nationale	Appui aux structures encadrant les personnes âgées	Existence de cette ligne budgétaire dans la LF	273	Petites avancées		MINAS/Loi de finances	qualitatif	Pas de ligne spécifique dans la liste des actions menées par le MINAS					
254	Stratégie de croissance	Développement humain	Solidarité nationale	Appui aux structures encadrant les personnes âgées	Le taux de consommation est >95%	273	Pas de données actualisées	oui	MINAS/Loi de finances	quantitatif		DC Régionales + DC Nationale	SRDEV, CSTQ, SNECSON, CRADIF, Inter	Momendeng Symphorien, Baula Abba Ferdinand, Isomoy Peter,	Momendeng: 77 40 11 74, sylercm@yahoo.fr; Baula: 99 80 70 85,	Entretien avec les DRC
255	Stratégie de croissance	Développement humain	Solidarité nationale	Faciliter l'accès aux terres pour les activités agricoles, élevage et pêche via PIT	Existence d'un dispositif approprié et opérationnel	274	Pas de données actualisées		MINADER/MINDAF	qualitatif		DC Régionales + DC Nationale	SRDEV, CSTQ, SNECSON, CRADIF, Inter	Momendeng Symphorien, Baula Abba Ferdinand, Isomoy Peter,	Momendeng: 77 40 11 74, sylercm@yahoo.fr; Baula: 99 80 70 85,	Entretien avec les DRC
256	Stratégie de croissance	Intégration régionale et diversification des échanges	Intégration régionale	Etendre/Créer des marchés frontaliers	Nombre de marché créés et fonctionnels	277	Petites avancées		MINCOMMERCE	quantitatif	Pas de nouveaux marchés créés					
257	Stratégie de croissance	Intégration régionale et diversification des échanges	Intégration régionale	Faciliter la circulation des personnes et des biens dans la sous-région	Libre circulation effective dans la CEMAC	278	Petites avancées		MINREX	qualitatif		DC Régionales + DC Nationale	SRDEV, CSTQ, SNECSON, CRADIF, Inter	Momendeng Symphorien, Baula Abba Ferdinand, Isomoy Peter,	Momendeng: 77 40 11 74, sylercm@yahoo.fr; Baula: 99 80 70 85,	Entretien avec les DRC
258	Stratégie de croissance	Intégration régionale et diversification des échanges	Intégration régionale	Faciliter la circulation des personnes et des biens dans la sous-région	Volume d'importation vers la CEEAC augmenté	279	Pas de données actualisées		MINREX	quantitatif		DC Régionales + DC Nationale	SRDEV, CSTQ, SNECSON, CRADIF, Inter	Momendeng Symphorien, Baula Abba Ferdinand, Isomoy Peter,	Momendeng: 77 40 11 74, sylercm@yahoo.fr; Baula: 99 80 70 85,	Entretien avec les DRC
259	Stratégie de croissance	Intégration régionale et diversification des échanges	Intégration régionale	Faciliter la circulation des personnes et des biens vers le Nigéria	Volume des échanges avec le NIGERIA augmenté	280	Pas de données actualisées		MINREX/MINCOMMERCE	quantitatif		DC Régionales + DC Nationale	SRDEV, CSTQ, SNECSON, CRADIF, Inter Action	Momendeng Symphorien, Baula Abba Ferdinand, Isomoy Peter,	Momendeng: 77 40 11 74, sylercm@yahoo.fr; Baula: 99 80 70 85,	Entretien avec les DRC
260	Stratégie de croissance	Intégration régionale et diversification des échanges	Coopération nord-sud	Mettre en œuvre l'APE	Mise-en œuvre satisfaisante de l'APE	282	Petites avancées		UE	qualitatif		DC Régionales + DC Nationale	SRDEV, CSTQ, SNECSON, CRADIF, Inter	Momendeng Symphorien, Baula Abba Ferdinand,	Momendeng: 77 40 11 74, sylercm@yahoo.fr; Baula: 99 80 70 85,	Entretien avec les DRC
261	Stratégie de croissance	Intégration régionale et diversification des échanges	Echanges avec les pays émergents	Intensifier les relations avec les pays émergents	Nombre, qualité et quantité de produits exportés vers les pays émergents	284	Pas de données actualisées		rapport économique	quantitatif		DC Régionales + DC Nationale	SRDEV, CSTQ, SNECSON, CRADIF, Inter	Momendeng Symphorien, Baula Abba Ferdinand, Isomoy Peter,	Momendeng: 77 40 11 74, sylercm@yahoo.fr; Baula: 99 80 70 85,	Entretien avec les DRC
262	Stratégie de croissance	Financement de l'économie	Fiscalité	Mettre sur pied un identifiant unique	identifiant unique opérationnel	p.147	complètement atteint.			qualitatif	Réalisé à 90% et mise à parfaire	Commission Macro	CRADOC	Juan MBALLA MBALLA	77 26 85 48, mballajuan@yahoo.fr	Remplissage de la grille et entretien avec M. NTONGA NTONGA/DGI
263	Stratégie de croissance	Financement de l'économie	Fiscalité	Mettre sur pied la télé déclaration et télépaiement	Système de télé déclaration et télépaiement disponible et opérationnel	286	assez évolué		DGI/MINFI	quantitatif	En cours de réalisation dans les 2 Centres des Impôts des Moyennes Entreprises (CIME), tous les Centres Divisionnaires des Impôts (CDI) et les Centres Spécialisés des Impôts (CIS). Le gros du travail reste dans l'achat et installation de l'équipement.	Commission Macro	CRADOC	Juan MBALLA MBALLA	77 26 85 48, mballajuan@yahoo.fr	Remplissage de la grille et entretien avec M. NTONGA NTONGA/DGI
264	Stratégie de croissance	Financement de l'économie	Fiscalité	Améliorer le mécanisme d'information des contribuables	Existence de nouveaux mécanismes d'information des contribuables	288	complètement atteint.		DGI/MINFI	qualitatif	Le site web est opérationnel 1 numéro gratuit fonctionnel, production des dépliants et autres documents gratuits. Les opérateurs économiques n'appréciant pas encore l'effectivité de ces mesures cf. Cameroon Business du 14 mars 2011	Commission Macro	CRADOC	Juan MBALLA MBALLA	77 26 85 48, mballajuan@yahoo.fr	Remplissage de la grille et entretien avec M. NTONGA NTONGA/DGI
265	Stratégie de croissance	Financement de l'économie	Fiscalité	Mettre sur pied des CDI reconfigurés sur le modèles des CIME	Tous les CDI sont configurés comme les CIME	289	Petites avancées		DGI/MINFI	qualitatif	Tous les CIME en dehors de douala ne sont pas encore configurés.	Commission Macro	CRADOC	Juan MBALLA MBALLA	77 26 85 48, mballajuan@yahoo.fr	Remplissage de la grille et entretien avec M. NTONGA NTONGA/DGI
266	Stratégie de croissance	Financement de l'économie	Fiscalité	Eliminer les sources d'évasion fiscales et de niches fiscales	Toutes les sources d'évasion et de niches fiscales sont éliminées.	291	Pas de données actualisées		DGI/MINFI	qualitatif	Les études sont en cours à l'interne. Les Tdff de ces dernières ne sont pas encore finalisés et restent non diffusables. Des informations sont en cours de collecte auprès des pays ayant une expérience en la matière (Maroc, etc.)	Commission Macro	CRADOC	Juan MBALLA MBALLA	77 26 85 48, mballajuan@yahoo.fr	Remplissage de la grille et entretien avec M. NTONGA NTONGA/DGI
267	Stratégie de l'emploi	Accroissement de l'offre d'emplois décents	Emplois salariés	Offrir des facilités d'accès aux services de comptabilité et d'accomplissement des formalités fiscales aux PME	Centre de gestions agréés pour PME créés et est opérationnel en 2011	321	Petites avancées		DGI/MINFI	quantitatif	Les Centres de Gestion Agréés sont opérationnels depuis à Douala et Yaoundé en 2010. Soit 20%. Elargir à toutes les régions.	Commission Macro	CRADOC	Juan MBALLA MBALLA	77 26 85 48, mballajuan@yahoo.fr	Remplissage de la grille et entretien avec M. NTONGA NTONGA/DGI
268	Stratégie de l'emploi	Accroissement de l'offre d'emplois décents	Emplois salariés	Alléger les procédures de déclaration fiscales	Réduire de moitié en fin 2009 et 2012 les formalités de déclarations fiscales	321	assez évolué		DGI/MINFI	quantitatif	Le nombre de formulaire est passé de 38 à 22 à ce jour. Soit 42%. Des efforts de réduction sont toujours en cours.	Commission Macro	CRADOC	Juan MBALLA MBALLA	77 26 85 48, mballajuan@yahoo.fr	Remplissage de la grille et entretien avec M. NTONGA NTONGA/DGI
269	Stratégie de croissance	Financement de l'économie	Fiscalité	Appliquer une fiscalité incitative	Espérance de vie des entreprises prolongée	p.147	Petites avancées			quantitatif	Mesurable à partir du seul CGA opérationnel depuis 2010 et le Centre de formalité de création des entreprises dont la durée de création d'une entreprise est de 72 heures maximum.	Commission Macro	CRADOC	Juan MBALLA MBALLA	77 26 85 48, mballajuan@yahoo.fr	Remplissage de la grille et entretien avec M. NTONGA NTONGA/DGI
270	Stratégie de croissance	Financement de l'économie	Système bancaire	Promouvoir l'octroi de crédit à l'économie	Proportion de crédits à MLT dans les crédits à l'économie	p.147	Petites avancées		Banques	quantitatif		DC Régionales + DC Nationale	SRDEV, CSTQ, SNECSON, CRADIF, Inter	Momendeng Symphorien, Baula Abba Ferdinand,	Momendeng: 77 40 11 74, sylercm@yahoo.fr; Baula: 99 80 70 85,	Entretien avec les DRC
271	Stratégie de croissance	Financement de l'économie	Microfinance	Améliorer l'encadrement des Microfinances	Volume de l'épargne mobilisée	p.147	Petites avancées			quantitatif		DC Régionales + DC Nationale	SRDEV, CSTQ, SNECSON, CRADIF, Inter	Momendeng Symphorien, Baula Abba Ferdinand,	Momendeng: 77 40 11 74, sylercm@yahoo.fr; Baula: 99 80 70 85,	Entretien avec les DRC
272	Stratégie de croissance	Financement de l'économie	Microfinance	Améliorer l'encadrement des Microfinances	Volume de crédits octroyés	p.147	Pas de données actualisées			quantitatif		DC Régionales + DC Nationale	SRDEV, CSTQ, SNECSON,	Momendeng Symphorien, Baula	Momendeng: 77 40 11 74, sylercm@yahoo.fr; Baula:	Entretien avec les DRC
273	Stratégie de croissance	Financement de l'économie	Microfinance	Mettre sur pied un premier niveau de supervision et de contrôle des EMF par l'autorité monétaire nationale	Un Premier niveau de supervision et de contrôle des EMF existe et est opérationnel	297	Pas de données actualisées		DGI/MINFI/GIEAC	quantitatif		DC Régionales + DC Nationale	SRDEV, CSTQ, SNECSON, CRADIF, Inter Action	Momendeng Symphorien, Baula Abba Ferdinand, Isomoy Peter, Ndengo Mbala	Momendeng: 77 40 11 74, sylercm@yahoo.fr; Baula: 99 80 70 85, boulanbos@yahoo.fr; Isomoy: 77690079,	Entretien avec les DRC
274	Stratégie de croissance	Financement de l'économie	Epargne nationale	Promouvoir le partenariat Public/Privé	Pourcentage de la prise de participation des privés nationaux dans les projets à partenariat Public/Privé	p.148	avancement moyen			quantitatif	Emprunts obligataire		BTE	Ndongo Simon Pierre		
275	Stratégie de croissance	Financement de l'économie	Endettement	Promouvoir un endettement rentable	Taux moyen d'emprunt	p.148	Pas de données actualisées			quantitatif	Le taux effectif global (nominal + intér+ taxes +assurances)est encore trop élevé	DGTCP/MINFI	BTE	Mendouga	alainmendouga@yahoo.fr 641 78755	Entretiens et consultation documents
276	Stratégie de croissance	Financement de l'économie	Endettement	Promouvoir un endettement rentable	Volume d'emprunt extérieur mobilisé	p.148	avancement moyen			quantitatif	La sous consommation des crédits de la BEI	site banque mondiale	BTE	Mendouga	alainmendouga@yahoo.fr 641 78755	Consultation en ligne

Annexe

N°	Part DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de réalisation	Idée des sources de vérification	qualité/ quantité	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
217	Stratégie de l'emploi	Accroissement de l'offre d'emplois décents	Emplois salariés	Promouvoir l'emploi décents	Nombre de personnes recrutées dans les corps de métiers	p.144	Petites avancées			quantité	8 000 programmes et 10 000 salariés en 2010	Mémoriques	BTE	Bondoaga	calamnembaga@yahoo.fr 94478129	Consultation en ligne
218	Stratégie de l'emploi	Accroissement de l'offre d'emplois décents	Emplois salariés	Promouvoir l'emploi dans le secteur privé	Nombre d'emplois dans le secteur privé	p.145	Petites avancées			quantité	PME 27,000+Autres cabinets 14,000+Directs 27,000 faire des projections	PME et BNRH	BTE	Bondoaga	calamnembaga@yahoo.fr 94478129	Entretiens et consultation documents
219	Stratégie de l'emploi	Accroissement de l'offre d'emplois décents	Emplois salariés	Mettre obligatoire l'approche HIMO dans le BTP et l'assainissement	Nombre d'emplois HIMO dans le secteur des BTP et de l'assainissement	325	Petites avancées			quantité	Emplois créés selon documentaires CT	Cameroon Tribune	BTE	Bondoaga	calamnembaga@yahoo.fr 94478129	Consultations informations
220	Stratégie de l'emploi	Accroissement de l'offre d'emplois décents	Auto-emplois ciblés	Faciliter l'auto-emploi des jeunes dans l'agriculture, l'élevage et l'artisanat	Nombre de jeunes agriculteurs, éleveurs et artisans installés	p.145	Petites avancées		MINADER/MINEPIA/MINPMEESA/MINJEUN	quantité	Formés sur le territoire national par la PME sans compter les ruraux	PME	BTE	Bondoaga	calamnembaga@yahoo.fr 94478129	Entretiens et consultation documents
221	Stratégie de l'emploi	Accroissement de l'offre d'emplois décents	Migration du secteur informel vers le secteur formel	Faciliter la migration du secteur informel vers le secteur formel	Nombre de stands construits	p.149	pas d'exécution			quantité	Aucun niveau intermédiaire dans les grandes villes	MINATD	BTE	Bondoaga	calamnembaga@yahoo.fr 94478129	Consultations comptes administratifs principaux CTD
222	Stratégie de l'emploi	Accroissement de l'offre d'emplois décents	Mise en place d'un cadre général incitatif	Faciliter l'accès aux crédits pour les opérateurs économiques du secteur formel	Montant des lignes de crédits spécialisées mises en place par SGBat	p.149	Petites avancées			quantité	PAASI 15 Pojer-u 11 AGDP 11 Autres 10	DGTCP/MINAFI	BTE	Bondoaga	calamnembaga@yahoo.fr 94478129	Entretiens et consultation documents
223	Stratégie de l'emploi	Accroissement de l'offre d'emplois décents	Mise en place d'un cadre général incitatif	Faciliter l'accès aux crédits pour les opérateurs économiques du secteur formel	L'accès aux crédits est plus facile qu'en année précédente 2009	p.149	Petites avancées		Banques, secteur privé	qualité	Allègements des conditions d'accès au crédit par les principales banques ce qui s'est traduit par une croissance de 3% des créances sur l'économie	DGTCP/MINAFI	BTE	Bondoaga	calamnembaga@yahoo.fr 94478129	Entretiens et consultation documents
224	Stratégie de l'emploi	Accroissement de l'offre d'emplois décents	Mise en place d'un cadre général incitatif	Promouvoir l'approche HIMO	Les textes réglementant les marchés publics sont réaménagés dans ce sens	325	Petites avancées		ARMP	qualité	Séminaires tenus, mais la nouvelle loi n'est pas publiée	Cameroon Tribune	BTE			
225	Stratégie de l'emploi	Accroissement de l'offre d'emplois décents	Mise en place d'un cadre général incitatif	Promouvoir l'accès au marché aux PME et PMI	La bourse de sous-traitance est lancée officiellement et est fonctionnelle	327	pas d'exécution		MINFI	quantité	Non lancée à ce jour					
226	Stratégie de l'emploi	Accroissement de l'offre d'emplois décents	Mise en place d'un cadre général incitatif	Mettre en œuvre un ensemble de mesures incitatives	Nombre de mesures incitatives créé	334	Petites avancées		MINFI/DGI	quantité	Création de centre de facilitation des formalités des entreprises à Yaoundé. Elargir aux régions	Cameroon Tribune	BTE			
227	Stratégie de l'emploi	Accroissement de l'offre d'emplois décents	Mise en place d'un cadre général incitatif	Maintenir à moins de 10% le sous-emploi visible d'ici 2020	Pourcentage annuel de réduction du sous-emploi visible	335	Pas de données actualisées	2020	INS	quantité						
228	Stratégie de l'emploi	Accroissement de l'offre d'emplois décents	Mise en place d'un cadre général incitatif	Renouveler et renforcer le personnel de la fonction publique	Actes spéciaux destinés au renouvellement du personnel de la fonction publique	342	Petites avancées		MINFOPRA	qualité	Lancement des concours officiels d'accès à certaines écoles notamment celui de la police	Cameroon Tribune	BTE	Bondoaga		
229	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Comité interministériel de suivi du DSCE est opérationnel	CIS DSCE est créé et opérationnel	518	complètement atteint	2020	CIS DSCE	qualité	Le CIS du DSCE est opérationnel	Point Focal DC	COSADER	Christine Abéla	99 59 17 58, cmbaber@yahoo.fr	Entretien
230	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Comité interministériel de suivi du DSCE est opérationnel	CIS DSCE invite des partenaires du secteur privé et de la SC	518	complètement atteint	2010	CIS DSCE, DSC, secteur privé	qualité	Ce dispositif est mis en place à partir du CTSC/SRF donc normalement il devrait évoluer rapidement	Point Focal DC	COSADER	Christine Abéla	99 59 17 58, cmbaber@yahoo.fr	Entretien
231	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Comité interministériel de suivi du DSCE est opérationnel	CTSE est créé	519	complètement atteint	2010	CTSE	qualité	Textes disponibles	Internet	COSADER	Christine Abéla	99 59 17 58, cmbaber@yahoo.fr	Entretien avec les DSC
232	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Comité Technique de suivi évaluation du DSCE est opérationnel	CTSE a des ressources propres et suffisants	522	complètement atteint	2010	CTSE, MINFI	qualité	Il fonctionne normalement	Point Focal DC	COSADER	Christine Abéla	99 59 17 58, cmbaber@yahoo.fr	Entretien avec les DSC
233	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Comité Technique de suivi évaluation du DSCE est opérationnel	Les acteurs de la SC, le secteur privé, les CTD et des PTFs sont représentés dans le CTSE	523	assez évolué	ca	SC, CTD, PTFs, SP	qualité	Pas suffisante	SC Régionaux + SC Nationale	RACSO, Reach out, COSADER, Inter Action, CRADIF,	Christine Abéla, Nin. HETECK, Jean Innocent, Bolongo Agnès, Rosa Aussem,	99 59 17 58, cmbaber@yahoo.fr; Jean : 96 17 26 74, nsachondoby@yahoo.com; Mebongo : 99 72 04 83,	Entretien avec les DSC
234	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Comité Technique de suivi évaluation du DSCE est opérationnel	les commissions régionales sont créées et opérationnelles	525	pas d'exécution	2010	CTSE	qualité	Le processus est encore entièrement géré depuis la centrale (MINEPAT)	Point Focal DC	COSADER	Christine Abéla	99 59 17 58, cmbaber@yahoo.fr	Entretien
235	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Comité Technique de suivi évaluation du DSCE est opérationnel	Le CTSE se réunit dans les intervalles prévus	525	pas d'exécution	ca		qualité	Pas de planning de réunion, ils se réunissent en fonction des urgences	SC Régionaux + SC Nationale	RACSO, Reach out, COSADER, Inter Action,	Christine Abéla, Nin. HETECK, Jean Innocent, Bolongo Agnès,	99 59 17 58, cmbaber@yahoo.fr; Jean : 96 17 26 74,	Entretien avec les DSC
236	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Comité Technique de suivi évaluation du DSCE est opérationnel	Le CTSE produit des rapports semestriels et annuels utiles précieux pour le suivi-évaluation du DSCE	547	Petites avancées	ca	CTSE	qualité	Quelques rapports régionaux disponibles	Disponibilité d'un rapport régional chez le partenaire	RACSO, Reach out, COSADER, Inter Action, CRADIF,	Christine Abéla, Nin. HETECK, Jean Innocent, Bolongo Agnès, Rosa Aussem,	99 59 17 58, cmbaber@yahoo.fr; Jean : 96 17 26 74, nsachondoby@yahoo.com; Mebongo : 99 72 04 83,	Entretien avec les DSC
237	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Un système de suivi évaluation fiables et utile	Le système s-é est basé sur les principes de la Gestion Axée sur les Résultats	541	assez évolué	ca	CTSE PROMULGDAR	qualité	Guide élaboré Pas de formation généralisée pour l'usage de ce guide surtout sur niveaux des régions	Annonces par mail sur le GAR organisés par GTZ	RACSO, Reach out, COSADER, Inter Action,	Christine Abéla, Nin. HETECK, Jean Innocent, Bolongo Agnès,	99 59 17 58, cmbaber@yahoo.fr; Jean : 96 17 26 74, nsachondoby@yahoo.com;	Entretien avec les DSC
238	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Un système de suivi évaluation fiables et utile	suivi prend en compte comme premier axe la mise en œuvre (ressources, activités, produits ou biens et services fournis)	542	assez évolué	2010	CTSE, MINEPAT	qualité	suivi de BP	SC Régionaux + SC Nationale	RACSO, Reach out, COSADER, Inter Action, CRADIF, COMINSUD	Christine Abéla, Nin. HETECK, Jean Innocent, Bolongo Agnès, Rosa Aussem, Nderge Bibéla	99 59 17 58, cmbaber@yahoo.fr; Jean : 96 17 26 74, nsachondoby@yahoo.com; Mebongo : 99 72 04 83, inter.action@yahoo.fr;	Entretien avec les DSC
239	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Un système de suivi évaluation fiables et utile	suivi prend en compte comme deuxième axe les résultats	542	Petites avancées	ca	CTSE, MINEPAT	qualité	Pas encore de rapport de suivi axé sur les résultats disponible	SC Régionaux + SC Nationale	RACSO, Reach out, COSADER, Inter Action,	Christine Abéla, Nin. HETECK, Jean Innocent, Bolongo Agnès,	99 59 17 58, cmbaber@yahoo.fr; Jean : 96 17 26 74,	Entretien avec les DSC
300	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Un système de suivi évaluation fiables et utile	Le système statistique est renforcé et peut mettre à disposition des données fiables	544	assez évolué	ca	CTSE, INS	qualité	Grande réforme de l'INS. Présence active de l'INS dans toutes les réunions stratégiques du DSCE, décentralisation, plateforme de dialogue sur les finances publiques. Ils ont bénéficié du programme de renforcement des capacités	Point Focal DC	COSADER	Christine Abéla	99 59 17 58, cmbaber@yahoo.fr	Entretien

N°	Part DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de réalisation	Idée des sources de vérification	qualité/ quantité	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
301	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Plan de communication sur le DSCE mis en œuvre	Plan de communication mis en œuvre	540	pas d'évolution	cs	CTSE, MINEPAT, PNEDP	qualité	Aucun partage sur le plan de communication	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Actions,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès, Rose Aessoro,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74, reachoutday@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
302	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Plan de communication sur le DSCE mis en œuvre	Les sites Web du Gouvernement, MINEPAT et ANI facilitant le partage d'information sur le suivi du	540	Petites avancées	cs	site web	qualité	Le DSCE est disponible en 2 langues sur le Site du MINEPAT	Internet	DPPE	Olivier NKOUNGA	99 60 01 29	Navigation
303	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Nouveau régime financier de l'Etat mise en œuvre	CDMT et budgets programmes élaborés	530	avancement moyen	2013		qualité	Réforme préparée, le plan de communication achevé	Présentation du MINFI au forum de la société civile	DC, GOSADER, Inter Action, COMINSUD	Christine Abéla, Mebougou Agnès, Rose Aessoro	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Mebougou : 99 72 04 83,	Entretien
304	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Bonne implication de la SC	L'implication des OSC dans les programmes de lutte contre la pauvreté à la base est significative	533	avancement moyen	cs	DSCC, MINEPAT	qualité	Consultation et participation des OSC dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de certains programmes (PACA, PARPAR, PASOC, PNEDP, etc.)	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action, DRADIF,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès, Rose Aessoro,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74, reachoutday@yahoo.com; Mebougou : 99 72 04 83,	Entretien avec les OSC
305	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Bonne implication de la SC	L'implication des OSC dans le suivi participatif du DSCE est significative	533	complètement atteint	cs	DSCC, MINEPAT	qualité	Les textes organiques sont appliqués, certains membres de OC sont présents	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action, CRADIF,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74,	Entretien avec les OSC
306	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Bonne implication de la SC	L'implication des OSC dans le suivi du DSCE est significatif	533	Petites avancées	cs	DSCC, CTSE	qualité	Elles ont été invité à la validation des rapports régionaux en 2011	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74,	Entretien avec les OSC
307	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Bonne implication de la SC	Des moyens pour le renforcement des capacités des OSC sont prévus dans chaque programme dans lesquels sont appelés à intervenir	533	Petites avancées	cs	DSCC, CTSE, budgets programmes	qualité	Le PNEDP jadis était prévu un renforcement des capacités dans le cadre de l'élaboration des plans de développement communaux	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action, DRADIF, COMINSUD	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès, Rose Aessoro, Ndongo Wilfrid Freddy	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74, reachoutday@yahoo.com; Mebougou : 99 72 04 83, inter.actions@yahoo.fr ; Rén. HETECK : 97 09 11	Entretien avec les OSC
308	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Application des principes de la Déclaration de Paris	Le DSCE en soi est aligné avec les principes de la Déclaration de Paris	534	avancement moyen	cs	Aid Group, PNEDP	qualité	C'est aligné en principes, mais pas en pratique (limites possibles de mise en œuvre des principes)	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74, reachoutday@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
309	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Application des principes de la Déclaration de Paris	L'aide des PTFs est mobilisé et alloué selon les principes de la DP	534	Petites avancées	cs	Aid Group, PNEDP	qualité	C'est lent	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74, reachoutday@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
310	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Les stratégies d'assistance des PTFs sont alignés avec le DSCE et les OMD	Les stratégies d'assistance des PTFs sont alignés avec le DSCE et les OMD	534	avancement moyen	cs	Aid Group, PNEDP, PTFs, OMD	qualité	Des efforts considérables sont fournis en terme d'alignement des stratégies d'intervention de l'assistance technique dans le DSCE et les OMD	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74,	Entretien avec les OSC
311	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			les Politiques et procédures d'intervention des PTFs sont harmonisés	les Politiques et procédures d'intervention des PTFs sont harmonisés	534	avancement moyen	cs	Aid Group, PNEDP	qualité	Division du travail au lieu d'harmonisation	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74, reachoutday@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
312	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			les Ressources sont allouées sur la base des résultats tangibles	les Ressources sont allouées sur la base des résultats tangibles	534	Petites avancées	cs	Aid Group, PNEDP	qualité	les résultats perceptibles engrangés des financements	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74,	Entretien avec les OSC
313	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Mettre-en-place entre le Gouvernement et les PTFs un système d'évaluation des performances	Un système d'évaluation sur la base des résultats de l'aide au développement est mis en place	534	Pas de données actualisées		Aid Group, PNEDP	qualité	Aucune information disponible	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action, CRADIF,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès, Rose Aessoro,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74, reachoutday@yahoo.com; Mebougou : 99 72 04 83,	Entretien avec les OSC
314	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Suivi-effectif des questions d'emploi et d'accès des pauvres aux services publics	Un Conseil National de l'emploi est créé et opérationnel	537	pas d'évolution		CTSE, MINEPAT	qualité	Aucun texte disponible sur la mise en place d'un conseil national de l'emploi	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action, CRADIF,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès, Rose Aessoro,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74, reachoutday@yahoo.com; Mebougou : 99 72 04 83,	Entretien avec les OSC
315	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Suivi-effectif des questions d'emploi et d'accès des pauvres aux services publics	Des Conseils régionaux d'emploi sont créés et opérationnel	537	pas d'évolution		CTSE, MINEPAT	qualité	Aucun texte disponible sur la mise en place des Conseils régionaux	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action, CRADIF,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès, Rose Aessoro,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74, reachoutday@yahoo.com; Mebougou : 99 72 04 83,	Entretien avec les OSC
316	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Réforme de L'Observatoire national de l'Emploi et le Fonds National pour l'emploi	La réforme est fait et l'institution plus efficace	537	pas d'évolution		Ministère	qualité	Aucune information disponible sur l'opérationnalisation	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74, reachoutday@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
317	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Programmes de lutte contre la pauvreté en place au niveau régional, départemental et locale	Des programmes cohérent avec la stratégie nationale sont mis en œuvre au niveau décentralisé	540	Petites avancées	2013		qualité	Des programmes existent mais l'impact de leur travail n'est pas perceptible dans les programmes de lutte contre la pauvreté	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action, CRADIF,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès, Rose Aessoro,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74, reachoutday@yahoo.com; Mebougou : 99 72 04 83,	Entretien avec les OSC
318	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Dispositif statistique efficace et fiable	Le dispositif statistique est bien fondé sur la base du CRESMIC et la SNDS	548	pas d'évolution			qualité	Se rapprocher du CRESMIC et rechercher la SNDS	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action, CRADIF,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74, reachoutday@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
319	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Chaine logique et cohérent pour le suivi du DSCE en place	Objectifs d'analyse de la pauvreté sont définis et utilisés pour le suivi	550	Pas de données actualisées		CTSE	qualité	Aucune information	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action, CRADIF,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74, reachoutday@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
320	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Chaine logique et cohérent pour le suivi du DSCE en place	Indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont définis et utilisés	550	Pas de données actualisées	cs	CTSE	qualité	Aucune information	SC Régionaux + SC Nationale	RACEO, Reach out, GOSADER, Inter Action,	Christine Abéla, Rén. HETECK, Jean Innocent, Mebougou Agnès,	99 59 17 58, ambéla@yahoo.fr ; Jeno : 96 17 26 74, reachoutday@yahoo.com;	Entretien avec les OSC
321	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Chaine logique et cohérent pour le suivi du DSCE en place	Opérations de collecte des données en place	550	pas d'évolution	cs	CTSE	qualité	"collecte permettant de produire ces indicateurs". Un peu flou. Normalement les indicateurs sont définis, mais il faut des données pour "remplir"	Commission Ricom	DPPE	Olivier NKOUNGA		Entretien avec les OSC siégeant dans ces structures
322	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Intégration des CMO dans le suivi DSCE	Le suivi des OMD fait part du suivi du DSCE	551	Petites avancées	cs	rapport OMD, CTSE	qualité		Commission Ricom	DPPE	Olivier NKOUNGA		Exploitation des TDR du rapport Région de mise en où DSCE
323	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Trois sous-systèmes d'information en place et	1) Suivi de la pauvreté mis en place et fiable	554	pas d'évolution	cs		qualité	Aucune information	Commission Ricom	DPPE	Olivier NKOUNGA		Entretien avec les OSC siégeant dans ces structures

Annexe

N°	Part DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de réalisation	Idée des sources de vérification	qualité/ quantité	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
324	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Trois sous-systèmes d'information en place et utilisés	3) Suivi de l'exécution des programmes/projets du DSCE mis en place et fiable	554	Petites avancées	ca		qualité	Plus visible au sein du MINEPAT/MINFI	Commission Macro	CIPRE	Olivier NKOUNGA		Entretien avec les OSC siégeant dans ces structures
325	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Trois sous-systèmes d'information en place et utilisés	3) Réactualisation des impactes mis en place et fiable	554	Petites avancées	ca		qualité	Des formations ont été organisé à l'intention de certaines administrations dans ce sens	Commission Macro	CIPRE	Olivier NKOUNGA		Entretien avec les OSC siégeant dans ces structures
326	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			suivi participatif et dialogue constructif et durable entre les acteurs	Etat, secteur privé, SC et PTFs sont impliqués dans le suivi	558	Petites avancées	ca	CTSE	qualité	Le cas du CBD et dans le cadre du lancement du budget dans les régions	Commission Macro	CIPRE	Olivier NKOUNGA		Entretien avec les OSC siégeant dans ces structures
327	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			suivi participatif et dialogue constructif et durable entre les acteurs	Des fora pour échanger d'information sont mis en place à 4 niveaux, le niveau communal étant lyrnb de base et la commune: national, régional, départemental et communal	558	pas d'évolution	ca	CTSE, MINEPAT	qualité	Actions initiatives dans ce sens	Commission Macro	CIPRE	Olivier NKOUNGA		Entretien avec les OSC siégeant dans ces structures
328	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			suivi participatif et dialogue constructif et durable entre les acteurs	ST / DSCE assure la coordination des activités	558	assez évolué	ca	CTSE, MINEPAT	qualité	Structure bien fonctionnelle, même si les réunions ne se tiennent pas régulièrement	Commission Macro	CIPRE	Olivier NKOUNGA		Entretien avec les OSC siégeant dans ces structures
329	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			suivi participatif et dialogue constructif et durable entre les acteurs	les commissions locales assurant la coordination au niveau départemental	558	avancement moyen	ca	CTSE, MINEPAT	qualité	Commissions mises en route dans certaines régions (Sud) et bien fonctionnelles dans d'autres régions (Est, Ouest, Extrême Nord)	Comités de suivi régionaux + DC nationale	CIPRE, Reach Out, RACED, CARDED	Olivier NKOUNGA, Rév. HETECK, Samuel, ANNA Innocent, Claire	Rév. HETECK : 97 89 11 88, hetecki@yahoo.fr; Anna : 96 17 26 74, inachoubbie@yahoo.com;	Entretien avec les CTD/OSC
330	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	Les groupes cibles s'organisent pour contribuer à l'identification de leurs besoins et priorités	562	avancement moyen	ca	CTSE, MINEPAT	qualité	Il y a des exemples à travers le programme PNCP	Comités de développement communaux	ASAD, Reach Out, CRNCIF, COMINGUD	Djaopou Djemo Jorge Lazarot, Anna Innocent, Ndongo Mbella Frédéric, Rose	Jorge : 94684803 ; lazarot@djaopou@yahoo.fr; Anna : 96 17 26 74 ; inachoubbie@yahoo.com; Rose : 76 46 59 37 ;	entretien
331	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	Les groupes cibles font un contrôle d'effectivité et de la qualité des réalisations	562	Petites avancées	ca	CTSE, MINEPAT	qualité	Les actions de suivi indépendant réalisées par les OSC (suivi secteur éducation par DC, suivi C2D par la plateforme delta, les DMD santé (DC + FESADE)	DC Régionaux + DC Nationale	CIPRE, Reach Out, RACED, CARDED	Olivier NKOUNGA		Entretien avec les OSC
332	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	Les élus locaux rendent compte de la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté dans leurs localités	562	Petites avancées	ca	CTSE, MINEPAT	qualité	Les comptes rendus parlementaires et les sessions des conseils municipaux	Médias	ASAD, RACED	Djaopou Djemo Jorge Lazarot, Rév. HETECK	Jorge : 94684803; lazarot@djaopou@yahoo.fr; Rév. HETECK : 97 89 11 88, hetecki@yahoo.fr	entretien
333	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	Les élus locaux procèdent des mesures pour améliorer l'exécution et la réactualisation de la mise en œuvre du DSCE	562	Petites avancées	ca	CTSE, MINEPAT	qualité	Les interventions des députés lors des questions orales aux ministres lors des sessions parlementaires	Médias	ASAD, RACED	Djaopou Djemo Jorge Lazarot, Rév. HETECK	Jorge : 94684803; lazarot@djaopou@yahoo.fr; Rév. HETECK : 97 89 11 88, hetecki@yahoo.fr	entretien
334	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	L'administration procède les principaux indicateurs de suivi	562	Petites avancées	ca	CTSE, MINEPAT	qualité	encours d'élaboration	Commission Macro	CIPRE	Olivier NKOUNGA		Exploitation des TDR du rapport Région de mise en du DSCE
335	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	La SC assure que l'Etat respecte ses engagements.	562	Petites avancées	ca	CTSE, MINEPAT	qualité	OSC membres du Comité de Suivi participatif du BIP	Rapports trimestriels	RACED	Rév. HETECK	Rév. HETECK : 97 89 11 88, hetecki@yahoo.fr	Entretien avec les OSC
336	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	La SC veille sur les intérêts des groupes vulnérables	562	Petites avancées	ca	CTSE, MINEPAT	qualité	Présence des OSC dans le Comité BIP	Rapports des activités de la mise en œuvre des activités du BIP et document		Rév. HETECK, Anna Innocent, Rose NNABOM	Rév. HETECK : 97 89 11 88, hetecki@yahoo.fr; Anna : 96 17 26 74, inachoubbie@yahoo.com; Rose : 76 46 59 37 ;	Entretien avec les OSC
337	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	La SC n'est pas empêché de jouer son rôle de contrepouvoir	562	avancement moyen	ca	CTSE, MINEPAT	qualité	Les actions de plaidoyer de la société civile sur le terrain	FEP, les organisations faitières du PNSSC, DC	Reach out, CSP, Inter Action, DC	Olivier NKOUNGA, Anna Innocent, Zo Joseph, Mutengene Agnès	Anna : 96 17 26 74, inachoubbie@yahoo.com; Mutengene : 99 72 84 85, inter-actions@yahoo.fr; Zo : 76 11 84 63;	Entretien avec les OSC
338	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	Les PTFs jouent leur rôle de régulation externe du processus	562	avancement moyen	ca	CTSE, MINEPAT	qualité		Commission Macro	CIPRE	Olivier NKOUNGA		Entretien avec les OSC et PTF
339	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	Les PTFS donnent des appuis multiformes à toutes les étapes du suivi participatif	562	assez évolué	ca	CTSE, MINEPAT	qualité		Commission Macro	CIPRE	Olivier NKOUNGA		Entretien avec les OSC et PTF
340	Cadre institutionnelle et suivi-évaluation			Chaque acteur prend sa responsabilité à sérieux et n'est pas empêcher de le faire	Le secteur privé joue son rôle de moteur de la croissance et pourvoyeur d'emplois et partenaire de l'Etat	562	avancement moyen	ca	CTSE, MINEPAT	qualité		Commission Macro	CIPRE	Olivier NKOUNGA		CT
341	Evaluation Sectorielle			économie - agriculture	Le secteur privé joue son rôle de moteur de la croissance et pourvoyeur d'emplois et partenaire de l'Etat	422	Petites avancées	ca		quantité		journal des projets/GC	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 91 85, nkoungaol@gmail.com	
342	Evaluation Sectorielle			économie - agriculture	Le partenaire stratégique s'engage pour un mise à niveau des entreprises locales nationaux pour les grands projets structurants	423	Petites avancées	ca		qualité	exemple de partenariat signé avec les indiens en 2008	journal des projets/GC	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 00 91 85, nkoungaol@gmail.com	
343	Evaluation Sectorielle			économie - agriculture	production du riz des grandes exploitations (Nagoua, Maga, Sanchou, Pidjo) est relancé	424	assez évolué			qualité	INVALEUR!	SUMRY	RACED	Rév. HETECK	97 89 11 88	Entretien avec le Conseiller technique de la sumry

N°	Part DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de réalisation	Idée des sources de vérification	qualité/ quantité	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
344	Evaluation Sectorielle			économie - agriculture	6.000.000 plants de cacao sont distribués par an (SODECAO) = 5.000 hectares de nouvelles plantations	435	avancement moyen			quantité	#VALEUR!	SODECAO EST	ASAO	Djaupa Djoko Serge Laurent	94654300 laurent@jacpou.yahoo.fr	Entretien avec les responsables de la sodecao Est
345	Evaluation Sectorielle			économie - agriculture	Impact de nouvelles plantations visible pour la récolte 2010	435	Petites avancées	2010	MINADER	quantité	Ne pas les exploitations créées					
346	Evaluation Sectorielle			économie - agriculture	50.000 tonnes de surplus récoltés en 2020 (cacao)	436	Pas de données actualisées	2020	MINADER	quantité	Ne pas les exploitations en création					
347	Evaluation Sectorielle			économie - agriculture	SOCAPALM est recapitalisé	437	Pas de données actualisées		rapport économique	qualité						
348	Evaluation Sectorielle			Meilleure valorisation de l'industrie extractive	nouvelles plantations des palmes pour la production de huile	438	Petites avancées	2010		quantité	plusieurs exploitants privées sont créés	Marie Bibout	ASAO	Djaupa Djoko Serge Laurent	94654300 laurent@jacpou.yahoo.fr	observation
349	Evaluation Sectorielle			Meilleure valorisation de l'industrie extractive	Exploitation des bananes augmente	439	assez évolué	2014		quantité	Accroissement des surfaces de production par la SNP et déploiement du PREBAP depuis 2007	SNP	AGROPOR	MANGA Laurent	99 62 58 87	Visite de la SNP et observation des nouvelles surfaces
350	Evaluation Sectorielle			Meilleure valorisation de l'industrie extractive	CDC et HEVECAM ont commencé la production en 2010	439	avancement moyen	2010	rapport économique, MINADER	qualité		CDC	MIRACO	Eric RIGPIO	77 62 62 58	Entretien avec les responsable CDC
351	Evaluation Sectorielle			Augmenter la densification du réseau de 36% à 80 %	la Production d'hévéa augmente avec un taux de 4% par an	429, 430	Petites avancées	2020	rapport économique, MINADER	quantité	des anciennes production de palmeraie sont transformé pour la production de hévéas	CDC/SOCAPALM	SWOCSON	Felix ROMET	77 93 92 21	observation
352	Evaluation Sectorielle			Augmenter le débit de transfert	42 kg par habitant et par an de protéines animales sont abordable et disponible	429, 430	Pas de données actualisées	2020	rapport économique, MINADER	quantité	structuration des producteurs					
353	Evaluation Sectorielle			Croissance dans le secteur	L'élevage a un taux de croissance de 9% par an	431	Petites avancées	2020	rapport économique	quantité	structuration des producteurs, formation et appui matériel					
354	Evaluation Sectorielle			Croissance dans le secteur	croissance moyenne de 2,8% par an dans la sylviculture et l'exploitation forestière	432	Petites avancées	2020	rapport économique	quantité	promotion des forêts communautaires, communales et privées et rationalisation de l'exploitation forestière	FORE, ANAFOR, PNB	CADREN	MINDHO	99 81 19 58	discussion et entretien
355	Evaluation Sectorielle			Production pétrolière	Baisse du maximum 10,4 % en 2010	432	Petites avancées	2020	rapport économique	quantité	épuisement des anciens puits de pétrole (20,2 millions de baril produit en 2010)	Note d'information sur l'emprunt obligataire	DTE	Ndongo Simon Pierre		Mail
356	Evaluation Sectorielle			Relance de l'exploitation du pétrole	Construction de nouveau puits entre 2011-216	432	Petites avancées	cs	rapport économique	quantité	Identification du puits ITOMBO et études préalables menées.					
357	Evaluation Sectorielle			Accroître l'exploitation du pétrole	Hausse de 30% en 2016 grâce à puits d'Itombo	439	Pas de données actualisées	cs	Loi de Finances	quantité						
358	Evaluation Sectorielle			Promouvoir le tourisme	3.500.000 touristes visitent le Cameroun en 2020	447	Petites avancées	cs	rapport économique, comités de suivi	quantité	Pourcentage à discuter	camerouninfo.net	DTE	Ndongo Simon Pierre		recherche sur le net
359	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Combattre les violences faites aux femmes	Nombre de cas de violence signalés diminue	365		2020		quantité						
360	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Combattre les violences faites aux femmes	Les OSC femmes affirment qu'il n'existent pas d'obstacles à signaler des violences	360	Petites avancées	2020	Extrême-Nord/EST/Nord	qualité	la prise en compte des propositions issues des organisations féminines(EN) cependant les violences sont encore présente et mais sont considérées comme des tabous (EST)	Rus HETSOKO(pygmé/Bedhoo/Widerch/mvodou/Bokwi/Adama	Rus HETSOKO(pygmé/Bedhoo/Widerch/mvodou/Bokwi/Adama	30 81 05 58 74 18 / 33 23 07 30 31 44	observation et entretien	
361	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Moderniser le processus électoral	Conseil constitutionnel opérationnel	369	pas d'évolution		Commission Mixte	qualité	Aucun changement amorcé en 2010	Didier NKOUNOU	99 50 01 23		Entretien avec les Responsables de la Cour Suprême	
362	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Moderniser le processus électoral	ELECAM opérationnel	369	assez évolué		Littoral	qualité	Les démembrements communaux ne sont pas encore effectifs dans tous les Départements	armand NGWE	75 89 71 63 ahanabetecane@yahoo.fr		Visite de terrain	
363	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Moderniser le processus électoral	Système électoral complètement informatisé	369	Petites avancées		Ouest/Centre/Littoral	qualité	Acquisition des ordinateurs dans la quasi-totalité des antennes ELECAM	NTSAMI EDIAN	75 89 71 63 ahanabetecane@yahoo.fr		Visite de site	
364	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Moderniser le processus électoral	Nombre de mesures prises pour moderniser le système	363, 368,9	Petites avancées		Est	quantité	Récépissé délivré à l'issu de l'inscription sur les listes électorales	Djaupa Djoko Serge Laurent	94654300 laurent@jacpou.yahoo.fr		enquête auprès des usagers	
365	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Moderniser le processus électoral	Calendrier électoral rendu public	363, 368,9	pas d'évolution		ELECAM/MINATD	qualité	Date élection présidentielle 2011 inconnue des citoyens	Didier/Armand	99 50 01 23/75 89 71 63		Observation et Entretien avec les Responsables de ELECAM	
366	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Moderniser le processus électoral	Participation aux élections plus facile qu'avant	363	avancement moyen		Est/Sud	qualité	Campagne d'inscription de proximité	Djaupa/Claire	94654300/77 93 04 07 laurent@jacpou.yahoo.fr		observation	
367	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Assurer la sécurité des Hommes et de leur biens	Nombre de cambriolages et de braquages (GSD)	372	avancement moyen		SED/Legion de Gendarmerie	quantité	Niveau de maîtrise des actes de braquages et cambriolages accru	Didier/Armand	99 50 01 23/75 89 71 63		Entretien avec les responsables	
368	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Assurer la sécurité des Hommes et de leur biens	Nombre de cambriolages et de braquages (DGSN)	372	avancement moyen		DG SN/SSN/SSO	quantité	Niveau de maîtrise des actes de braquages et cambriolages accru	Didier/Armand	99 50 01 23/75 89 71 63		Entretien avec les responsables	

Annexe

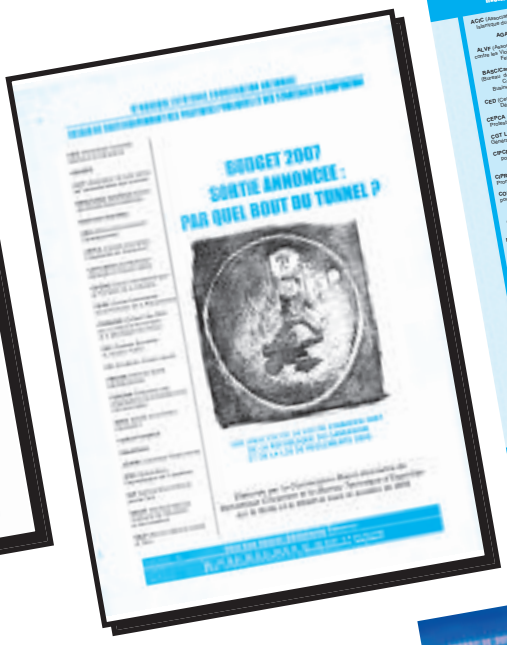
N°	Part DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de réalisation	Idée des sources de vérification	qualité/ quantité	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
369	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Assurer la sécurité des Hommes et de leur biens	Nombre annuel de cas "Coupeurs de routes"	372	assez évolué		BIRIEN	quantité	Accroissement de l'effectif du BIR et les cas démantelés. A l'EN, au moins un cas d'arrestation et piratage des coupeurs de routes par mois par les éléments du BIR (Source: CRTV E.N.)	Rev. HITBOX	07 30 11 9_	Reportage Radio		
370	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Assurer la sécurité des Hommes et de leur biens	Nombre de nouvelles recrues dans la Police et Forces armées	372	avancement moyen		DGSN	quantité	Institutionnalisation d'un concours annuel pour intégration au corps de Police	Olivier NKOUNGA	98 30 01 23	Entretien avec les Responsables		
371	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Assurer la sécurité des Hommes et de leur biens	Nombre de nouveaux postes de police de proximité créé et fonctionnel	372	avancement moyen		SUD/CE/LTI OU	quantité	Présence de nouveaux Postes de police au niveau des Carrefours et Marchés	Claire/Olivier/Arsenal	77 93 04 01	Observation		
372	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité des personnes et des biens	Assurer la sécurité des Hommes et de leur biens	Nombre de nouveaux postes de contrôle aux frontières créé et fonctionnel	372	avancement moyen			quantité	Présence d'une Base du BIR à Mamoko et renforcement du équipement du BIR à Makaa					
373	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Amélioration de l'environnement des affaires	Amélioration de l'environnement des affaires	Agence de promotion des investissements opérationnelle	374; 377	complètement atteint		Cameroon Tribune	qualité		Cameroon Tribune	SYDEVAD	Symphorien MOMENDENG	96 30 25 91	Exploitation documentaire
374	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Amélioration de l'environnement des Affaires	Amélioration de l'environnement des affaires	Agence de promotion des exportations opérationnelle	374; 377				qualité						
375	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Amélioration de l'environnement des Affaires	Amélioration de l'environnement des affaires	Institut de l'entrepreneuriat opérationnel	374; 377				qualité						
376	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Amélioration de l'environnement des Affaires	Amélioration de l'environnement des affaires	Agence de la normalisation et de la qualité opérationnelle	374; 377	complètement atteint			qualité	Évaluation des comptes de l'ANOR pour l'exercice 2010 s'est réalisé le 30 Mars 2011	Cameroon Tribune N 9915/9919	SYDEVAD	Symphorien MOMENDENG	96 30 25 91	Exploitation documentaire
377	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Amélioration de l'environnement des Affaires	Amélioration de l'environnement des affaires	Conseil National de Régulation et de compétitivité opérationnel	374; 377	complètement atteint			qualité	Présidé par le PM	Cameroon Tribune	SYDEVAD	Symphorien MOMENDENG	96 30 25 91	Exploitation documentaire
378	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Amélioration de l'environnement des Affaires	Amélioration de l'environnement des affaires	Actes uniformes OHADA traduit en Anglais est disponible	376	pas évaluation			quantité			DOMNSO/Dakaech Out	ANWO/DAMKOMEY	79 46 50 07/77 53 92 74	Exploitation documentaire
379	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Amélioration de l'environnement des Affaires	Amélioration de l'environnement des affaires	Cameroon Business Forum mis en place et fonctionnel		complètement atteint		SW et NW	qualité	La plus récente session a eu lieu le 14 Mars 2011	Médias participant aux travaux	SYDEVAD/PMADEC	Symphorien/Jean	96 30 25 91/77 79 80 48	Exploitation documentaire et participation aux travaux
380	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Amélioration de l'accès du citoyen à l'information	Amélioration de l'accès à l'information pour le contrôle et la gestion des affaires publiques	Loi sur participatif est renforcé	379	Petites avancées		Extrême-Nord/SUD	qualité	Interpellation des DAC en vue de l'évaluation qualitative de leur participation	Rev. HETEROC/dans	77 93 04 01	Entretien/Participation aux comités		
381	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Amélioration de l'accès du citoyen à l'information	Amélioration de l'accès à l'information pour le contrôle et la gestion des affaires publiques	Agences de régulation régulièrement évaluées	445, p 150				qualité						
382	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Amélioration de l'accès du citoyen à l'information	Amélioration de l'accès à l'information pour le contrôle et la gestion des affaires publiques	actes publics sont systématiquement publiés (p.ex. BIF)	379	avancement moyen			qualité	BIF, Rapport d'exécution du budget à mi-parcours, Journal des Marchés publics publiés					
383	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Amélioration de l'accès du citoyen à l'information	Amélioration de l'accès à l'information pour le contrôle et la gestion des affaires publiques	Plusieurs centaines de radio communautaires pour les femmes, les jeunes surtout en milieu rural sont en place	380	Petites avancées			qualité	La création de radio comme dans chaque chef-lieu de département (EN)/Existence de 13 radios communautaires dans la région de l'EST					
384	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	Réalisation des comptes effective et généralisée	p150	Petites avancées			qualité	Interpellation de la Chambre des Comptes					
385	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	Rapport annuel sur les marchés publics produit par l'ARMP est disponible	p150				qualité						
386	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	code des marchés publics est publié et disponible	383	complètement atteint		ARMP	qualité	Le mal reste élevé	Olivier NKOUNGA	98 30 01 23	Observation et Entretien		
387	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	code des marchés publics appliqué	383	assez évolué		ARMP/Maîtres d'Ouvrage	qualité	Quelques de Poches de résistance demeurent	Olivier NKOUNGA	98 30 01 23	Entretien		
388	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	BALCC validé est disponible	376	complètement atteint		CHO/CCOMAC	qualité		Cyrille TOMO	98 96 87 15	Participation aux différents travaux		
389	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	action épenier donne des résultats palpables	376	Petites avancées		Cameroon Tribune	qualité	Interpellation de nouveaux gestionnaires indélicats	Claire ATEBA	77 93 04 01	Exploitation documentaire		
390	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	Nombre de gestionnaires indélicats interpellés/incarcérés	376	Petites avancées		Cameroon Tribune	qualité	Interpellation de nouveaux gestionnaires indélicats	Claire ATEBA	77 93 04 01	Exploitation documentaire		
391	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	Montants de fonds récupérés excède xy milliards de FCFA	386, 370				quantité						

N°	Part DSCE	Domaine	Composante	Objectif	Indicateur	Référence dans le DSCE	Résultat 2010	Année fin de réalisation	Idée des sources de vérification	qualitatif/ quantitatif	commentaire	Source de vérification utilisée	vérifié par Organisation	vérifié par Personne	contact (E-mail, portable)	mode de vérification
392	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	Plans d'action de la CONAC mise en œuvre	386	Petites avancées			qualitatif	La stratégie nationale de lutte contre la corruption a déjà été élaborée par la CONAC	Camerounais Tribune	CHACED	Jean Mbella	77 79 35 38 mbellombella2001@yahoo.fr	Participation aux bureaux
393	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Lutte contre la corruption et détournement des fonds	Plan d'action de l'ANIF mise en œuvre	386, 388				qualitatif						
394	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Crédibiliser le système judiciaire	réforme en cours	376	Petites avancées			qualitatif	Le statut du personnel du Greffe a été promulgué	CDC	CIPRE	Olivier NKOUNGA	99 90 01 23	Entretien et Exploitation documentaire
395	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Crédibiliser le système judiciaire	délais du service judiciaire améliorés	376	Petites avancées			qualitatif	Relativisé du nombre vert mais pas d'action visible de répression des personnes démarcé et des centres juridiques implantés par un programme de l'Union Européenne fonctionnent dans les 10 régions du Cameroun	CIRVIAN	ANACLE TOKNOL DL	Jacques MBEDE NGPOUME	(+855 33 07 74 11 / 74 95 79 90 11) tsunami@jacques.fr@yahoo.fr	Entretien/Situation du service
396	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Crédibiliser le système judiciaire	qualité du service judiciaire améliorée	376	Petites avancées			qualitatif	Il y a un redéploiement du personnel dans les tribunaux inférieurs / L'on note la construction effective de nouveaux palais de justice en région	Dial	CIR	ABADE	99 33 04 18 nbenbi@yahoo.fr	entretien
397	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Crédibiliser le système judiciaire	magistrats sont indépendants	376	pas d'évolution			qualitatif						
398	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Crédibiliser le système judiciaire	Nombre de cas en aux contentieux et transactionnel	376				qualitatif						
399	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gouvernance et Etat de droit	Renforcement de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds	Crédibiliser le système judiciaire	Procédures judiciaires informatisées	376	Petites avancées		CBC	qualitatif	Mentalisation de certains actes en cours	Olivier NKOUNGA	99 90 01 23	Entretien avec les Responsables		
400	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	Des compétences sont effectivement transférées aux CTD	p151	Petites avancées		Circulaire du PM	qualitatif						
401	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	% du budget attribué aux CTD et aux structures déconcentrées ou décentralisés	386				qualitatif	quel % du budget "doit" être géré au niveau des CTDs et/ou ?					
402	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	vie économique des CTD est renforcé	386	Petites avancées			quantitatif						
403	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	premiers transferts effectifs (compétences et ressources) en 2010	386	complètement atteint	2010		qualitatif	atteint, NON?					
404	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	loi sur la fiscalité locale mis en œuvre	encadré 8 p110	passé évitant	2010		qualitatif						
405	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	organigramme type commune et statut de personnel de la fonction publique territoriale sont adoptés/appliqués	encadré 8 p110	pas d'évolution			qualitatif						
406	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	Plans de développement régionaux et communaux développés et exécutés dans tout le pays	386,391	avancement moyen			qualitatif						
407	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	Tous les ministères disposent de stratégies et de CDMT	p151	avancement moyen	2013		qualitatif						
408	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	Données statistiques mis à jour	p151	pas d'évolution			qualitatif						
409	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	Nombre de nouveaux ministères disposant d'un SGPPES opérationnel	p151	Petites avancées			quantitatif	MINEP, MINFOF, MINUHE		SAADI	MIKO MVOMO	99 19 99 75 skodaniel@yahoo.fr	Entretien et visite
410	Gouvernance et gestion stratégique de l'Etat	Gestion stratégique de l'Etat	Approfondissement du processus de décentralisation	Poursuite du processus de décentralisation	Temps moyen de prise en charge de nouveaux fonctionnaires réduit	p151				quantitatif						

Annexe

DYNAMIQUE CITOYENNE COORDINATION NATIONALERESEAU DE SUIVI INDEPENDANT

DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES STRATEGIES DE COOPERATION



Point focal national : COSADER Cameroun

Tél : (+237) 22 22 96 94 - Fax : (+237) 22 23 31 85 - GSM : (+237) 99 59 17 50 - BP 12 182 Yaoundé

E-mail : andelac@yahoo.com et/ou dynamique.citoyenne@yahoo.fr.